

OFF
ALLES
G3/
Ex.2



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 14 août 1971

Québec, Saturday, August 14, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday**, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, Québec Official Publisher

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015—1-52-0

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes

Letters Patent

Aéro-club de Forestville inc.

Aéro-club de Forestville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Martin Fortin, Yvan Pelletier, tous deux policiers, et Antonio Marino, commis, tous trois de Forestville, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Martin Fortin, Yvan Pelletier, both policemen, and Antonio Marino, clerk, all three of Forestville, for the following purposes:

Établir et exploiter un club d'aviation, sous le nom de « Aéro-club de Forestville inc. ».

To establish and operate a flying club, under the name of "Aéro-club de Forestville inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Forestville, district judiciaire de Hauteville.

The head office of the corporation is at Forestville, judicial district of Hauteville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

41437-o

2843-1971

41437

2843-1971

Aluco aluminium inc.

Aluco aluminium inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Dupuis, avocat, Johanne Berthiaume, épouse dudit Jacques Dupuis, tous deux de 472, Iberville, app. 1, et Michel Duval, 275, Notre-Dame, app. 8, ces deux derniers étudiants, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dupuis, lawyer, Johanne Berthiaume, wife of the said Jacques Dupuis, both of 472 Iberville, Apt. 1, and Michel Duval, 275 Notre-Dame, Apt. 8, the latter two students, all three of Repentigny, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Aluco aluminium inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

To manufacture and deal in goods and articles manufactured, in whole or in part, in wood or metal, under the name of "Aluco aluminium inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 559, 81e Avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company is at 559, 81st Avenue, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

41437-o

3027-1971

41437

3027-1971

Les aménagements Ferme Neuve Itée

Les aménagements Ferme Neuve Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Léandre Meilleur, commerçant, Suzanne N. Meilleur, épouse dudit Léandre Meilleur, et Rose Burelle, épouse de Maurice Crépeau, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre Meilleur, dealer, Suzanne N. Meilleur, wife of the said Léandre Meilleur, and Rose Burelle, wife of Maurice Crépeau, the latter two secretaries, all three of Ferme-Neuve, for the following purposes:

Exploiter une agence de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les aménagements Ferme Neuve Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

To operate an advertising agency in all its branches, under the name of "Les aménagements Ferme Neuve Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, 1,200 class "A" preferred shares of \$10 each and 3,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

1725-1971

Les amis Lavallois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Drouin, électricien, 166, 5^e Avenue, Georges Lussier, expéditeur, 5, Place 16^e Rue, Gilles Frèreault, représentant, 366, Place 13^e Rue, Pierre Germain, policier, 256, Michaud, et Walter E. Ellis, représentant de ventes, 3880, Garneau, tous de Laval, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Les amis Lavallois inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2849-1971

Paul Arbec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1971, constituant en corporation: Paul Arbec, administrateur, 4427, Bishop, Pierrefonds, Roger Beaulieu, avocat, 1545, chemin Richelieu nord, Mont-Saint-Hilaire, et Diane Mallette, secrétaire, fille majeure, 5974A, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Paul Arbec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4427, rue Bishop, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2919-1971

L'Association des propriétaires du Lac Clearview

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Dugas, 389, Lac Clearview, Claude Brouillette, 424, Séguin, tous deux contremaîtres, Édouard Chaput, gérant, 420, Séguin, Aimé Laverdière, restaurateur, rue du

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

1725-1971

Les amis Lavallois inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Drouin, electrician, 166, 5th Avenue, Georges Lussier, forwarding agent, 5 Place 16th Street, Gilles Frèreault, representative, 366 Place 13th Street, Pierre Germain, policeman, 256 Michaud, and Walter E. Ellis, sales representative, 3880 Garneau, all of Laval, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote hockey in particular, under the name of "Les amis Lavallois inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2849-1971

Paul Arbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Arbec, administrator, 4427 Bishop, Pierrefonds, Roger Beaulieu, lawyer, 1545 Richelieu Road North, Mont-Saint-Hilaire, and Diane Mallette, secretary, spinster, 5974A Rosemont Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Paul Arbec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4427 Bishop Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2919-1971

L'Association des propriétaires du Lac Clearview

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Dugas, 389 Clearview Lake, Claude Brouillette, 424 Séguin, both foremen, Édouard Chaput, manager, 420 Séguin, Aimé Laverdière, restaurateur, du Domaine

Domaine, et Yvon Tessier, recherchiste, rue Lac Clearview, tous de Sainte-Sophie, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « L'Association des propriétaires du Lac Clearview ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Sophie, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2284-1971

**Association moto-neige du Lac Half-Moon inc.
Lake Half-Moon Snowmobile Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Horton, technicien, 417, Turner, Claude Morin, surveillant, 257, Joliette, James Horton, opérateur IBM, 384, Jacques-Cartier, Jacques Dufour, agent d'assurances, 422, Turner, René Leblanc, mécanicien, 292, Elm, tous cinq de Gatineau, Robert Larocque, hôtelier, Jacques Mercier, cultivateur, Pierre Mageau, Alban Charron, tous deux camionneurs, et Yvon Théorêt, marchand, ces cinq derniers de route rurale 4, Buckingham, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Association moto-neige du Lac Half-Moon inc.— Lake Half-Moon Snowmobile Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$4,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 4, Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2243-1971

Les assurances Ivan Ross inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Ivan Ross, courtier d'assurance, Gemma Turcotte, secrétaire, épouse dudit Ivan Ross, et Jacques Michaud, notaire, tous trois de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Ivan Ross inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2855-1971

Street, and Yvon Tessier, research worker, Lac Clearview Street, all of St. Sophie, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "L'Association des propriétaires du Lac Clearview".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Sophie, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2284-1971

**Association moto-neige du Lac Half-Moon inc.
Lake Half-Moon Snowmobile Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Horton, technician, 417 Turner, Claude Morin, supervisor, 257 Joliette, James Horton, IBM operator, 384 Jacques-Cartier, Jacques Dufour, insurance agent, 422 Turner, René Leblanc, mechanic, 292 Elm, all five of Gatineau, Robert Larocque, innkeeper, Jacques Mercier, farmer, Pierre Mageau, Alban Charron, both truckers, and Yvon Théorêt, trader, the latter five of Rural Route 4, Buckingham, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote snowmobiling in particular, under the name of "Association moto-neige du Lac Half-Moon inc.— Lake Half-Moon Snowmobile Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$4,000.

The head office of the corporation is at Rural Route number 4, Buckingham, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2243-1971

Les assurances Ivan Ross inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Ross, insurance broker, Gemma Turcotte, secretary, wife of said Ivan Ross, and Jacques Michaud, notary, all three of Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Les assurances Ivan Ross inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2855-1971

B. & W. Combustion Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: John Walker, 629, les Érables, Laval, John Terrence Bradley, tous deux hommes d'affaires, et Judy Mary Bradley, ménagère, épouse dudit John Terrence Bradley, ces deux derniers de 12436, rue Brault, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils à combustion, en faire le commerce, sous le nom de « B. & W. Combustion Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12436, rue Brault, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2608-1971

41437

Charles Balinsky Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 777, avenue Upper Lansdowne, Westmount, Earl S. Cohen, 4919, avenue Montclair, tous deux avocats, et Joyce Farley, secrétaire, célibataire, 6044, Pierre-Bédard, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, article. et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Charles Balinsky Inc. », avec un capital total de \$450,201, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 101 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 25,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160 est, rue St-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2541-1971

41437

Ben-Gaymaur Enterprises Ltd.
Les entreprises Ben-Gaymaur Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Paul Goldin, 1135 Major, Laval, William Goldin, 2865, Bedford, Montréal, tous deux hommes d'affaires, et Frances Freedman, ménagère, épouse d'Allan Freedman, 2150, rue Johnson, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de gestion, sous le nom de « Ben-Gaymaur Enterprises Ltd. — Les entreprises Ben-Gaymaur Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordi-

B. & W. Combustion Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Walker, 629 les Érables, Laval, John Terrence Bradley, both businessmen, and Judy Mary Bradley, housewife, wife of the said John Terrence Bradley, the latter two of 12436 Brault Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in combustion equipment, under the name of "B. & W. Combustion Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 12436 Brault Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2608-1971

41437-o

Charles Balinsky Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barry H. Shapiro, 777 Upper Lansdowne Avenue, Westmount, Earl S. Cohen, 4919 Montclair Avenue, Westmount, Earl S. Cohen, 4919 Montclair Avenue, both advocates, and Joyce Farley, secretary, spinster, 6044 Pierre-Bédard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Charles Balinsky Inc.", with a total capital stock of \$450,201, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each, 101 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each, 25,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 class "C" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 160 St. Viateur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2541-1971

41437-o

Ben-Gaymaur Enterprises Ltd.
Les entreprises Ben-Gaymaur Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Goldin, 1135 Major, Laval, William Goldin, 2865 Bedford, Montreal, both businessmen, and Frances Freedman, housewife, wife of Allan Freedman, 2150 Johnson Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and management company, under the name of "Ben-Gaymaur Enterprises Ltd. — Les entreprises Ben-Gaymaur Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000

naires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1135, rue Major, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437 2110-1971

William Bissegger Business Forms Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yvon Deschamps, gérant, 6618, rue Garnier, Doreen Barmash, célibataire, 5397, boulevard Cavendish, et Mireille Poupart, épouse de Gérard Des Aulniers, 2330, rue Walkley, app. 21, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer du papier et produits d'icelui, bois et produits de la pulpe, carton, carton-pâte et papiers de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « William Bissegger Business Forms Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 278, Auclair Crescent, Otterburn Park, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437 2711-1971

Brosil Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Fred E. Silver, administrateur, Karen Silver, ménagère, épouse dudit Fred E. Silver, tous deux de 4732, Édouard-Montpetit, et Myron Silver, étudiant, 4555, Bonavista, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de casiers d'emmagasinage frigorifique, sous le nom de « Brosil Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437 2817-1971

Carnival Casuals Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Harvey Goldenberg, vendeur, Morris Goldenberg, manufacturier, et Lillian Puritz, ménagère,

common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1135 Major Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o 2110-1971

William Bissegger Business Forms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Deschamps, manager, 6618 Garnier Street, Doreen Barmash, spinster, 5397 Cavendish Boulevard, and Mireille Poupart, wife of Gérard Des Aulniers, 2330 Walkley Street, Apt. 21, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products, wood and pulp products, carton, carton paste and paper of all kinds, under the name of "William Bissegger Business Forms Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 278 Auclair Crescent, Otterburn Park, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o 2711-1971

Brosil Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fred E. Silver, executive, Karen Silver, housewife, wife of the said Fred E. Silver, both of 4732 Édouard-Montpetit, and Myron Silver, 4555 Bonavista, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate cold storage lockers, under the name of "Brosil Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o 2817-1971

Carnival Casuals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Goldenberg, salesman, Morris Goldenberg, manufacturer, and Lillian Puritz, housewife,

épouse dudit Morris Goldenberg, tous trois de 5999, avenue Monkland, #403, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Carnival Casuals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5999, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2825-1971

41437

Casino Oil Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Allan Clifford Martin, administrateur, 20, Charlemont Crescent, Agincourt, Samuel Gotfrid, 163, chemin Old Forest Hill, Toronto, et Spencer Black, 35, Thornybrae Drive, Thornhill, ces deux derniers procureurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garagistes et faire le commerce d'automobiles, et véhicules moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Casino Oil Company Limited », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 771 est, rue St-Joseph, local 204, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2612-1971

41437

Chalet Piedmontais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Gadbois, avocat, 10, de la Chapelle, Marie-A. Chaput, épouse de Norman Olivier, 41, Lesage, et Suzanne Létourneau, veuve d'Adrien-Jacques Paquette, 221, Ste-Adèle, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Sainte-Adèle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Chalet Piedmontais inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2606-1971

41437-o

Club moto-neige Langevin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

wife of the said Morris Goldenberg, all three of 5999 Monkland Avenue, #403, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing and wearing apparel, under the name of "Carnival Casuals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5999 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2825-1971

41437-o

Casino Oil Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Clifford Martin, executive, 20 Charlemont Crescent, Agincourt, Samuel Gotfrid, 163 Old Forest Hill Road, Toronto, and Spencer Black, 35 Thornybrae Drive, Thornhill, the latter two solicitors, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds, under the name of "Casino Oil Company Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 771 St. Joseph Street East, Suite 204, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2612-1971

41437-o

Chalet Piedmontais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gadbois, lawyer, 10 de la Chapelle, Marie-A. Chaput, wife of Norman Olivier, 41 Lesage, and Suzanne Létourneau, widow of Adrien-Jacques Paquette, 221 St. Adèle, the latter two secretaries, all three of St. Adèle, for the following purposes:

To carry on business as general builders and building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Chalet Piedmontais inc.", with a capital stock divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2606-1971

41437

Club moto-neige Langevin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Chabot, camionneur, Roch Tanguay, messenger, et Hervé Lecours, entrepreneur, tous trois de Sainte-Justine, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Langevin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Justine, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2618-1971

Club nautique de la Baie Missisquoi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Rémillard, 1169, Brown, Québec, Louis Vézina, 1231, Charles Huot, et Pierre Pouliot, 1048, Chaumont, ces deux derniers de Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club nautique, sous le nom de « Club nautique de la Baie Missisquoi ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2635-1971

Club sportif Le Cabouron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Racine, mesureur de bois, Marcel Racine, épicier-boucher, et Eugène Richard, opérateur de machinerie, tous trois de Sainte-Justine, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif, sous le nom de « Club sportif Le Cabouron inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Justine, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2806-1971

Cliff Desjardins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Chabot, trucker, Roch Tanguay, messenger, and Hervé Lecours, contractor, all three of St. Justine, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige Langevin inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Justine, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2618-1971

Club nautique de la Baie Missisquoi

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis Rémillard, 1169 Brown, Québec, Louis Vézina, 1231 Charles Huot, and Pierre Pouliot, 1048 Chaumont, the latter two of Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To form and operate an aquatic club, under the name of "Club nautique de la Baie Missisquoi".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2635-1971

Club sportif Le Cabouron inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Racine, timber culler, Marcel Racine, grocer-butcher, and Eugène Richard, machinist, all three of St. Justine, for the following purposes:

To operate a sports club, under the name of "Club sportif Le Cabouron inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at St. Justine, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2806-1971

Cliff Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Clifford Desjardins, homme d'affaires, Marguerite Cloutier, femme d'affaires, épouse dudit Clifford Desjardins, tous deux de 1071, des Épilobes, et Alfred Desjardins, rentier, 90, Rouleau, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Cliff Desjardins inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1071, rue des Épilobes, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2862-1971

**Domaines Vicotent inc.
Vicotent Properties Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Ernest Moffet, directeur, 1522, Place des Cèdres, Charny, Rachel Moreau, secrétaire, épouse de Paul Lafresnaye, 1236, Commerciale, Saint-Romuald-d'Etchemin, et Louise Fleury, professeur, épouse de Pierre Lesage, 305, de la Corniche, Saint-Nicolas, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Domaines Vicotent inc. — Vicotent Properties Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 305, rue de la Corniche, Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX

41437-o

2570-1971

E.S.O.N. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Benoît Perron, contremaître, 1315, boulevard Leblanc, Laval, Henri Lemay, vendeur, 5856, 5e Avenue, Montréal, et Jacques Venne, architecte, 62, 9e Avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « E.S.O.N. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6565, rue Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2824-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clifford Desjardins, businessman, Marguerite Cloutier, businesswoman, wife of the said Clifford Desjardins, both of 1071 des Épilobes, and Albrecht Desjardins, annuitant, 90 Rouleau, all three of Hauterive, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Cliff Desjardins inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1071 des Épilobes Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2862-1971

**Domaines Vicotent inc.
Vicotent Properties Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Moffet, director, 1522 des Cèdres Place, Charny, Rachel Moreau, secretary, wife of Paul Lafresnaye, 1236 Commerciale, Saint-Romuald-d'Etchemin, and Louise Fleury teacher, wife of Pierre Lesage, 305 de la Corniche, Saint-Nicolas, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and investment company, under the name of "Domaines Vicotent inc. — Vicotent Properties Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 305 de la Corniche Street, Saint-Nicolas, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2570-1971

E.S.O.N. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoît Perron, foreman, 1315 Leblanc Boulevard, Laval, Henri Lemay, salesman, 5856, 5th Avenue, Montreal, and Jacques Venne, architect, 92, 9th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "E.S.O.N. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 6565 Marquette Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2824-1971

Les entreprises Fabri structure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Adrien Lévesque, commerçant, Rita Gagnon, ménagère, épouse dudit Adrien Lévesque, tous deux de 31E, Sauriol, Laval, et Fernand Lévesque, opérateur, route rurale #1, Dégelis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de transport, sous le nom de « Les entreprises Fabri structure inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2912-1971

Les entreprises Fabri structure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Lévesque, dealer, Rita Gagnon, housewife, wife of the said Adrien Lévesque, both of 31E Sauriol, Laval, and Fernand Lévesque, operator, Rural Route #1, Dégelis, for the following purposes:

To carry on business as a construction and transport company, under the name of "Les entreprises Fabri structure inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2912-1971

Entreprises Lucien Ouellet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Lucien Ouellet, commerçant, Claudette Morency, ménagère, épouse dudit Lucien Ouellet, tous deux de 742, des Laurentides, app. 420, et Gilles Ouellet, constructeur, 1742, des Laurentides, app. 303, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de transport, sous le nom de « Entreprises Lucien Ouellet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2913-1971

Entreprises Lucien Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Ouellet, dealer, Claudette Morency, housewife, wife of the said Lucien Ouellet, both of 742 des Laurentides, Apt. 420, and Gilles Ouellet, builder, 1742 des Laurentides, Apt. 303, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a construction and transport company, under the name of "Entreprises Lucien Ouellet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2913-1971

Les fermiers de la Lièvre Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Denis Millaire, Denis Pagé, tous deux fermiers, et Léandre Meilleur, industriel, tous trois de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Exploiter un abattoir, une tannerie et une maison de salaison, sous le nom de « Les fermiers de la Lièvre Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

3034-1971

Les fermiers de la Lièvre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Millaire, Denis Pagé, both farmers, and Léandre Meilleur, manufacturer, all three of Ferme-Neuve, for the following purposes:

To operate a slaughterhouse, a tannery and a curing house, under the name of "Les fermiers de la Lièvre Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

3034-1971

Fermont Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude Fortin, médecin, Pauline Smith, commerçante, épouse dudit Claude Fortin, tous deux de 2, 11^e Rue, Port-Cartier, et David Giasson, notaire, 32, Ramesay, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Fermont Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
41437-o 2641-1971

Le Festival Gaspésien de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Alban Arseneault, artiste, 430, St-Jean, Réjean Dion, administrateur, 185, St-Jérôme, Gilles Roberge, ingénieur, 387, Marchand, Jean-Guy Martel, directeur de vente, 303, de la Gare, Bertrand Fournier, commerçant, 198, des Ursulines, Luce de Champlain, épouse de Paul Boulay, 313, Vézina, et Ghislaine Gagnon, épouse de François Vinet, 160, Fraser, ces deux dernières ménagères, tous de Matane, pour les objets suivants:

Promouvoir le tourisme, sous le nom de « Le Festival Gaspésien de Matane inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
41437-o 2200-1971

Hector Fortin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Hector Fortin, homme d'affaires, Lucette Labrie, femme d'affaires, épouse dudit Hector Fortin, et Camille Fortin, mécanicien, tous trois de Godbout, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Hector Fortin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Fermont Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Fortin, physician, Pauline Smith, trader, wife of said Claude Fortin, both of 2, 11th Street, Port-Cartier, and David Giasson, notary, 32 Ramesay, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Fermont Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
41437 2641-1971

Le Festival Gaspésien de Matane inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alban Arseneault, artist, 430 St. Jean, Réjean Dion, administrator, 185 St. Jérôme, Gilles Roberge, engineer, 387 Marchand, Jean-Guy Martel, sales director, 303 de la Gare, Bertrand Fournier, trader, 198 des Ursulines, Luce de Champlain, wife of Paul Boulay, 313 Vézina, and Ghislaine Gagnon, wife of François Vinet, 160 Fraser, the latter two housewives, all of Matane, for the following purposes:

To promote tourism, under the name of "Le Festival Gaspésien de Matane inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
41437 2200-1971

Hector Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hector Fortin, businessman, Lucette Labrie, businesswoman, wife of the said Hector Fortin, and Camille Fortin, mechanic, all three of Godbout, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Hector Fortin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Godbout, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2683-1971

G.I.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-François Deschênes, étudiant, 6, rue Dauphine, app. 11, Jean-Bertin Gingras, assistant-directeur, 1190, rue Colbert, et Isidore Deschênes, directeur d'école, 10, rue Colombière, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles de bureau, sous le nom de « G.I.D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2614-1971

Garage Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Ducharme, 590, Visitation, Joseph Ducharme, tous deux garagistes, et Léonie Massicotte, ménagère, épouse dudit Joseph Ducharme, ces deux derniers de 550, St-Charles-Borromée nord, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Joliette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 550, St-Charles-Borromée nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

426-1971

Gaspé Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Émilien Roy, opérateur, Grande-Rivière, Denis Roy, commerçant, et Céline Bourget, ménagère, épouse dudit Denis Roy, ces deux derniers de Percé, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Godbout, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2683-1971

G.I.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-François Deschênes, student, 6 Dauphine Street, Apt. 11, Jean-Bertin Gingras, assistant director, 1190 Colbert Street, and Isidore Deschênes, school principal, 10 Colombière Street, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a realty company and to deal in sound reproduction and communication appliances and office articles, under the name of "G.I.D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2614-1971

Garage Joliette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Ducharme, 590 Visitation, Joseph Ducharme, both garage-keepers, and Léonie Massicotte, housewife, wife of said Joseph Ducharme, the latter two of 550 St-Charles-Borromée North, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, and all their accessories and parts, under the name of "Garage Joliette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 10,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 550 St-Charles-Borromée North, Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

426-1971

Gaspé Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Roy, operator, Grand-Rivière, Denis Roy, trader, and Céline Bourget, housewife, wife of said Denis Roy, the latter two of Percé, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Gaspé Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2887-1971

41437-0

Gestion Portage Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Raymond, promenade Atholl Doune, Lucerne, Jacques Beaudry, 37, rue d'Auvergnès, Touraine, tous deux administrateurs, Gilles Guénette, avocat, 10, avenue McArthur, Vanier, Ontario, René Lapointe, courtier en immeuble, 1155, rue Tawney, Ottawa, Robert Beauséjour, directeur de banque, 107A, Valin, Jules Gauthier, chiropraticien, 104, rue Maurice, Arthur La Salle, comptable, 26, Desjardins, et Eugène Lavoie, évaluateur, 166, Sherbrooke, ces quatre derniers de Hull, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en gestion, en administration et en investissement d'affaires, sous le nom de « Gestion Portage Itée », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
1808-1971

41437-0

The Gleneagles Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, Montréal, Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, et Michael P. Maloney, 203, chemin Woodside, Beaconsfield, tous trois stagiaires, pour les objets suivants:

Organiser, favoriser, soutenir, établir, diriger, activer et administrer une corporation à des fins nationales, philanthropiques, charitables, artistiques, sociales, professionnelles, athlétiques et sportives, sous le nom de « The Gleneagles Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut détenir ou posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
3286-1971

41437

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles, and in all farm implements, under the name of "Gaspé Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2887-1971

41437

Gestion Portage Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Raymond, promenade Atholl Doune, Lucerne, Jacques Beaudry, 37 d'Auvergnès Street, Touraine, both administrators, Gilles Guénette, lawyer, 10 McArthur Avenue, Vanier, Ontario, René Lapointe, realty broker, 1155 Tawney Street, Ottawa, Robert Beauséjour, bank manager, 107A Valin, Jules Gauthier, chiropractor, 104 Maurice Street, Arthur La Salle, accountant, 26 Desjardins, and Eugène Lavoie, appraiser, 166 Sherbrooke, the latter four of Hull, for the following purposes:

To carry on a business of management, administration and business investment consultants, under the name of "Gestion Portage Itée", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1808-1971

41437

The Gleneagles Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Montreal, Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, and Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, all three law clerks, for the following purposes:

To organize, promote, carry on, establish, conduct, operate and manage a corporation for national, philanthropic, charitable, artistic, social, professional, athletic and sporting functions, under the name of "The Gleneagles Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
3286-1971

41437-0

Griffintown Progress Association (A.P.G.)
Association pour le progrès
de Griffintown (A.P.G.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Breault, barbier, 1206, rue Ottawa, Meo Dion, employé civique, et Jacqueline Pouliot, ménagère, épouse dudit Meo Dion, ces deux derniers de 385, rue Mountain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Aider, favoriser et encourager l'exécution de programmes qui devraient amener le développement culturel, économique et social des groupements humains à faible revenu, sous le nom de « Griffintown Progress Association (A.P.G.) — Association pour le progrès de Griffintown (A.P.G.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder ou détenir est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437

1713-1971

Guillet & Robert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Denis Robert, 3e Rang, Saint-Grégoire-le-Grand, Pierre Guillet, 123, Route 40A, tous deux garagistes, et Philodor Guillet, rentier, 104, 3e Rang Nord, ces deux derniers d'Iberville, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs garages, postes d'essences et agences de vente de véhicules automobiles et d'équipement de ferme et industriel de toutes sortes, sous le nom de « Guillet & Robert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 125, route 40A, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41437-0

2718-1971

Isolation Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul Rondeau, consultant en taxes, Ghislaine Guy, ménagère, épouse dudit Paul Rondeau, tous deux de 252, boulevard Ste-Anne, Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, et Duncan Guy, journaliste, 445, Cartier, Rimouski, pour les objets suivants:

Griffintown Progress Association (A.P.G.)
Association pour le progrès
de Griffintown (A.P.G.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léon Breault, barber, 1206 Ottawa Street, Meo Dion, city employee, and Jacqueline Pouliot, housewife, wife of the said Meo Dion, the latter two of 385 Mountain Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To aid, foster and encourage programs which will lead to social economic and cultural development of low income groups, under the name of "Griffintown Progress Association (A.P.G.) — Association pour le progrès de Griffintown (A.P.G.)".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-0

1713-1971

Guillet & Robert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Robert, 3rd Range, Saint-Grégoire-le-Grand, Pierre Guillet, 123 Route 40A, both garage-keepers and Philodor Guillet, annuitant, 104, 3rd Range North, the latter two of Iberville, for the following purposes:

To operate one or several garages, gas stations and sales agencies for motor vehicles and farm and industrial equipment of all kinds, under the name of "Guillet & Robert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 125, Route 40A, Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

41437

2718-1971

Isolation Rimouski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Rondeau, tax consultant, Ghislaine Guy, housewife, wife of the said Paul Rondeau, both of 252 St. Anne Boulevard, St. Anne-de-la-Pointe-au-Père, and Duncan Guy, labourer, 445 Cartier, Rimouski, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Isolation Rimouski inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiée de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 252, boulevard Ste-Anne, Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2734-1971

Jeune chambre d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Maurice, contrôleur, 163, St-Jean-Baptiste, Henri Besmargian, agent d'assurance, 425, Panneton, et Marcel Duchesneau, journaliste, 200, St-Edmond, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « Jeune chambre d'Asbestos inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2955-1971

Raymond F. Lagüe & Associates Limited Raymond F. Lagüe & associés limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Gravel, comptable, 4273, rue Amos, appartement 3, Montréal-Nord, Raymond F. Lagüe, administrateur, et Suzanne de Tremblay, ménagère, épouse dudit Raymond-F. Lagüe, ces deux derniers de 1365, avenue du Vallon, Beloeil, pour les objets suivants:

Agir comme chargé d'affaires, agents, représentants ou gérants pour toutes compagnies, associations, clubs, syndicats ou individus, sous le nom de « Raymond F. Lagüe & Associates Limited — Raymond F. Lagüe & associés limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

1996-1971

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Isolation Rimouski inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 252 St. Anne Boulevard, St. Anne-de-la-Pointe-au-Père, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2734-1971

Jeune chambre d'Asbestos inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Maurice, comptroller, 163 St-Jean-Baptiste, Henri Besmargian, insurance agent, 425 Panneton, and Marcel Duchesneau, journalist, 200 St. Edmond, all three of Asbestos, for the following purposes:

To interest youth in the economic, social and civic progress of their milieu, under the name of "Jeune chambre d'Asbestos inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2955-1971

Raymond F. Lagüe & Associates Limited Raymond F. Lagüe & associés limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Gravel, accountant, 4273 Amos Street, Apartment 3, Montreal-North, Raymond F. Lagüe, administrator, and Suzanne de Tremblay, housewife, wife of the said Raymond-F. Lagüe, the latter two of 1365 du Vallon Avenue, Beloeil, for the following purposes:

To act as proxies, agents, representatives or managers for companies, associations, clubs, syndicats or individuals, under the name of "Raymond F. Lagüe & Associates Limited — Raymond F. Lagüe & associés limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

1996-1971

Lemans Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Richard Hébert, notaire, Denise Legault, ménagère, épouse dudit Richard Hébert, tous deux de 2500, Contrecoeur, et Claude Pantaloni, comptable, 9594, Marseille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Lemans Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2500, rue Contrecoeur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2521-1971

Lemans Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Hébert, notary, Denise Legault, housewife, wife of the said Richard Hébert, both of 2500 Contrecoeur, and Claude Pantaloni, accountant, 9594 Marseille, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Lemans Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2500 Contrecoeur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2521-1971

Les loisirs de St-Denis-de-Brompton

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Chabot, Wellie Larochelle, tous deux plombiers, et Albert René, machiniste, tous trois de Saint-Denis-de-Brompton, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de St-Denis-de-Brompton ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Denis-de-Brompton, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2859-1971

Les loisirs de St-Denis-de-Brompton

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Chabot, Wellie Larochelle, both plumbers, and Albert René, machinist, all three of Saint-Denis-de-Brompton, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de St-Denis-de-Brompton".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Denis-de-Brompton, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2859-1971

Madeleine Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilbert Paquet, garagiste, Gilberte Delaney, infirmière, épouse dudit Gilbert Paquet, et Albert Delaney, fonctionnaire, tous trois de Cap-aux-Meules, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles incluant autos-neige, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Madeleine Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-aux-Meules, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2904-1971

Madeleine Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Paquet, garage keeper, Gilberte Delaney, nurse, wife of said Gilbert Paquet, and Albert Delaney, civil employee, all three of Cap-aux-Meules, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles including snowmobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Madeleine Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-aux-Meules, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2904-1971

Massé, compagnie de papeterie Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Massé, commerçant, Lisette Lebeau, comptable, épouse dudit Jean-Pierre Massé, et Fernand Lebeau, inspecteur, tous trois de 11, Richelieu, Hull, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'équipement de bureau et papeterie, sous le nom de « Massé, compagnie de papeterie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, rue Richelieu, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-0

204-1971

Massé, compagnie de papeterie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Massé, dealer, Lisette Lebeau, accountant, wife of the said Jean-Pierre Massé, and Fernand Lebeau, inspector, all three of 11 Richelieu, Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in office equipment and stationery, under the name of "Massé, compagnie de papeterie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 11 Richelieu Street, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

204-1971

**Les meubles du Lac St-Pierre inc.
St. Peter Lake Furniture Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Otis, gérant, 20, St-Aimé, Serge Thériault, hôtelier, 89, St-Laurent, tous deux de Maskinongé, et Fernand Bouchard, contremaître, 1023, Gérin, Saint-Justin, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Les meubles du Lac St-Pierre inc. — St. Peter Lake Furniture Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 851, boulevard ouest, Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-0

2397-1971

**Les meubles du Lac St-Pierre inc.
St. Peter Lake Furniture Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Otis, manager, 20 St. Aimé, Serge Thériault, innkeeper, 89 St. Laurent, both of Maskinongé, and Fernand Bouchard, foreman, 1023 Gérin, St. Justin, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furniture, under the name of "Les meubles du Lac St-Pierre inc. — St. Peter Lake Furniture Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 851 Boulevard West, Louiseville, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2397-1971

N.G.M. Concrete Floors Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Nicola De Marco, 9207, Iberville, Montréal, Gaetano Iaconelli, 7294, Cannes, Saint-Léonard, tous deux finisseurs de ciment, et Germain Trottier, estimateur, 2075, Lorraine, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « N.G.M. Concrete Floors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

N.G.M. Concrete Floors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicola De Marco, 9207 Iberville, Montreal, Gaetano Iaconelli, 7294 Cannes, St. Léonard, both cement finishers, and Germain Trottier, appraiser, 2075, Lorraine, Laval, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "N.G.M. Concrete Floors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 9207, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1785-1971

41437-o

The head office of the company is at 9207 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1785-1971

41437

Napa ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, Wilfrid St-Louis, Montréal-Nord, Hélène Lamoureux, fille majeure, 10610, Verville, et Marie Blais, épouse de André Blais, 10315, Tolhurst, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble, de placement, de portefeuille et de transport, sous le nom de « Napa ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8000, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

2917-1971

41437-o

Napa ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid St-Louis, Montreal North, Hélène Lamoureux, spinster, 10610 Verville, and Marie Blais, wife of André Blais, 10315 Tolhurst, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction, realty, investment, holding and transport company, under the name of "Napa ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 8000 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

2917-1971

41437

North American News Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Guy Gagné, administrateur, 1065, 63e Avenue, Laval, Luc Giroux, avocat, 2055, Dutrisac, #501, Saint-Laurent, et Jocelyne Genest, secrétaire, fille majeure, 1839, Lincoln, #17, Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, distribuer, publier, éditer, imprimer toutes sortes de livres, volumes, revues, publications, oeuvres et objets d'art et autres objets similaires, sous le nom de « North American News Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1065, 63e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1412-1971

41437-o

North American News Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Gagné, administrator, 1065, 63rd Avenue, Laval, Luc Giroux, lawyer, 2055 Dutrisac, #501 St. Laurent, and Jocelyne Genest, secretary, spinster, 1839 Lincoln, #17, Montreal, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, rent, distribute, publish, edit and print all kinds of books, volumes, reviews, publications, works and objects of art and other similar objects, under the name of "North American News Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1065, 63rd Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1412-1971

41437

North Star Grocery Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

North Star Grocery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, both of Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

Administrer des supermarchés, sous le nom de « North Star Grocery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 176 est, Duluth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437

2443-1971

Novyl inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yvon Laliberté, comptable, 2963, Valmont, Annette Gagnon, commis, épouse de Fernand Gagnon, 787, Place Philippe, tous deux de Sainte-Foy, et Madeleine Boiteau, employée de bureau, fille majeure, 265, 70^e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Novyl inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 39,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2963, rue Valmont, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o

2906-1971

Old Europe Fine Foods (Des Ormeaux) Ltd.
Les aliments Vieille Europe (Des Ormeaux) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des épicerie, viandes, produits, épices, condiments, ustensiles pour la cuisson et toutes sortes de marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Old Europe Fine Foods (Des Ormeaux) Ltd.— Les aliments Vieille Europe (Des Ormeaux) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3855, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437

2940-1971

Ouellet & Couture inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To operate supermarkets, under the name of "North Star Grocery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 176 Duluth East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o

2443-1971

Novyl inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Laliberté, accountant, 2963 Valmont, Annette Gagnon, clerk, wife of Fernand Gagnon, 787 Place Philippe, both of St. Foy, and Madeleine Boiteau, office clerk, spinster, 265, 70th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Novyl inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each, 39,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 900 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2963 Valmont Street, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2906-1971

Old Europe Fine Foods (Des Ormeaux) Ltd.
Les aliments Vieille Europe (Des Ormeaux) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, meats, produce, spices, condiments, cooking utensils and merchandise of all kinds, under the name of "Old Europe Fine Foods (Des Ormeaux) Ltd.— Les aliments Vieille Europe (Des Ormeaux) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3855 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o

2940-1971

Ouellet & Couture inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul Ouellet, 106, Bois, Guy Couture, 50, Villeneuve, tous deux entrepreneurs en plomberie, et Clément Côté, notaire, 700, Laure, suite 36, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Ouellet & Couture inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 106, rue Bois, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2700-1971

P.S.I. Manufacturing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Julien, 2130, Bord du Lac, Dorval, Ian Bruce, 212 rue Darwin, Ile Des Soeurs, tous deux administrateurs, et Robert Warden McKimm, solliciteur, route rurale #2, Lucerne, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits en fibre de verre, en faire le commerce, sous le nom de « P.S.I. Manufacturing Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 780, rue Bancroft, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437

2818-1971

**Piscines économiques inc.
Economic Swimming Pools Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Élias Perron, 2305, Étienne Parent, Montréal, Gilbert Perron, tous deux marchands, et Marie-Claire Laporte, ménagère, épouse dudit Gilbert Perron, ces deux derniers de 475, Marconi, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de piscines résidentielles et commerciales et de maisons préfabriquées, sous le nom de « Piscines économiques inc.— Economic Swimming Pools Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2089-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Ouellet, 106 Bois, Guy Couture, 50 Villeneuve, both plumbing contractors, and Clément Côté, notary, 700 Laure, suite 36, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Ouellet & Couture inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 106 Bois Street, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2700-1971

P.S.I. Manufacturing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Julien, 2130 Bord du Lac, Dorval, Ian Bruce, 212 Darwin Street, Nun's Island, both executives, and Robert Warden McKimm, solicitor, rural route #2, Lucerne, for the following purposes:

To manufacture and deal in fiberglass products of all kinds, under the name of "P.S.I. Manufacturing Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 780 Bancroft Street, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o

2818-1971

**Piscines économiques inc.
Economic Swimming Pools Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Élias Perron, 2305 Étienne Parent, Montreal, Gilbert Perron, both merchants, and Marie-Claire Laporte, housewife, wife of the said Gilbert Perron, the latter two of 475 Marconi, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in residential and commercial swimming pools and prefabricated houses, under the name of "Piscines économiques inc.— Economic Swimming Pools Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2089-1971

Placements M.M.G. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Thérèse Bouchard, 85, Cate, Jocelyne Laffèche, 404, 7^e Avenue sud, et Diane Lemieux, 1501, Letendre, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants et faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Placements M.M.G. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o

2415-1971

Placements M.M.G. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Bouchard, 85 Cate, Jocelyne Laffèche, 404, 7th Avenue South, and Diane Lemieux, 1501 Letendre, all three secretaries, spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants and carry on business as a construction and investment company, under the name of "Placements M.M.G. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2415-1971

Les placements Trifluviens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Roland Marchand, entrepreneur plombier, Violette Magny, ménagère, épouse dudit Roland Marchand, tous deux de 3320, de Calais, Trois-Rivières-Ouest, et Philippe Ouellet, gérant, rue Papineau, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les placements Trifluviens inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o

2041-1971

Les placements Trifluviens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Marchand, plumbing contractor, Violette Magny, housewife, wife of the said Roland Marchand, both of 3320 de Calais, Trois-Rivières-West, and Philippe Ouellet, manager, Papineau Street, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on any or all lines of business as money lenders, under the name of "Les placements Trifluviens inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières West, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2041-1971

**Plastique Coaticook limitée
Coaticook Plastic Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Denis Grégoire, chef de gare, 824, Child, Rhéal Lessard, vérificateur, 421, St-Joachim, tous deux de Coaticook, et Yvan Duplessis, entrepreneur électricien, Martinville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Plastique Coaticook limitée — Coaticook Plastic Limited », avec un capital total de \$125,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$25 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

**Plastique Coaticook limitée
Coaticook Plastic Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Grégoire, station master, 824 Child, Rhéal Lessard, verifier, 421 St. Joachim, both of Coaticook, and Yvan Duplessis, electrical contractor, Martinville, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics of all kinds, under the name of "Plastique Coaticook limitée — Coaticook Plastic Limited", with a total capital stock of \$125,000, divided into 2,000 common shares of \$25 each and 750 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2188-1971

41437-o

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2188-1971

41437

Plomberie de Richmond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roger Bibeau, ferblantier, 226, St-Roch, Gaston St-Cyr, rue Brown, tous deux d'Asbestos, et Lionel Perreault, Rock Forest, ces deux derniers plombiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie de Richmond inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2569-1971

41437-o

Plomberie de Richmond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bibeau, tinsmith, 226 St. Roch, Gaston St-Cyr, Brown Street, both of Asbestos, and Lionel Perreault, Rock Forest, the latter two plumbers, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie de Richmond inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2569-1971

41437

Poissonnerie Mathieu du Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yves Mathieu, Gilles Mathieu, tous deux jardiniers, et Noëlla Lecompte, ménagère, épouse dudit Gilles Mathieu, tous trois de 3184, Masson, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de poissons dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Poissonnerie Mathieu du Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2128-1971

41437-o

Poissonnerie Mathieu du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Mathieu, Gilles Mathieu, both gardeners, and Noëlla Lecompte, housewife, wife of the said Gilles Mathieu, all three of 3184 Masson, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as fishmongers in all its branches, under the name of "Poissonnerie Mathieu du Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2128-1971

41437

Les productions (Jaune) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Laurent, 573, avenue Berwick, Marc Bourgeois, 69, avenue Vivian, tous deux de Mont-Royal, et Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence théâtrale et artistique, sous le nom de « Les productions (Jaune) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les productions (Jaune) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Laurent, 573 Berwick Avenue, Marc Bourgeois, 69 Vivian Avenue, both of Mount Royal, and Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, St. Lambert, all three lawyers, for the following purposes:

To operate a theatrical and artists agency, under the name of "Les productions (Jaune) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 738, rue Riverin, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2750-1971

Les productions Paul Buissonneau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Benoit Mailloux, 103, de Touraine, Saint-Lambert, John C. Goodwin, 3833, Melrose, tous deux administrateurs, et Paul Buissonneau, artiste, Habitat 67, Cité du Havre, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Les productions Paul Buissonneau inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2891-1971

Les produits Arbex Itée Arbex Products Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Rancourt, ingénieur, Odette Sévigny, institutrice, épouse dudit Guy Rancourt, tous deux de 120, 43^e Rue est, et Fernand Rancourt, industriel, 530, 14^e Rue ouest, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Les produits Arbex Itée — Arbex Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2745-1971

Publicité-Pro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jaime W. Dunton, 8, chemin Condo-ver, Pointe-Claire, Jean-Louis Tétrault, 1985, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 439, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et publicistes, sous le nom de « Publicité-Pro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000

The head office of the company is at 738 Riverin, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2750-1971

Les productions Paul Buissonneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Mailloux, 103 de Touraine, St. Lambert, John C. Goodwin, 3823 Melrose, both administrators, and Paul Buissonneau, artist, Habitat 67, Cité du Havre, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a theatrical agency, under the name of "Les productions Paul Buissonneau inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2891-1971

Les produits Arbex Itée Arbex Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Rancourt, engineer, Odette Sévigny, teacher, wife of the said Guy Rancourt, both of 120, 43rd Street East, and Fernand Rancourt, manufacturer, 530, 14th Street West, all three of St. Georges, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Les produits Arbex Itée — Arbex Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Georges, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2745-1971

Publicité-Pro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jaime W. Dunton, 8 Condo-ver Road, Pointe-Claire, Jean-Louis Tétrault, 1985 Arvida, St. Bruno-de-Montarville, both lawyers, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 439 Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, binders and publicists, under the name of "Publicité-Pro inc.", with a total capital stock of \$40,000,

actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11422, rue Lagau-chetière est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o 2663-1971

Publicité-promotion Nord-Amérique inc.
North-America Publicity-Promotion Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Diane Cardin, secrétaire, épouse de Serge Depot, 7480, des Tilleuls, Michel Fournier, garagiste, 340, Kugler, tous deux de Laval, et Rosaire Lagacé, gérant de bureau, 2095, Dorion, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, libraires, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Publicité-promotion Nord-Amérique inc. — North-America Publicity-Promotion Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, rue Ste-Catherine est, chambre, 502, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o 2987-1971

Québec Antiques Inc.
Les antiquités Québécoises inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gordon Leonard McGilton, avocat et procureur, 636, avenue Belmont, George Wesley Duncan, entrepreneur, 412, avenue Roslyn, tous deux de Westmount, et Miriam Bernstein, secrétaire, épouse de David Barash, 5999, avenue Monkland, app. 1203, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles et nouveautés, antiquités et nouveautés de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Québec Antiques Inc. — Les antiquités Québécoises inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, Lakeshore Drive, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437 2151-1971

divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 11422 Lagau-chetière Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437 2663-1971

Publicité-promotion Nord-Amérique inc.
North-America Publicity-Promotion Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Cardin, secretary, wife of Serge Depot, 7480 des Tilleuls, Michel Fournier, garage operator, 340 Kugler, both of Laval, and Rosaire Lagacé, office manager, 2095 Dorion, Montreal, for the following purposes:

To deal as publishers, printers, engravers, book-binders, booksellers, publicists and carry on other like commerce, under the name of "Publicité-promotion Nord-Amérique inc. — North-America Publicity-Promotion Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street East, Room 502, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437 2987-1971

Québec Antiques Inc.
Les antiquités Québécoises inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon Leonard McGilton, barrister and solicitor, 636 Belmont Avenue, George Wesley Duncan, contractor, 412 Roslyn Avenue, both of Westmount, and Miriam Bernstein, secretary, wife of David Barash, 5999 Monkland Avenue, Apt. 1203, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, antiques and antique novelties of every description, under the name of "Québec Antiques Inc. — Les antiquités Québécoises inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 33 Lakeshore Drive, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o 2151-1971

Québec Snowmobile Distributors' Association
L'Association des distributeurs
de motos-neige du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Cloutier, directeur, 1065, d'Auteuil, Claude Rochon, gérant, 2935, Tracy, tous deux de Laval, et Raymond-F. Lagüe, administrateur, 1365, du Vallon, Beloeil, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Québec Snowmobile Distributors' Association — L'Association des distributeurs de motos-neige du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2409-1971

R.P.M. excavation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1971, constituant en corporation: Gabriel Rioux, Nelson Porlier et Jules Minier, tous trois employés de Iron Ore, de Canton Letellier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation, sous le nom de « R.P.M. excavation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Canton Letellier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2876-1971

Restaurant Le Fourneau de Saint-David inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Marcel Dionne, 1492, Commerciale, Pierre Côté, 50, des Intendants, tous deux de Saint-Romuald-d'Etchemin, et Claude Fortin, 8, Châteaubriand, Lévis, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Fourneau de Saint-David inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Québec Snowmobile Distributors' Association
L'Association des distributeurs
de motos-neige du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Cloutier, director, 1065 d'Auteuil, Claude Rochon, manager, 2935 Tracy, both of Laval, and Raymond F. Lagüe, administrator, 1365, du Vallon, Beloeil, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the material, cultural and social interests of its members, under the name of "Québec Snowmobile Distributors' Association — L'Association des distributeurs de motos-neige du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2409-1971

R.P.M. excavation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabriel Rioux, Nelson Porlier and Jules Minier, all three Iron Ore employees, of Letellier Township, for the following purposes:

To carry on business as excavation contractors, under the name of "R.P.M. excavation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Letellier Township, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2876-1971

Restaurant Le Fourneau de Saint-David inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dionne, 1492 Commerciale, Pierre Côté, 50 des Intendants, both of St. Romuald-d'Etchemin, and Claude Fortin, 8 Châteaubriand, Lévis, all three lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Le Fourneau de Saint-David inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

940-1971

Restaurant Place des Amis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mai 1971, constituant en corporation: John Zevgolis, 1094, Fontainebleau, Sainte-Foy, Tony Zevgolis, 1070, Forget, John Kotsos, et Maria Zevgolis, épouse divorcée de John Pittaras, ces deux derniers de 1583, Sheppard, ces trois derniers de Sillery, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, confiseurs, pourvoyeurs, boulangers, pâtisseries, sous le nom de « Restaurant Place des Amis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3005, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437

2897-1971

Revue de la communauté Melkite Trait d'Union

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Coriaty, recteur, 329, avenue Viger, Lily Sabella, agent de publicité, veuve de François-Rodolphe Sabella, 5120, Édouard-Montpetit, app. 18, et George Helal, docteur en philosophie, 2930, Édouard-Montpetit, app. 202, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Intéresser les parents et tous les citoyens au problème communautaire, sous le nom de « Revue de la communauté Melkite Trait d'Union ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

2472-1971

Jean Robert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Robert, plombier, Aline Roy, ménagère, épouse dudit Jean Robert, tous deux de 8465, St-Urbain, et Nicole Robert, institutrice, épouse de Jacques Maurice, 11951, Lapierre, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

940-1971

Restaurant Place des Amis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Zevgolis, 1094 Fontainebleau, Sainte-Foy, Tony Zevgolis, 1070 Forget, John Kotsos, and Maria Zevgolis, wife divorced of John Pittaras, the latter two of 1583 Sheppard, the latter three of Sillery, all four merchants, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, confectioners, caterers, bakers and pastry men, under the name of "Restaurant Place des Amis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3005 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o

2897-1971

Revue de la communauté Melkite Trait d'Union

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Coriaty, rector, 329 Viger Avenue, Lily Sabella, advertising agent, widow of François-Rodolphe Sabella, 5120 Édouard-Montpetit, Apt. 18, and George Helal, doctor of philosophy, 2930 Édouard-Montpetit, Apt. 202, all three of Montreal, for the following purposes:

To interest parents and all citizens in community problems, under the name of "Revue de la communauté Melkite Trait d'Union".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2472-1971

Jean Robert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Robert, plumber, Aline Roy, housewife, wife of said Jean Robert, both of 8465 St. Urbain, and Nicole Robert, teacher, wife of Jacques Maurice, 11951 Lapierre, Apt. 3, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Jean Robert inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 80,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 321, rue Guizot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2599-1971

Rolo-Moto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roland-Guy Lamoureux, ouvrier, 44, Bertrand, Laval, Georges Brien, administrateur, 321, chemin des Épinettes, Piedmont, et Denis Brassard, avocat, 9250, De Ségur, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des véhicules et appareils motorisés, motocyclettes, motoluges et autres véhicules pouvant être utilisés pour le transport ou pour les sports, sous le nom de « Rolo-Moto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2764-1971

Roumar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, d'immeuble et de construction, sous le nom de « Roumar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1110, chemin de Dieppe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2682-1971

R & S Roy Auto Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Roy, commerçant, Jeannette Angers, ménagère, épouse dudit Réal Roy, tous deux

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Jean Robert inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 80,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 321 Guizot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2599-1971

Rolo-Moto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland-Guy Lamoureux, tool-maker, 44 Bertrand, Laval, Georges Brien, administrator, 321 des Épinettes Road, Piedmont, and Denis Brassard, lawyer, 9250 De Ségur, St. Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in motorized vehicles and appliances, motor-cycles, snowmobiles and other vehicles which may be used for transportation or sports purposes, under the name of "Rolo-Moto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2764-1971

Roumar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment, realty and construction company, under the name of "Roumar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1110 Dieppe Road, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2682-1971

R & S Roy Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Roy, trader, Jeannette Angers, housewife, wife of the said Réal Roy, both of 89, 15th Street,

de 89, 15e Rue, et Serge Roy, professeur, 366, 2e Avenue, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « R & S Roy Auto Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2651-1971

Runyband Industries Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Pelletier, 693, Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, J.-Jacques Provost, 3780, Provost, Lachine, Rénéald G. Schmidt, 7161, David, Verdun, tous trois administrateurs, et Lizette Brais, secrétaire, épouse de Pierre Guindon, 1756, Place Beauchesne, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pneus de tous genres, sous le nom de « Runyband Industries Co. Inc. », avec un capital total de \$620,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2590-1971

Saguenay Marine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Donat Hovington, marchand, 39, Bellevue, Kénogami, Jean Gravel, 42B, rue Price ouest, Chicoutimi, et Antoine Tremblay, 303, route 16, Jonquière, ces deux derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs marins, chaloupes, véhicules motorisés circulant sur l'eau, autos-neige et tous biens servant à la pratique du sport ou à l'occupation des loisirs, sous le nom de « Saguenay Marine inc. », avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-o

2458-1971

and Serge Roy, teacher, 366, 2nd Avenue, all three of St. Georges, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, motors, and all their accessories and parts, under the name of "R & S Roy Auto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St. Georges, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2651-1971

Runyband Industries Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Pelletier, 693 Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, J.-Jacques Provost, 3780 Provost, Lachine, Rénéald G. Schmidt, 7161 David, Verdun, all three administrators, and Lizette Brais, secretary, wife of Pierre Guindon, 1756 Beauchesne Place, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tires of all kinds, under the name of "Runyband Industries Co. Inc.", with a total capital stock of \$620,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 6,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2590-1971

Saguenay Marine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donat Hovington, merchant, 39 Bellevue, Kénogami, Jean Gravel, 42B, Price Street West, Chicoutimi, and Antoine Tremblay, 303 Route 16, Jonquière, the latter two mechanics, for the following purposes:

To deal in marine motors, motor launches, motorized marine craft, snow-mobiles and all sports and recreational equipment, under the name of "Saguenay Marine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 165 Ste-Famille, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2458-1971

Salaison Adrien Limoges inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Adrien Limoges, boucher, Gisèle Chabut, caissière, épouse dudit Adrien Limoges, tous deux de 474, Hervieux, Lachenaie, et Jean Danis, comptable, 7480, 19^e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de boulangerie, boucherie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « Salaison Adrien Limoges inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-0

2645-1971

**Salon du golf inc.
Golf Show Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Charbonneau, administrateur, 10310, Parthenais, app. 3, Jean-Claude Gravel, 4273, Amos, app. 3, et Viateur-P. Lavoie, 1470, Montcalm, ces deux derniers comptables, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de promotion dans le domaine du golf et autres activités connexes, sous le nom de « Salon du golf inc. — Golf Show Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41437-0

2743-1971

Scierie Ste-Rose Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Lafond, fonctionnaire, France Lafond, maquettiste, fille majeure, et Marie Girard, comptable, épouse de Jacques Girard, tous trois de Sainte-Rose-du-Nord, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Scierie Ste-Rose Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Salaison Adrien Limoges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Limoges, butcher, Gisèle Chabut, cashier, wife of the said Adrien Limoges, both of 474 Hervieux, Lachenaie, and Jean Danis, accountant, 7480, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods related to the baker's and butcher's trades and to food specialties, under the name of "Salaison Adrien Limoges inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2645-1971

**Salon du golf inc.
Golf Show Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Charbonneau, administrator, 10310 Parthenais, Apt. 3, Jean-Claude Gravel, 4273 Amos, Apt. 3, and Viateur-P. Lavoie, 1470 Montcalm, the latter two accountants, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a promotion company in the field of golf and other related activities, under the name of "Salon du golf inc. — Golf Show Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2743-1971

Scierie Ste-Rose Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lafond, civil servant, France Lafond, display artist, spinster, and Marie Girard, accountant, wife of Jacques Girard, all three of St. Rose-du-Nord, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Scierie Ste-Rose Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Rose-du-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-0

2453-1971

**Serex Leasing Inc.
Location Serex inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Barbeau, comptable, 132, Dorion, Cap-de-la-Madeleine, Pierre Rivard, vendeur, et Elizabeth Rivard, ménagère, épouse dudit Pierre Rivard, ces deux derniers de 3315, Normandie, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire la location d'équipement de camionnage, sous le nom de « Serex Leasing Inc.—Location Serex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3315, Normandie, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-0

2875-1971

Silos Beaudry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Beaudry, industriel, Raymond Beaudry, étudiant, Robert Beaudry, cultivateur, tous trois de 441, rang des Soixantes, Saint-Marc, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Silos Beaudry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 38,800 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 441, rang des Soixantes, Saint-Marc, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-0

2440-1971

Société Zoologique de Ville-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-André Tremblay, arpenteur-géomètre, Ronald Bellehumeur, comptable, Léonide Bergeron, contremaître, Yvan Héroux, administrateur, Julien Girard, plombier, Yves Si-

The head office of the company is at St. Rose-du-Nord, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2453-1971

**Serex Leasing Inc.
Location Serex inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Barbeau, accountant, 132 Dorion, Cap-de-la-Madeleine, Pierre Rivard, salesman, and Elizabeth Rivard, housewife, wife of the said Pierre Rivard, the latter two of 3315 Normandie, Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To rent trucking equipment, under the name of "Serex Leasing Inc.—Location Serex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3315 Normandie, Trois-Rivières-West, judicial district of Three-Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2875-1971

Silos Beaudry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Beaudry, manufacturer, Raymond Beaudry, student, Robert Beaudry, farmer, all three of 441 Rang des Soixantes, St. Marc, and Maurice Martel, lawyer, 1301, St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Silos Beaudry inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 38,800 class "A" preferred shares of \$1 each and 200 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 441 Rang des Soixantes, St. Marc, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

2440-1971

Société Zoologique de Ville-Marie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-André Tremblay, land surveyor, Ronald Bellehumeur, accountant, Léonide Bergeron, foreman, Yvan Héroux, administrator, Julien Girard, plumber, Yves Simard,

mard, gérant, Yvon Larivière, secrétaire, Gilles Labranche, registraire, Léo Sarrazin, cultivateur, Paul Du Mesnil, notaire, et Henri Tremblay, entrepreneur-électricien, tous de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Posséder, développer et administrer un jardin zoologique, sous le nom de « Société Zoologique de Ville-Marie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

1699-1971

Sorsec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucille Végiard, ménagère, épouse de Maurice Durand, 324, Principale, Monique Poulin, fille majeure, 529, Principale, et Jacques Montpetit, 71, Principale, ces deux derniers sans emploi, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Sorsec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437-o

1936-1971

**Southwest Mines & Resources Ltd.
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, 1488, Galt, tous deux de Montréal, et Louise Delorme, 17, Pelletier, Saint-Basile-le-Grand, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Southwest Mines & Resources Ltd. » (No personal liability), avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 800, boulevard Dorchester, local 2610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41437

1944-1971

manager, Yvon Larivière, secretary, Gilles Labranche, registrar, Léo Sarrazin, farmer, Paul Du Mesnil, notary, and Henri Tremblay, electrical contractor, all of Ville-Marie, for the following purposes:

To own, develop and operate a zoo, under the name of "Société Zoologique de Ville-Marie inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Ville-Marie, judicial district of Témiscamingue.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

1699-1971

Sorsec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucille Végiard, housewife, wife of Maurice Durand, 324 Main, Monique Poulin, spinster, 529 Main, and Jacques Montpetit, 71 Main, the latter two unemployed, all three of Granby, for the following purposes:

To help the poor and needy, under the name of "Sorsec inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437

1936-1971

**Southwest Mines & Resources Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three attorneys, Denyse Marcoux, 1488 Galt, both of Montreal, and Louise Delorme, 17 Pelletier, Saint-Basile-le-Grand, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Southwest Mines & Resources Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 800 Dorchester Boulevard, Suite 2610, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41437-o

1944-1971

Les stations de service Azur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Lise Sirois, 377, Marie-Louise, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir comme société pétrolière, sous le nom de « Les stations de service Azur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-0

2916-1971

Les stations de service Azur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Lise Sirois, 377 Marie-Louise, both of Québec, and Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as an oil company, under the name of "Les stations de service Azur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2916-1971

Sundance Ranch Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chevaux dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Sundance Ranch Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-0

2072-1971

Sundance Ranch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in horses and in all branches related thereto, under the name of "Sundance Ranch Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,700 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2072-1971

Supermarket Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Allan Goldin, 7461, Kingsley, #104, Côte Saint-Luc, Michael Shapiro, 5720, Cavendish, #802, Montréal, Murray L. Browman, 2235, chemin Lucerne, Mont-Royal, tous trois manufacturiers et David S. Dubin, comptable, 759, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Supermarket Fashions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Supermarket Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Goldin, 7461 Kingsley, #104, Côte Saint-Luc, Michael Shapiro, 5720 Cavendish, #802, Montreal, Murray L. Browman, 2235 Lucerne Road, Mount Royal, all three manufacturers, and David S. Dubin, accountant, 759 Davaar, Avenue, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of every kind, under the name of "Supermarket Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 372 ouest, rue Ste-Catherine, local 109, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437

2780-1971

Tabaremi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Edmond Auger, marchand de tabac, Françoise Auger, ménagère, épouse dudit Edmond Auger, tous deux de 10440, Cartier, et Paul Lafleur, comptable, 1653, Camille-Paquet, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de tabac et de ses produits ainsi que toutes sortes d'articles et de matières connexes, sous le nom de « Tabaremi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o

2850-1971

Tamron Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Tamas Vandor, conseiller en matière de construction, Sharon Vandor, ménagère, épouse dudit Tamas Vandor, tous deux de 7600, chemin Earle, local 703, Côte Saint-Luc, et Ivan Kocsis, acheteur, 5324, Plamondon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Tamron Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7600, chemin Earle, local 703, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437

1845-1971

Tecan Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1971, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724, avenue Eldridge, tous deux avocats, et Donna Sommer, secretary, célibataire, 5750, avenue Mapleridge, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 372 St. Catherine Street West, Room 109, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o

2780-1971

Tabaremi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edmond Auger, tobacconist, Françoise Auger, housewife, wife of said Edmond Auger, both of 10440 Cartier, and Paul Lafleur, accountant, 1653 Camille-Paquet, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tobacconists and deal in all kinds of related items and products, under the name of "Tabaremi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

2850-1971

Tamron Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tamas Vandor, construction consultant, Sharon Vandor, housewife, wife of the said Tamas Vandor, both of 7600 Earle Road, Suite 703, Côte Saint-Luc, and Ivan Kocsis, purchasing agent, 5324 Plamondon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Tamron Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 7600 Earle Road, Suite 703, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o

1845-1971

Tecan Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724 Eldridge Avenue, both advocates and Donna Sommer, secretary, spinster, 5750 Mapleridge Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Tecan Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2924-1971

41437

Ter-Roc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gaétan Lapointe, 827, Carré Hotte, Sainte-Thérèse, Jacques Brunet, 47, du Crochet, Laval, tous deux gérants, et Nicole Petit, secrétaire, épouse de Gilles Papineau, 245, Reynolds, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ter-Roc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
712-1971

41437-o

Village de sécurité routière de Chicoutimi-Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Savaria, directeur, 12, boulevard Lamarche, Paul Giguère, 368, Chabanel, tous deux de Chicoutimi, Serge-Jean Fillion, 182, Ste-Marie, et René Lapierre, 1850, boulevard Tadoussac, ces deux derniers de Chicoutimi-Nord, ces trois derniers professeurs, pour les objets suivants:

Promouvoir la sécurité routière sous toutes ses formes, sous le nom de « Village de sécurité routière de Chicoutimi-Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2668-1971

41437-o

Vincent Packing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Claude Picard, 7821, d'Aubigny, Anjou, Laurier Dugas, 9310, Millen, tous deux avocats, et

To carry on the business of an investment company, under the name of "Tecan Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o

Ter-Roc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Lapointe, 827 Carré Hotte, St. Thérèse, Jacques Brunet, 47 du Crochet, Laval, both managers, and Nicole Petit, secretary, wife of Gilles Papineau, 245 Reynolds, Granby, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Ter-Roc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

Village de sécurité routière de Chicoutimi-Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gabriel Savaria, director, 12 Lamarche Boulevard, Paul Giguère, 368 Chabanel, both of Chicoutimi, Serge-Jean Fillion, 182 Ste-Marie, and René Lapierre, 1850 Tadoussac Boulevard, the latter two of Chicoutimi-North, the latter three teachers, for the following purposes:

To promote road safety in all its aspects, under the name of "Village de sécurité routière de Chicoutimi-Nord inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437

Vincent Packing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Picard, 7821 d'Aubigny, Anjou, Laurier Dugas, 9310 Millen, both lawyers, and Gérard Vincent,

Gérard Vincent, commerçant, 5872, Cadillac, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de salaison, boucherie et spécialités alimentaires, sous le nom de « Vincent Packing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5411, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o 2985-1971

Roger White inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Georges White, 3608, Décarie, Montréal, Roger White, tous deux entraîneurs, et Aline Denis, maîtresse de maison, épouse dudit Roger White, ces deux derniers de 3085, Biret, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'élevage des chevaux de course, sous le nom de « Roger White inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o 2845-1971

Yvan Fine Fur Contractor Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Georges Lauzon, 11900, Grenet, Montréal, Yvan Lauzon, tous deux fourreurs, et Denise Morin, ménagère, épouse dudit Yvan Lauzon, ces deux derniers de 704, Jacques-Cartier ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de cuirs et de fourrures, sous le nom de « Yvan Fine Fur Contractor Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, rue Mayor, chambre 606, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437-o 2697-1971

dealer, 5872 Cadillac, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods related to the curing, butchery and food specialty business, under the name of "Vincent Packing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5411 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437 2985-1971

Roger White inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges White, 3608 Décarie, Montreal, Roger White, both trainers, and Aline Denis, housewife, wife of said Roger White, the latter two of 3085 Biret, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in and breed race horses, under the name of "Roger White inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437 2845-1971

Yvan Fine Fur Contractor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Lauzon, 11900 Grenet, Montreal, Yvan Lauzon, both furriers, and Denise Morin, housewife, wife of the said Yvan Lauzon, the latter two of 704 Jacques-Cartier West, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of leather and fur goods, under the name of "Yvan Fine Fur Contractor Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 366 Mayor Street, Room 606, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437 2697-1971

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**Fonds des Sinistrés de LaSalle
LaSalle Disaster Fund**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mai 1971, à la corporation « Fonds des Sinistrés de LaSalle — LaSalle Disaster Fund », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437 1137-65

Lamaque Mining Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de juin 1971, à la compagnie « Lamaque Mining Company Limited », 1° redesignant 1,500,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune en 1,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$1,500,000 à \$6,500,000, par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437 2219-37

Location d'Appareils ménagers Lafèche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1970, à la compagnie « J.G. Plante Cable T.V. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de novembre 1969, 1° changeant son nom en celui de « Location d'Appareils ménagers Lafèche inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41437 5561-69

Norquay Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de mai 1971, à la compagnie « Mont Alouette Ski Hills Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Norquay Corporation ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41437 14466-58

**Fonds des Sinistrés de LaSalle
LaSalle Disaster Fund**

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fonds des Sinistrés de LaSalle — LaSalle Disaster Fund", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o 1137-65

Lamaque Mining Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lamaque Mining Company Limited", 1. redesignating 1,500,000 shares of the par value of \$1 each into 1,500,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$1,500,000 to \$6,500,000, by the creation of 50,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o 2219-37

Location d'Appareils ménagers Lafèche inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.G. Plante Cable T.V. Inc.", incorporated by letters patent dated 13th day of November, 1969, 1. changing its name to that of "Location d'Appareils ménagers Lafèche inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41437-o 5561-69

Norquay Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mont Alouette Ski Hills Ltd.", incorporated by letters patent dated 4th day of December, 1958, changing its name to that of "Norquay Corporation".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41437-o 14466-58

Arrêtés en conseil**Orders in Council****Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif****Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 2556

Number 2556

Québec, le 21 juillet 1971.

Québec, July 21, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'exécution de la Loi du changement de nom et le tarif d'honoraires.

CONCERNING the carrying out of the Change of Name Act and the tariff of fees.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi du changement de nom, (1965, 1ère Session, chapitre 77, amendée par 1969, chapitre 26), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, établir un tarif d'honoraires pour toute autre procédure relative à un changement de nom et prescrire toute autre mesure jugée utile pour la mise à exécution de la Loi du changement de nom;

WHEREAS under section 16 of the Change of Name Act, (1965, 1st Session, Chapter 77, amended by an Act of 1969, Chapter 26), the Lieutenant-Governor in Council, by regulation published in the *Québec Official Gazette*, may establish a tariff of fees for any proceeding respecting a change of name and prescribe any other measure deemed useful for the carrying out of the Change of Name Act;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer à \$50 le montant des honoraires, dont le paiement doit accompagner la requête, suivant le paragraphe c de l'article 4 de ladite loi;

WHEREAS it is expedient to fix the fees at \$50, the payment of which must accompany the application, according to paragraph c of section 4 of the said Act;

ATTENDU QU'il y a lieu de spécifier, en conformité de l'article 7, que, si la requête est rejetée, le ministre de la justice rembourse sur les honoraires versés la somme de \$35;

WHEREAS it is expedient to stipulate, in conformity with section 7, that upon refusal of the application, the Minister of Justice shall refund the sum of \$35 from the fees paid;

ATTENDU QUE des requérants ont cependant recours à l'assistance judiciaire ou à l'aide juridique, ou sont référés à des procureurs par des organismes d'assistance judiciaire ou d'aide juridique, ou que des procureurs en certains cas de besoin ou de dénuement rendent leurs services aux clients sans honoraires, et qu'il serait utile et nécessaire, pour la mise à exécution de la présente loi, que le ministre de la justice puisse dispenser du paiement des honoraires de \$50;

WHEREAS certain applicants may have recourse to legal or judicial aid, or may be referred to attorneys by legal or judicial aid organizations, or that attorneys, in certain cases of need or destitution, may offer their services to clients, free of charge, and that it is therefore deemed useful and necessary, for the carrying out of this Act, that the Minister of Justice dispense with the payment of fees of \$50;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

QU'en exécution du paragraphe c de l'article 4, le montant des honoraires prescrits, dont le paiement doit accompagner la requête, soit établi à \$50;

THAT in the carrying out of paragraph c of section 4, the prescribed fees, the payment of which must accompany the application, be fixed at \$50;

QU'en conformité de l'article 7, le ministre de la justice rembourse, sur les honoraires versés, la somme de \$35, si la requête est rejetée ou non recommandée au lieutenant-gouverneur en conseil;

THAT in conformity with section 7, the Minister of Justice shall refund, from the fees paid, the sum of \$35, if the application is refused or is not recommended to the Lieutenant-Governor in Council;

QUE, dans les cas de requêtes préparées par l'assistance judiciaire ou l'aide juridique, ou de requêtes préparées par des procureurs à qui des organismes d'assistance judiciaire ou d'aide juridique les ont référés, ou par des procureurs qui, en certains cas de besoin ou de dénuement, rendent leurs services aux clients sans honoraires, le ministre de la Justice puisse dispenser du paiement des honoraires de \$50;

THAT, in the cases of applications prepared by legal or judicial aid, or applications prepared by attorneys to whom they were referred by legal or judicial aid organizations, or by attorneys who, in certain cases of need or destitution, offer their services to clients free of charge, the Minister of Justice may dispense with the payment of fees of \$50;

QUE l'arrêté en conseil numéro 980, du 11 mai 1965, soit, par les présentes, rescindé.

THAT Order in Council number 980, dated May 11, 1965, be hereby rescinded.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1653

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'accord directeur 1968-69 sur la rénovation urbaine intervenu entre la Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des subventions.

ATTENDU QUE la Société d'habitation du Québec a conclu le 31 juillet 1968 avec la Société centrale d'hypothèques et de logement, un accord en vue d'obtenir des subventions à la rénovation pour la mise en oeuvre d'un certain nombre de programmes de rénovation conformément à l'arrêté en conseil numéro 2192 en date du 17 juillet 1968;

ATTENDU QUE cet accord comportait une annexe « A » énumérant la liste des programmes à être réalisés par les municipalités dans le cadre de cet accord;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier cette liste pour y incorporer un certain nombre de programmes additionnels qui pourront être réalisés en vertu de cet accord;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

Le paragraphe *b)* de l'arrêté en conseil numéro 2192 du 17 juillet 1968 est modifié pour permettre la substitution d'une annexe « AA » ci-jointe à la précédente annexe « A » au contrat intervenu entre la Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèques et de logement le 31 juillet 1968, en vertu dudit arrêté en conseil numéro 2192, paragraphe *b)*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1653

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the 1968-69 governing agreement between the Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation on urban renewal, and the obtaining of grants therefor.

WHEREAS the Québec Housing Corporation concluded an agreement with the Central Mortgage and Housing Corporation, on July 31, 1968, for the purpose of obtaining renewal grants for the implementation of a certain number of renewal programs, in conformity with Order in Council Number 2192 dated July 17, 1968;

WHEREAS this agreement included a Schedule "A" which listed the programs to be carried out by the municipalities within the framework of this agreement;

WHEREAS it is expedient to amend this list in order to incorporate a certain number of additional programs to be carried out under this agreement;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honorable Minister of Municipal Affairs, as follows:

Paragraph *b)* of Order in Council Number 2192 dated July 17, 1968 is amended to substitute Schedule "AA" appended hereto for the preceding Schedule "A", in the contract agreed upon by the Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation, on July 31, 1968, under said Order in Council Number 2192, paragraph *b)*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**ANNEXE « AA »
SCHEDULE "AA"**

**MISE EN APPLICATION DE PROGRAMMES DE RÉNOVATION URBAINE
IMPLEMENTATION OF URBAN RENEWAL SCHEMES**

**A. Municipalités dont on a une déclaration d'admissibilité de la S.C.H.L.
Municipalities for which a declaration of eligibility has been issued.**

| <i>Municipalité</i> | <i>Estimation du coût réel net</i> | <i>Contribution estimée de la S.C.H.L.</i> |
|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------|
| <i>Municipality</i> | <i>Estimated actual cost</i> | <i>C.M.H.C. contribution</i> |
| 1. Alma | \$ 1,640,265.00 | \$ 820,132.50 |
| 2. Baie St-Paul | 614,758.00 | 307,379.00 |
| 3. Coaticook | 203,600.00 | 101,800.00 |
| 4. Cowansville | 3,014,971.04 | 1,507,485.52 |
| 5. Drummondville | 2,446,695.00 | 1,223,347.00 |
| 6. Hull (zone 6) | 2,107,494.00 | 1,053,747.00 |
| 7. Lachute (zone 9) | 648,375.00 | 324,187.50 |
| 8. Longueuil (zone A) | 3,245,019.00 | 1,622,509.50 |
| 9. Longueuil (zone B) | 2,780,981.00 | 1,390,490.50 |
| 10. Montréal (Ilots St-Martin) | 5,158,000.00 | 2,579,000.00 |
| 11. Ste-Agathe des Monts | 2,013,660.00 | 1,006,830.00 |

| Municipalité | Estimation du coût réel net | Contribution estimée de la S.C.H.L. |
|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| Municipality | Estimated actual cost | C.M.H.C. contribution |
| 12. St-Jérôme | \$ 1,447,823.00 | \$ 723,911.00 |
| 13. Sept-Îles | 2,035,105.00 | 1,017,553.00 |
| 14. Thetford Mines | 5,500,000.00 | 2,750,000.00 |
| 15. Trois-Rivières Sud & Nord | 2,649,585.00 | 1,324,792.50 |
| 16. Trois-Rivières NDP | 2,068,126.00 | 1,034,063.00 |
| 17. Victoriaville | 3,533,881.00 | 1,766,940.50 |
| 18. Windsor | 1,456,750.32 | 728,375.16 |
| 19. Rimouski | 1,191,881.00 | 595,940.50 |
| SOUS-TOTAL | \$43,756,969.36 | \$21,878,484.68 |

B. *Municipalités dont on n'a pas de déclaration d'admissibilité de la S.C.H.L.*
Municipalities for which a declaration of eligibility has not been issued.

| Municipalité | Estimation du coût réel net | Contribution estimée de la S.C.H.L. |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------------------|
| Municipality | Estimated actual cost | C.M.H.C. contribution |
| 1. Montmagny | \$ 184,975.00 | \$ 92,487.50 |
| 2. L'Assomption | 168,000.00 | 84,000.00 |
| 3. Jonquière | 3,414,000.00 | 1,707,000.00 |
| 4. Rivière-du-Loup | 1,730,000.00 | 865,000.00 |
| 5. Sherbrooke | 2,056,388.00 | 1,028,194.00 |
| 6. Moisie | 982,308.00 | 491,154.00 |
| 7. Granby | 1,932,000.00 | 966,000.00 |
| SOUS-TOTAL (B) | \$10,467,671.00 | \$ 5,233,835.50 |
| TOTAL A + B | \$54,223,447.36 | \$27,111,723.68 |

41454-o

41454

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1652

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'accord directeur 1968-69 sur la rénovation urbaine intervenu entre la Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèque et de logement pour des prêts.

ATTENDU QUE la Société d'habitation du Québec a conclu le 31 juillet 1968 avec la Société centrale d'hypothèques et de logement, un accord en vue d'obtenir des prêts à la rénovation urbaine pour la mise en oeuvre d'un certain nombre de programmes de rénovation conformément à l'arrêté en conseil numéro 2191 en date du 17 juillet 1968;

ATTENDU QUE cet accord comportait une annexe « A » énumérant la liste des programmes à être réalisés par les municipalités dans le cadre de cet accord;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier cette liste pour y incorporer un certain nombre de programmes additionnels qui pourront être réalisés en vertu de cet accord;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1652

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the 1968-69 governing agreement between the Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation on urban renewal, and the obtaining of loans therefor.

WHEREAS the Québec Housing Corporation concluded an agreement with the Central Mortgage and Housing Corporation, on July 31, 1968, for the purpose of obtaining urban renewal loans for the implementation of a certain number of renewal programs, in conformity with Order in Council number 2191 dated July 17, 1968;

WHEREAS this agreement includes a Schedule "A" which listed the programs to be carried out by the municipalities within the framework of this agreement;

WHEREAS it is expedient to amend this list in order to incorporate a certain number of additional programs to be carried out under this agreement;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

L'arrêté en conseil numéro 2191 du 17 juillet 1968 est modifié pour permettre la substitution d'une annexe « AA » ci-jointe à la précédente annexe « A » au contrat intervenu entre la Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèques et de logement le 31 juillet 1968, en vertu dudit arrêté en conseil numéro 2191.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, as follows:

Order in Council number 2191 dated July 17, 1968 is amended to substitute Schedule "AA" appended hereto for the preceding Schedule "A", in the contract agreed upon by the Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation, on July 31, 1968, under said Order in Council number 2191.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ANNEXE « AA »
SCHEDULE "AA"

MISE EN APPLICATION DE PROGRAMMES DE RÉNOVATION URBAINE
IMPLEMENTATION OF URBAN RENEWAL SCHEMES

A. *Municipalités dont on a une déclaration d'admissibilité de la S.C.H.L.*
Municipalities for which a declaration of eligibility has been issued.

| <i>Municipalité</i> | <i>Estimation du coût réel net</i> | <i>Prêt estimé de la S.C.H.L.</i> |
|--------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| <i>Municipality</i> | <i>Estimated actual cost</i> | <i>C.M.H.C. loan</i> |
| 1. Alma | \$ 1,640,265.00 | \$ 546,755.00 |
| 2. Baie St-Paul | 614,758.00 | 204,919.34 |
| 3. Coaticook | 203,600.00 | 67,866.67 |
| 4. Cowansville | 3,014,971.04 | 1,004,990.34 |
| 5. Drummondville | 2,446,695.00 | 815,565.00 |
| 6. Hull (zone 6) | 2,107,494.00 | 702,498.00 |
| 7. Lachute (zone 9) | 648,375.00 | 216,125.00 |
| 8. Longueuil (zone A) | 3,245,019.00 | 1,081,673.00 |
| 9. Longueuil (zone B) | 2,780,981.00 | 926,993.67 |
| 10. Montréal (Ilots St-Martin) | 5,158,000.00 | 1,719,333.34 |
| 11. Ste-Agathe des Monts | 2,013,660.00 | 671,220.00 |
| 12. St-Jérôme | 1,447,823.00 | 482,607.66 |
| 13. Sept-Iles | 2,035,105.00 | 678,368.34 |
| 14. Thetford Mines | 5,500,000.00 | 1,833,333.33 |
| 15. Trois-Rivières Sud & Nord | 2,649,585.00 | 883,195.00 |
| 16. Trois-Rivières NDP | 2,068,126.00 | 689,375.33 |
| 17. Victoriaville | 3,533,881.00 | 1,179,960.33 |
| 18. Windsor | 1,456,750.52 | 485,583.44 |
| 19. Rimouski | 1,191,881.00 | 397,293.66 |
| SOUS-TOTAL | \$43,756,969.36 | \$14,585,656.45 |

B. *Municipalités dont on n'a pas de déclaration d'admissibilité de la S.C.H.L.*
Municipalities for which a declaration of eligibility has not been issued.

| <i>Municipalité</i> | <i>Estimation du coût réel net</i> | <i>Prêt estimé de la S.C.H.L.</i> |
|---------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| <i>Municipality</i> | <i>Estimated actual cost</i> | <i>C.M.H.C. loan</i> |
| 1. Montmagny | \$ 184,975.00 | \$ 61,658.34 |
| 2. L'Assomption | 168,000.00 | 56,000.00 |
| 3. Jonquière | 3,414,000.00 | 1,138,000.00 |
| 4. Rivière-du-Loup | 1,730,000.00 | 576,666.66 |
| 5. Sherbrooke | 2,056,388.00 | 685,462.66 |

| <i>Municipalité</i> | <i>Estimation du coût réel net</i> | <i>Contribution estimée de la S.C.H.L.</i> |
|----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------|
| <i>Municipality</i> | <i>Estimated actual cost</i> | <i>C.M.H.C. contribution</i> |
| 6. Moisie..... | \$ 982,308.00 | \$ 327,436.00 |
| 7. Granby..... | 1,932,000.00 | 644,000.00 |
| SOUS-TOTAL (B)..... | \$10,467,671.00 | \$ 3,489,223.66 |
| TOTAL A + B..... | \$54,223,447.36 | \$18,074,880.11 |

41454-o

41454

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2658

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements s'appliquant aux détenteurs de permis délivrés en vertu de la Loi de la Régie des Alcools.

ATTENDU QUE l'article 197 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, Bill 44 sanctionné le 7 juillet 1971, se lit comme suit:

« Tout permis délivré en vertu de la Loi de la Régie des alcools demeure en vigueur jusqu'à la date à laquelle il aurait expiré en vertu de ladite loi et son détenteur peut, jusqu'à cette date, accomplir les opérations autorisées par ce permis sans être requis de détenir un permis délivré en vertu de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool. »

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 70 de ladite loi se lit comme suit:

« Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article avant le 1er août 1971 et haussant d'au plus 9% les droits exigés des détenteurs de permis sur leurs achats d'alcool, de spiritueux et de vin pour revente, a effet à compter du 1er mai 1966, en autant que la hausse des droits ainsi décrétée n'augmente pas le montant effectivement exigé de ces détenteurs de permis avant l'adoption de cet arrêté en conseil. »

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter des règlements s'appliquant aux détenteurs de permis délivrés en vertu de la Loi de la Régie des alcools.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE les règlements annexés aux présentes soient adoptés, en date du 31 juillet 1971, avec effet à compter du 1er mai 1966, en autant que la hausse des droits décrétée n'augmente pas le montant effectivement exigé des détenteurs de permis avant l'adoption du présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Droits exigibles en vertu de la Loi de la Régie des alcools du Québec sur les demandes de permis, leur délivrance, le transfert des droits qu'ils confèrent et sur les autorisations prévues à l'article 7 de cette loi.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2658

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the Regulations applying to holders of permits issued under the Liquor Board Act.

WHEREAS section 197 of the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44, assented to on July 7, 1971, reads as follows:

"Every permit issued under the Liquor Board Act shall remain in force until the date on which it would expire under that act and its holder may until that date perform the acts authorized by such permit without being required to hold a permit issued under the Liquor Permit Control Commission Act."

WHEREAS paragraph 3 of section 70 of the said Act reads as follows:

"Every order in council made under this section before the 1st of August, 1971 increasing by not more than 9% the duties exacted from the holders of permits on their purchases of alcohol, spirits and wine for resale shall have effect from the 1st of May, 1966, as long as the increase in duties so ordered does not increase the amount actually exacted from such holders of permits before the making of such order in council."

WHEREAS it is expedient to adopt by laws applying to holders of permits issued under the Liquor Board Act.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the Regulations appended hereto be adopted, on July 31, 1971, with effect upon, from and after May 1, 1966, as long as the increase in duties so ordered does not increase the amount actually exacted from such holders of permits before the adoption of this order in council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Duties payable under the Québec Liquor Board Act upon application for permits, their issue, the transfer of rights conferred by them, and on the authorizations provided for in section 7 of this act.

PREMIÈRE PARTIE

Droits exigibles sur les demandes de permis

Les droits exigibles par la Société des alcools du Québec et qui lui sont payables sur toute demande de permis sont fixés:

a) au montant des droits prévus pour la délivrance du permis concerné, lorsque ces droits sont inférieurs à cinquante dollars (\$50);

b) à cinquante dollars (\$50), lorsque les droits prévus pour la délivrance du permis sont de cinquante dollars (\$50) ou plus.

DEUXIÈME PARTIE

Droits exigibles pour la délivrance des permis

Section I

Les droits exigibles par la Régie des alcools du Québec et qui sont payables pour la délivrance des permis ci-après décrits sont les suivants:

1. Pour un permis de « salle à manger », défini à l'article 12 de la Loi de la Régie des Alcools par permis. \$150
2. Pour un permis de « restaurant », défini à l'article 13 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis. 100
3. Pour un permis de « bar comptoir », défini à l'article 14 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis. 100
4. Pour un permis de « bar salon », défini à l'article 15 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis. 100
5. Pour un permis de « cabaret », défini à l'article 17 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis, dans la cité de Montréal, sur l'île de Montréal et l'île Jésus et dans la cité de Québec. 500
ailleurs dans la province. 300
6. Pour un permis de « club », défini à l'article 19 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis. 100
7. Pour un permis de « pavillon de chasse ou de pêche », défini à l'article 20 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis. 100
8. Pour un permis « d'hôtel », défini à l'article 22 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis, dans la cité de Montréal, sur l'île de Montréal et l'île Jésus. 500
dans la cité de Québec. 350
dans les cités de Trois-Rivières, Hull et Sherbrooke. 250
ailleurs dans la province. 150
9. Pour un permis « d'auberge », défini à l'article 23 de la Loi de la Régie des alcools du Québec:

PART ONE

Duties payable upon applications for permits

The duties required by the Québec Liquor Corporation and which shall be remitted to it with all applications for permits, are:

(a) the amount of the duties prescribed for the issuance of the requested, when such duties are less than fifty dollars (\$50);

(b) fifty dollars (\$50), when the duties prescribed for the issuance of the permit are fifty dollars (\$50) and upwards.

PART TWO

Duties payable upon the issuance of permits

Section I

The duties required by the Québec Liquor Board and which are payable upon the issuance of the permits hereinafter designated, are as follows:

1. "Dining-room" permit, defined in section 12 of the Québec Liquor Act: per permit. \$150
2. "Restaurant" permit, defined in section 13 of the Québec Liquor Board Act: per permit. 100
3. "Bar" permit, defined in section 14 of the Québec Liquor Board Act: per permit. 100
4. "Bar salon" permit, defined in section 15 of the Québec Liquor Board Act: per permit. 100
5. "Cabaret" permit, defined in section 17 of the Québec Liquor Board Act: per permit, in the City of Montreal, on the Island of Montreal and Ile Jesus, and in the City of Québec. 500
elsewhere in the Province. 300
6. "Club" permit, defined in section 19 of the Québec Liquor Board Act: per permit. 100
7. "Hunting or fishing lodge" permit, defined in section 20 of the Québec Liquor Board Act: per permit. 100
8. "Hotel" permit, defined in section 22 of the Québec Liquor Board Act: per permit, in the City of Montreal, on the Island of Montreal and Ile Jésus. 500
in the City of Québec. 350
in the Cities of Trois-Rivières, Hull and Sherbrooke. 250
elsewhere in the Province. 150
9. "Inn" permit, defined in section 23 of the Québec Liquor Board Act:

| | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| par permis, dans la cité de Montréal, sur l'île de Montréal et l'île Jésus..... | \$ 150 | per permit, in the City of Montreal, on the Island of Montreal and Ile Jésus..... | \$ 150 |
| dans la cité de Québec..... | 100 | in the City of Québec..... | 100 |
| dans les cités de Trois-Rivières et Sherbrooke ainsi que Hull..... | 75 | in the Cities of Trois-Rivières, Hull and Sherbrooke..... | 75 |
| ailleurs dans la province..... | 50 | elsewhere in the Province..... | 50 |
| 10. Pour un permis de « motel », défini à l'article 24 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 10. "Motel" permit, defined in section 24 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 200 | per permit..... | 200 |
| 11. Pour un permis de « bateau », défini à l'article 25 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 11. "Boat" permit, defined in section 25 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 100 | per permit..... | 100 |
| 12. Pour un permis de « wagon de chemin de fer », défini à l'article 25 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 12. "Railway car" permit, defined in section 25 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis: | | per permit: | |
| wagon restaurant..... | 100 | restaurant car..... | 100 |
| tout autre wagon..... | 10 | any other car..... | 10 |
| 13. Pour un permis « d'avion », défini à l'article 25 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 13. "Aeroplane" permit, defined in section 25 of the Québec Liquor Board Act..... | 10 |
| par permis..... | 10 | | |
| 14. Pour un permis de « piste de courses », défini à l'article 26 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 14. "Race-track" permit, defined in section 26 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 1,000 | per permit..... | 1,000 |
| 15. Pour un permis de « villégiature », défini à l'article 27 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 15. "Resort" permit, defined in section 27 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 50 | per permit..... | 50 |
| 16. Pour un permis de « poste de commerce », défini à l'article 28 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 16. "Trading post" permit, defined in section 28 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 500 | per permit..... | 500 |
| 17. Pour un permis spécial de « bar salon » prévu au paragraphe f) de l'article 75 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: | | 17. Special "Bar salon" permit, prescribed in paragraph « f » of section 75 of the Québec Liquor Board Act: | |
| par permis..... | 100 | per permit..... | 100 |

En plus des sommes ci-dessus mentionnées, les détenteurs de permis décrits en cette section I de cette deuxième partie, aux paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 ci-dessus, devront payer un droit égal à treize point quatre pour cent (13.4%) de la valeur des vins et spiritueux achetés par eux pour les revendre. Ce droit additionnel sera perçu et payé à la Société des alcools du Québec de la façon et selon les modes et circonstances qui seront établis par règlement.

Les détenteurs de permis ci-dessus décrits devront en outre payer un droit de sept cents (7¢) par douzaine de grosses bouteilles de bière et quatre cents (4¢) par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pendant laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel sera perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et sera par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes desdites bières, avec mention de leur provenance.

In addition to the abovementioned amounts, the holders of permits designated in Section I of Part Two, paragraphs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17 abovementioned, shall pay a duty equivalent to thirteen point four percent (13.4%) of the value of wine and spirits which they purchase for resale. This additional duty shall be collected and remitted to the Québec Liquor Corporation in the manner and in accordance with the methods and circumstances to be established by Regulation.

The holders of the above designated shall, in addition, pay a duty of seven cents (7¢) per dozen of large bottles of beer and four cents (4¢) per dozen of small bottles of beer which they purchase during the validity period of the permit. This additional duty shall be collected by the breweries acting as agents for the Québec Liquor Corporation and shall be remitted monthly by the latter to the Québec Liquor Corporation, with mention of its origin, on or before the fifteenth day of the month following the sale of such beer.

Section II

Les droits exigibles par la Société des alcools du Québec et qui lui sont payables pour la délivrance des permis ci-après décrits sont les suivants:

Section II

The duties required by the Québec Liquor Corporation and which are payable upon the issuance of the permits hereinafter designated, are as follows:

1. Pour un permis de « taverne », défini à l'article 16 de la Loi de la Régie des alcools du Québec, dans la cité de Montréal, sur l'Île de Montréal et l'Île Jésus et dans la cité de Québec:

par permis. \$100
 ailleurs dans la province: par permis. 50

Avec en plus un droit de cinq cents (5¢) par gallon de bière en fût et de sept cents (7¢) par douzaine de grosse bouteilles de bière et de quatre cents (4¢) par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pour laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel sera perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et sera par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes desdites bières, avec mention de leur provenance.

2. Pour un permis « d'épicerie », défini à l'article 18 de la Loi de la Régie des alcools du Québec:

par permis. 50

Avec en plus le paiement par tous les détenteurs de permis d'épicerie d'un droit de sept cents (7¢) par douzaine de grosses bouteilles de bière et de quatre cents (4¢) par douzaine de petites bouteilles de bière achetées par le permissionnaire durant la période pendant laquelle le permis lui est accordé. Ce droit additionnel sera perçu par les brasseries agissant comme agent de la Société des alcools du Québec et sera par ces dernières versé mensuellement à la Société des alcools du Québec, le ou avant le quinzième jour du mois suivant les ventes desdites bières, avec mention de leur provenance.

3. Pour un permis de « banquet », défini à l'article 21 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: s'il autorise à servir seulement des boissons alcooliques, par permis. 10
 s'il autorise à vendre des boissons alcooliques, par permis. 20

4. Pour un permis de « brasseur », défini à l'article 29 de la Loi de la Régie des alcools du Québec:

par permis. 100

Avec en plus un droit de seize cents (16¢) par gallon de bière vendu et livré dans la province de Québec, durant la période pour laquelle le permis est accordé. Ce droit sera perçu par la Société des alcools du Québec de la manière et aux dates qui seront déterminées.

1. "Tavern" permit, defined in section 16 of the Québec Liquor Board Act, in the City of Montreal, on the Island of Montreal and Ile Jésus, and in the City of Québec:

per permit. \$100
 elsewhere in the Province: per permit. 50

Plus an additional duty of five cents (5¢) per gallon of draught beer and seven cents (7¢) per dozen of large bottles of beer and four cents (4¢) per dozen of small bottles of beer purchased by the permit holder during the validity period of the permit. This additional duty shall be collected by the breweries acting as agents for the Québec Liquor Corporation and shall be remitted monthly by the latter to the Québec Liquor Corporation, with mention of its origin, on or before the fifteenth day of the month following the sale of such beer.

2. "Grocery" permit, defined in section 18 of the Québec Liquor Board Act:

per permit. 50

Plus an additional payment by all holders of grocery permits of a duty of seven cents (7¢) per dozen of large bottles of beer and four cents (4¢) per dozen of small bottles of beer which they purchase during the validity period of the permit. This additional duty shall be collected by the breweries acting as agents for the Québec Liquor Corporation and shall be remitted monthly by the latter to the Québec Liquor Corporation, with mention of its origin, on or before the fifteenth day of the month following the sale of such beer.

3. "Banquet" permit, defined in section 21 of the Québec Liquor Board Act: authorizing the serving only of alcoholic beverages, per permit. 10
 authorizing the sale of alcoholic beverages, per permit. 20

4. "Brewer's" permit, defined in section 29 of the Québec Liquor Board Act:

per permit. 100

Plus a duty of sixteen cents (16¢) per gallon of beer sold and delivered in the Province of Québec during the period of the permit. This duty shall be collected by the Québec Liquor Corporation in the manner and on the dates to be determined.

| | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 5. Pour un permis « d'entrepôt », défini à l'article 34 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis..... | \$10 | 5. "Warehouse" permit, defined in section 34 of the Québec Liquor Board Act: per permit..... | \$10 |
| 6. Pour un permis de « distillateur », défini à l'article 36 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis..... | 10 | 6. "Distiller's" permit, defined in section 36 of the Québec Liquor Board Act: per permit..... | 10 |
| En plus: | | In addition: | |
| a) il devra être payé à la Société des alcools du Québec pour chaque importation de vins ou de spiritueux destinés à être mélangés aux produits que le distillateur fabrique..... | 25 | (a) the Québec Liquor Corporation shall be paid for each importation of wine or spirits intended for blending with the distiller's own products..... | 25 |
| b) il sera perçu de tout fabricant de produits pharmaceutiques dans lesquels il entre de l'alcool un droit annuel de..... | 15 | (b) every manufacturer of pharmaceutical products to which alcohol is added shall pay an annual duty of..... | 15 |
| c) les pharmaciens qui désirent être autorisés à garder des boissons alcooliques paieront un droit de..... | 10 | (c) pharmacists may have authority to keep alcoholic beverages upon payment of a duty of..... | 10 |
| 7. Pour un permis de « fabricant de vin », défini à l'article 37 de la Loi de la Régie des alcools du Québec: par permis..... | 50 | 7. "Wine maker's" permit, defined in section 37 of the Québec Liquor Board Act: per permit..... | 50 |

TROISIÈME PARTIE

Droits exigibles sur les transferts de permis et sur les autorisations prévues à l'article 71

Les droits payables sur les transferts des droits que confèrent les permis sont les suivants et sont exigibles sur les transferts des permis délivrés par la Société des alcools du Québec, soit d'une personne physique ou morale à une autre personne, soit d'un site à un autre (articles 70 et 71 de la Loi de la Régie des alcools du Québec):

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1. Pour le transfert d'un permis de « salle à manger »..... | 75 |
| 2. Pour le transfert d'un permis de « restaurant »..... | 50 |
| 3. Pour le transfert d'un permis de « bar comptoir »..... | 50 |
| 4. Pour le transfert d'un permis de « bar salon »..... | 50 |
| 5. Pour le transfert d'un permis de « cabaret »: dans la cité de Montréal, sur l'Île de Montréal, sur l'Île Jésus et dans la cité de Québec ailleurs dans la province..... | 300 150 |
| 6. Pour le transfert d'un permis de « club »..... | 10 |
| 7. Pour le transfert d'un permis de « pavillon de chasse ou de pêche »..... | 10 |
| 8. Pour le transfert d'un permis « d'hôtel »: dans la cité de Montréal, sur l'Île de Montréal et sur l'Île Jésus..... | 250 |
| dans la cité de Québec..... | 175 |
| dans les cités de Trois-Rivières, Hull et Sherbrooke..... | 125 |
| ailleurs dans la province..... | 75 |
| 9. Pour le transfert d'un permis « d'auberge »: dans la cité de Montréal, sur l'Île de Montréal et sur l'Île Jésus..... | 75 |
| dans la cité de Québec..... | 50 |
| ailleurs dans la province..... | 25 |

PART THREE

Duties payable on transfers of permits and on the authorizations provided for in section 71

Duties payable on the transfer of rights conferred by permits are as follows and are payable on the transfer of permits issued by the Québec Liquor Corporation from corporate bodies or individuals to another person, or upon any change in the location for which a permit was issued (sections 70 and 71 of the Québec Liquor Board Act):

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1. Transfer of a "dining-room" permit..... | 75 |
| 2. Transfer of a "restaurant" permit..... | 50 |
| 3. Transfer of a "bar" permit..... | 50 |
| 4. Transfer of a "bar salon" permit..... | 50 |
| 5. Transfer of a "cabaret" permit: in the City of Montreal, on the Island of Montreal, on Ile Jésus and in the City of Québec elsewhere in the Province..... | 300 150 |
| 6. Transfer of a "club" permit..... | 10 |
| 7. Transfer of a "hunting and fishing lodge" permit..... | 10 |
| 8. Transfer of a "hotel" permit: in the City of Montreal, on the Island of Montreal and on Ile Jésus..... | 250 |
| in the City of Québec..... | 175 |
| in the Cities of Trois-Rivières, Hull and Sherbrooke..... | 125 |
| elsewhere in the Province..... | 75 |
| 9. Transfer of an "inn" permit: in the City of Montreal, on the Island of Montreal and on Ile Jésus..... | 75 |
| in the City of Québec..... | 50 |
| elsewhere in the Province..... | 25 |

| | | | |
|----------------------------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------|-------|
| 10. Pour le transfert d'un permis de « motel »... | \$100 | 10. Transfer of a "motel" permit..... | \$100 |
| 11. Pour le transfert d'un permis de « bateau »... | 10 | 11. Transfer of a "boat" permit..... | 10 |
| 12. Pour le transfert d'un permis de « wagon de chemin de fer »..... | 10 | 12. Transfer of a "railway car" permit..... | 10 |
| 13. Pour le transfert d'un permis de « d'avion »... | 10 | 13. Transfer of an "aeroplane" permit..... | 10 |
| 14. Pour le transfert d'un permis de « piste de courses »..... | 100 | 14. Transfer of a "race-track" permit..... | 100 |
| 15. Pour le transfert d'un permis de « villégiature »..... | 25 | 15. Transfer of a "resort" permit..... | 25 |
| 16. Pour le transfert d'un permis de « poste de commerce »..... | 25 | 16. Transfer of a "trading post" permit..... | 25 |

Le sequestre, le syndic, le liquidateur, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire qui continue l'exploitation d'un permis délivré sous la Loi de la Régie des alcools du Québec est soumis au paiement des droits d'un transfert ordinaire.

Toutefois, si les droits que confèrent ces permis de transferts sont cédés par le sequestre, le syndic, le liquidateur, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire dans les soixante jours de la saisine ou prise de possession par ceux-ci, le droit payable par eux sur le transfert est réduit à vingt-cinq dollars (\$25) et la Société des alcools du Québec fait remise de la différence.

L'acquéreur des droits que confère un permis délivré sous la Loi de la Régie des alcools du Québec en vertu d'une cession par un sequestre, un syndic, un liquidateur, un exécuteur testamentaire ou un fiduciaire est soumis au paiement des droits d'un transfert ordinaire.

41439-o

The sequestrator, trustee, liquidator, testamentary executor or fiduciary who continues the operation of a permit issued under the Québec Liquor Board Act is subject to payment of the duties of an ordinary transfer.

However, if the rights conferred by such transferred permits are ceded by the sequestrator, trustee, liquidator, testamentary executor or fiduciary within sixty days of the seisin or taking possession by the latter, the duties payable by them on the transfer shall be reduced to twenty-five dollars (\$25) and the Québec Liquor Corporation shall refund the difference.

The purchaser of the rights conferred by a permit issued under the Québec Liquor Board Act, under a transfer by a sequestrator, trustee, liquidator, testamentary executor or fiduciary shall be subject to payment of the duties of an ordinary transfer.

41439

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton Archambault

Township of Archambault

Cadastre officiel du canton d'Archambault, municipalité de Val des Lacs*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of township of Archambault, municipality of Val des Lacs*, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que l'île 1 du rang II (Lac Desforges) est ajoutée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that isle 1 of range II (Lake Desforges) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 7 juillet 1971.

Québec, July 7, 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

41455-o

41455-o

Canton Bois

Township of Bois

Cadastre officiel du canton de Bois, municipalité de la paroisse de Rivière à Pierre, division d'enregistrement de Portneuf.

Official cadastre of township of Bois, municipality of the parish of Rivière à Pierre, registration division of Portneuf.

Avis est par la présente donné que les lots 6-29 et 6-30 sont ajoutés et que les lots 6-8, 6-9 et 6-10 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 6-29 and 6-30 are added and that lots 6-8, 6-9 and 6-10 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 14 juillet 1971.

Québec, July 14, 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

41455-o

41455-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de Charlesbourg-Ouest, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 256-3, 257-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of Charlesbourg-West, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 256-3, 257-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 27, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Lacolle

Cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, municipalité de la paroisse de Lacolle, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 197-20, 197-21, 197-23 à 197-36, 197-41, 197-42, 200-15 à 200-20 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Lacolle

Official cadastre of the parish of Lacolle, municipality of the parish of Lacolle, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 197-20, 197-21, 197-23 to 197-36, 197-41, 197-42, 200-15 to 200-20 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 23, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Canton de Percé

Cadastre officiel du canton de Percé, municipalité de la ville de Percé, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que les lots 360 et 438 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Township of Percé

Official cadastre of township of Percé, municipality of the town of Percé, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lots 360 and 438 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 22, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Ste-Agathe des Monts

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, municipalité du village de Val-David, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 42-5 et 42-10 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Ste-Agathe des Monts

Official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, municipality of village de Val-David, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 42-5 and 42-10 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 15, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Bélair, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 210-30 à 210-33 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Belair, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 210-30 to 210-33 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 12, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Thomas (non révisé)

Cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas (non révisé), municipalité de la cité de Montmagny, division d'enregistrement de Montmagny.

Avis est par la présente donné que les lots 277-1-1, 277-1-2, 277-1-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juillet 1971.

41455-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Thomas (No revised)

Official cadastre of the parish of St-Thomas (no revised), municipality of the city of Montmagny, registration division of Montmagny.

Notice is hereby given that lots 277-1-1, 277-1-2, 277-1-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 28, 1971.

41455-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Assurance Brazeau inc.

Avis est donné que la compagnie « Assurance Brazeau inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Salaberry de Valleyfield, ce 3 août 1971.

Le procureur de la compagnie,
CLAUDE HOULE, notaire.

41441-o

Chez Pop inc.

Avis est donné que la compagnie « Chez Pop inc. », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Cité de Thetford Mines, dans le district de Mégantic, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Thetford Mines, le trois août mil neuf cent soixante et onze.

Les procureurs de la requérante,
41442-o CLOUTIER, LANDRY & DE BLOIS, notaires.

Domaine Robinson inc.

Avis est par la présente donné que la compagnie « Domaine Robinson inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Châteauguay, ce 29 juillet 1971.

Le procureur de la compagnie,
PIERRE CHÈVREFILS.

41443-o

Écurie Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Écurie Québec inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Salaberry de Valleyfield, ce 3e jour d'août 1971.

Le procureur,
41444-o ME CLAUDE HOULE, notaire.

**Charters —
Application for Surrender of**

Assurance Brazeau inc.

Notice is given that "Assurance Brazeau inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Salaberry de Valleyfield, this August 3, 1971.

41441 CLAUDE HOULE, notary,
Attorney for the company.

Chez Pop inc.

Notice is hereby given that "Chez Pop inc.", corporation incorporated under the first part of Companies Act and having its head office in the Town of Thetford Mines, county of Mégantic, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Thetford Mines, on the third day of August, nineteen hundred and seventy-one.

41442-o CLOUTIER, LANDRY & DE BLOIS, notaries,
Attorneys for the company.

Domaine Robinson inc.

Notice is hereby given that "Domaine Robinson inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Given at Châteauguay, this July 29, 1971.

41443-o PIERRE CHÈVREFILS,
Attorney for the company.

Écurie Québec inc.

Notice is given that "Écurie Québec inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Salaberry de Valleyfield, this 3rd day of August, 1971.

41444 ME CLAUDE HOULE, notary,
Attorney.

Ferme Bon Matin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ferme Bon Matin Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Drummondville, le 30 juillet 1971.

41445-o *Les procureurs de la compagnie,*
BIRON & JUTRAS.

Institut pour le traitement des alcooliques

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Institut pour le traitement des alcooliques » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 30 juillet 1971.

41446-o *Le procureur,*
LIONEL LEROUX, *Notaire.*

Moto-Jet ltée

Avis est donné que la compagnie « Moto-Jet ltée », dont le siège social est à Saint-Martin de Beauce, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

41447-o *Le procureur de la compagnie,*
MARCEL GILBERT, *notaire.*

Norco Development Ltd.

Avis est donné que « Norco Development Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner la charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2^e jour d'août, 1971.

41448-o *Le procureur de la compagnie,*
BORIS GARMAISE, C.R.

Pâtisserie Roussillon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pâtisserie Roussillon Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 27^e jour de juillet 1971.

41461-o *Le secrétaire,*
ROLLANDE MOQUIN.

Théâtre Frontenac limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Théâtre Frontenac limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 30 juillet 1971.

41463-o *Le procureur de la compagnie,*
LIONEL LEROUX, *Notaire.*

Ferme Bon Matin Inc.

Notice is given that "Ferme Bon Matin Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Drummondville, July 30, 1971.

41445-o BIRON & JUTRAS,
Attorneys for the company.

Institut pour le traitement des alcooliques

Notice is given that "Institut pour le traitement des alcooliques" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, July 30, 1971.

41446 LIONEL LEROUX, *Notary,*
Attorney.

Moto-Jet ltée

Notice is given that "Moto-Jet ltée", having its head office in Saint Martin de Beauce will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

41447 MARCEL GILBERT, *Notary,*
Attorney for the Company.

Norco Development Ltd.

Notice is hereby given that "Norco Development Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1971.

41448-o BORIS GARMAISE, Q.C.,
Attorney for the company.

Pâtisserie Roussillon Inc.

Notice is given that "Pâtisserie Roussillon Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 27th day of July, 1971.

41461-o ROLLANDE MOQUIN,
Secretary.

Théâtre Frontenac limitée

Notice is hereby given that "Théâtre Frontenac limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 30, 1971.

41463 LIONEL LEROUX, *Notary,*
Attorney for the Company.

Rockdale Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Rockdale Construction Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à ville Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour d'août 1971.

Le procureur de la requérante,
LAWRENCE CAPELOVITCH.

41462-o

Rockdale Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Rockdale Construction Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of August, 1971.

LAWRENCE CAPELOVITCH,
Attorney for Petitioner.

41462-o

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Vaco Products (of Canada) Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'août 1971.

Le secrétaire,
DAVID B. BERGER.

41464-o

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Vaco Products (of Canada) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1971.

DAVID B. BERGER,
Secretary.

41464-o

Pindor Investment Corporation

Avis est donné que « Pindor Investment Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, permission d'abandonner la charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'août 1971.

Le procureur de la compagnie,
BORIS GARMAISE, C.R.

41449-o

Pindor Investment Corporation

Notice is hereby given that "Pindor Investment Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1971.

BORIS GARMAISE, Q.C.,
Attorney for the Company.

41449-o

Georges Smith Itée

Avis est donné que la compagnie « Georges Smith Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
GASTON TREMBLAY.

41450-o

Georges Smith Itée

Notice is given that "Georges Smith Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GASTON TREMBLAY,
Secretary.

41450-o

La Ferme Simoneau inc.

Avis est donné que « La Ferme Simoneau inc. » corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Windsor, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Windsor, Québec, ce 22e jour de mars 1971.

Le secrétaire,
MME ALOYSIUS SIMONEAU.

41482-o

La Ferme Simoneau inc.

Notice is given that "La Ferme Simoneau inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Windsor, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Signed at Windsor, Québec, this 22nd day of March, 1971.

MRS. ALOYSIUS SIMONEAU,
Secretary.

41482-o

Ernest Holdings Ltd.

Avis est donné que « Ernest Holdings Ltd. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les prescriptions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31^e jour de mars 1971.

Les procureurs de la compagnie,

ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBIAS & POULIN.

41489-o

Ernest Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Ernest Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1971.

ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBIAS & POULIN,
Attorneys for the company.

41489-o

Service du personnel de soins inc.

Avis est donné que la compagnie portant le nom de « Service du personnel de soins inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 3^e jour d'août 1971.

Les procureurs de la compagnie,

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
LA RUE & ROYER.

41490-o

Service du personnel de soins inc.

Notice is hereby given that the company "Service du personnel de soins inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, this 3rd day of August, 1971.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
LA RUE & ROYER,
Attorneys for the company.

41490-o

Liberty Watch Case Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Liberty Watch Case Co. Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3^e jour d'août 1971.

La secrétaire,
ANNA LAUTER.

41460-o

Liberty Watch Case Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Liberty Watch Case Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of August, 1971.

ANNA LAUTER,
Secretary.

41460-o

Bickerdike Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Bickerdike Investments Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 2^e jour d'août 1971.

Le procureur de la compagnie,

GEORGE GOULD, C.R.

41474-o

Bickerdike Investments Limited

Notice is hereby given that "Bickerdike Investments Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, this 2nd day of August, 1971.

GEORGE GOULD, Q.C.,
Attorney for the Company.

41474-o

Camparc Joliette inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Camparc Joliette inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Joliette, ce 17^e jour de février 1971.

Le notaire,
JACQUES ROY.

41475-o

Camparc Joliette inc.

Notice is hereby given that "Camparc Joliette inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Joliette, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Joliette, this 17th day of February, 1971.

JACQUES ROY,
Notary.

41475-o

Le club de tennis de Joliette inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Le club de tennis de Joliette inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Joliette, ce 17e jour de février 1971.

41476-o *Le notaire,*
JACQUES ROY.

Le club de tennis de Joliette inc.

Notice is hereby given that "Le club de tennis de Joliette inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Joliette, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Joliette, this 17th day of February, 1971.

41476-o JACQUES ROY,
Notary.

D. Lessard Électrique Itée

Avis est donné que la compagnie « D. Lessard Électrique Itée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Granby, P.Q., s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Granby, P.Q., ce 30e jour de juin 1971.

41477-o *Le président,*
DORILAS LESSARD.

D. Lessard Électrique Itée

Notice is given that "D. Lessard Électrique Itée", incorporated under the companies Act, and having its head office in the city of Granby, P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Granby, P.Q., this 30th day of June, 1971.

41477 DORILAS LESSARD,
President.

**Victorian Order of Nurses,
Sherbrooke District Branch**

La corporation « Victorian Order of Nurses, Sherbrooke District Branch », constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 22e jour de juillet 1971.

41478 *Le secrétaire,*
R. THOMPSON.

**Victorian Order of Nurses,
Sherbrooke District Branch**

Notice is given that "Victorian Order of Nurses, Sherbrooke District Branch", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Québec, this 22nd day of July, 1971.

41478-o R. THOMPSON,
Secretary.

Cain Kelly Company Ltd.

La compagnie « Cain Kelly Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juin 1971.

41497 (Sceau) *Le secrétaire,*
JOSEPH HENRI MINEAU.

Cain Kelly Company Ltd.

Notice is hereby given that "Cain Kelly Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of June, 1971.

41497-o (Seal) JOSEPH HENRI MINEAU,
Secretary.

Dontigny & Cyr Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dontigny & Cyr Inc. » demandera à l'honorable ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

41498-o *Le président,*
G. DONTIGNY.

Dontigny & Cyr Inc.

Notice is given that "Dontigny & Cyr Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

41498 G. DONTIGNY,
President.

Institut Stafford Inc.

Avis est donné que la compagnie « Institut Stafford Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Rouyn, ce 2 août 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CINQ-MARS, GRIMARD, BÉLANGER
& ST. PIERRE.

41499-o

Kelwon Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Kelwon Realty Corp. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

41500-o

Les procureurs de la compagnie,
LOUIS & BERGER, avocats.

Shoreway Investments Ltd.

La compagnie « Shoreway Investments Ltd. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 6^e jour d'août 1971.

41501

Le procureur de la compagnie,
E. JOHN LECHTER.

**Northcote Mining Company Limited
(No personal liability)**

Avis est par les présentes donné que « Northcote Mining Company Limited » (No personal liability), une corporation constituée en vertu de la loi des Compagnies, et ayant son bureau-chef à chambre 3301, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, Québec, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 6^e jour d'août 1971.

41503-o

Les procureurs de la requérante,
FOSTER, LEGGAT, COLBY & RIOUX.

Institut Stafford Inc.

Notice is given that "Institut Stafford Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Rouyn, August 2, 1971.

41499

CINQ-MARS, GRIMARD, BÉLANGER
& ST. PIERRE,
Attorneys for the Company.

Kelwon Realty Corp.

Notice is given that "Kelwon Realty Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

41500

LOUIS & BERGER, *Advocates,*
Attorneys for the Company.

Shoreway Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Shoreway Investments Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, this 6th day of August, 1971.

41501-o

E. JOHN LECHTER,
Attorney for the Company.

**Northcote Mining Company Limited
(No personal liability)**

Notice is hereby given that "Northcote Mining Company Limited" (No personal liability), a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office at Suite 3301, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of August, 1971.

41503-o

FOSTER, LEGGAT, COLBY & RIOUX,
Attorneys for the Petitioner.

**Divers
Compagnies****La Fondation Émile-Girardin**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 juillet 1971, il a approuvé le règlement numéro 2 modifiant le règlement numéro 1 de la corporation « La Fondation Émile-Girardin », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41451-o

1882-70

**Miscellaneous
Companies****La Fondation Émile-Girardin**

Notice is given that on July 8, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 2 amending by-law number 1 of "La Fondation Émile-Girardin", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

41451

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

1882-70

**Charles E. Frosst & Co.
Charles E. Frosst et Cie**

La compagnie « Charles E. Frosst & Co.—Charles E. Frosst et Cie », donne avis qu'elle a diminué de 10 à 8 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
W. E. BEMBRIDGE.
604-31

41452

J. Meloche inc.

La compagnie « J. Meloche inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND A. DÉCARIE.
4277-49

41465-o

Duff Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « O. P. Duff Industries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mars 1971, changeant son nom en celui de « Duff Industries Inc. ».

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.
1454-71

41483-o

**Charles E. Frosst & Co.
Charles E. Frosst et Cie**

Notice is given that "Charles E. Frosst & Co.—Charles E. Frosst et Cie", has changed the number of its directors from 10 to 8.

W. E. BEMBRIDGE,
Secretary.
604-31

41452-o

J. Meloche inc.

Notice is given that "J. Meloche inc." has changed the number of its directors from 6 to 7.

RAYMOND A. DÉCARIE,
Secretary-Treasurer.
4277-49

41465

Duff Industries Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "O. P. Duff Industries Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of March 1971, changing its name into that of "Duff Industries Inc.".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.
1454-71

41483-o

Sièges sociaux

Head Offices

La Société des Publications Satellites inc.

« La Société des Publications Satellites inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1140, de Callières, Laval, au numéro 778, Lasalle, Longueuil.

Le secrétaire,
IRENÉE BOLDUC.

41484-o

3907-63

**Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.
Association de Montréal pour la compréhension et la réorientation des ex-prisonniers inc.**

Avis est donné que l'association « Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc. — Association de Montréal pour la compréhension et la réorientation des ex-prisonniers inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 3e jour de septembre 1969, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 470, rue St-Alexis, Montréal 125, Québec, l'a transporté à 3535 avenue Lorne, Montréal 130, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par l'association comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 14e jour de juin 1971.

Le secrétaire,
J. E. NELSON.

41466

La Société des Publications Satellites inc.

Notice is given that "La Société des Publications Satellites inc." has changed its head office from number 1140 de Callières, Laval, to number 778 Lasalle, Longueuil.

IRENÉE BOLDUC,
Secretary.

41484

3907-63

**Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.
Association de Montréal pour la compréhension et la réorientation des ex-prisonniers inc.**

Notice is hereby given that the "Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.— Association de Montréal pour la compréhension et la réorientation des ex-prisonniers inc.", incorporated by letters patent, on the 3rd day of September, 1969, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today, at 470 St-Alexis Street, Montreal 125, Québec, has moved it to 3535 Lorne Avenue, Montreal 130, Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the association as being the head office of the association.

Dated at Montreal, this 14th day of June 1971.

J. E. NELSON,
Secretary.

41466

Restaurant — Club les 5 dimensions inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant — Club les 5 dimensions inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1970, et ayant son siège social dans la ville de Québec a établi son bureau au numéro 34 de la rue Champlain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 9 juillet 1971.

Le secrétaire,
LÉO P. QUINTAL.
2828-70

41479-o

Restaurant — Club les 5 dimensions inc.

Notice is given that "Restaurant — Club les 5 dimensions inc.", incorporated by letters patent on June 30, 1970, and having its head office in the city of Québec, has established its office at number 34 Champlain Street.

From the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, July 9, 1971.

LÉO P. QUINTAL,
Secretary.
2828-70

41479

Association coopérative**Coopérative forestière du Témiscamingue**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative forestière du Témiscamingue ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Lorrainville, Québec, dans le district électoral de Témiscamingue.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41457-o

Cooperative Association**Coopérative forestière du Témiscamingue**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of a cooperative association: "Coopérative forestière du Témiscamingue".

The head office of this cooperative association is situated at Lorrainville, Québec, in the electoral district of Témiscamingue.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41457

Avis divers**Succession Joseph Louis Fernand Boucher**

Avis est par les présentes donné que Dame Mary Ada Smith, veuve de Joseph Louis Fernand Boucher, de la cité de Montréal, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession dudit Joseph Louis Fernand Boucher par acte passé le 9 novembre 1970 devant Me. D. Whitney, notaire, 620 ouest boulevard Dorchester, Montréal, ainsi que tout supplément audit acte. Copie de l'acte fut enregistrée à Montréal le 18 novembre 1970 sous le numéro 2242428.

Montréal, le 30 juillet 1971.

41458-o

DAVID WHITNEY, *Notaire.*

Miscellaneous Notice**Estate Joseph Louis Fernand Boucher**

Notice is hereby given that Dame Mary Ada Smith, widow of Joseph Louis Fernand Boucher of the city of Montreal, has accepted under benefit of inventory, the estate of said Joseph Louis Fernand Boucher according to a deed passed on November 9, 1970, before Me. D. Whitney, Notary, 620 Dorchester Boulevard West, Montreal, as well as all supplement to said deed. Copy of deed was registered in Montreal, on November 18, 1970, under number 2242428.

Montreal, July 30, 1971.

41458

DAVID WHITNEY, *Notary.*

Liquidation — Loi de la**Mohican Motel Parking Camping and Recreation Ground Limited**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Mohican Motel Parking Camping and Recreation Ground Limited », tenue à Montréal, le 10 mai 1971, il a été résolu

Winding—Up Act**Mohican Motel Parking Camping and Recreation Ground Limited**

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Mohican Motel Parking Campign and Recreation Ground Limited", held in Montreal, on May 10, 1971, it has been resolved that the affairs

que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. François Pilon a été nommé liquidateur.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41467-o

1677-67

Corcos & Benzekri

Dans l'affaire de la dissolution de l'association de: Lucien E. Corcos et Gaston Benzekri, marchands, de la cité et du district de Montréal, province de Québec, faisant affaires ensemble et associés sous les nom et style de « Luc D'Arcy ».

Avis de la nomination d'un liquidateur

Avis est par la présente donné que selon jugement de l'Honorable Juge de la Cour Supérieure (siégeant en Pratique) en date du 16 juillet 1971, l'association existant entre Lucien E. Corcos et Gaston Benzekri, tous deux de la cité et du district de Montréal, province de Québec, a été dissoute et qu'un liquidateur a été nommé, le tout selon la Section 1896 A du Code civil de la province de Québec.

Et de plus avis est donné que Joseph L. Waxman, C.A., de la cité et du district de Montréal, province de Québec, a été nommé liquidateur.

Daté à Montréal, ce 23e jour de juillet 1971.

Le liquidateur,

41504-o

JOSEPH L. WAXMAN, C.A.

of the company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act and that Mr. François Pilon has been named liquidator.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41467

1677-67

Corcos & Benzekri

Concerning the dissolution of the partnership of: Lucien E. Corcos and Gaston Benzekri, merchants, of the city and district of Montreal, Province of Québec, carrying on business together in partnership under the name and style of "Luc D'Arcy".

Notice of the Appointment of a Liquidator

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Honourable Judge of the Superior Court (presiding Judge) on July 16, 1971, the partnership between Lucien E. Corcos and Gaston Benzekri, both of the city and district of Montreal, Province of Québec, has been dissolved and a liquidator has been appointed, the whole pursuant to section 1896 A of the Civil Code of the Province of Québec.

And notice is also given that Joseph L. Waxman, C.A., of the city and district of Montreal, Province of Québec, has been appointed Liquidator.

Dated at Montreal, this 23rd day of July, 1971.

JOSEPH L. WAXMAN, C.A.,

41504

Liquidator.

**Changement de nom — Loi du
Accordés**

Théophile Assal

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2557, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Tewfik Assal Khouri en celui de Théophile Assal.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

*LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.*

Roger Brunelle

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2558, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Laurent-Roger Beaudoin en celui de Roger Brunelle.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

*LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.*

Leo Gabriel

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2559, du 21 juillet 1971, d'effectuer le

**Change of name — Act
Granted**

Théophile Assal

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2557 dated July 21, 1971, to change the name of Tewfik Assal Khouri to that of Théophile Assal.

Québec, August 3, 1971.

41439

*LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.*

Roger Brunelle

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2558 dated July 21, 1971, to change the name of Joseph-Laurent-Roger Beaudoin to that of Roger Brunelle.

Québec, August 3, 1971.

41439

*LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.*

Leo Gabriel

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2559 dated July 21, 1971, to change

changement de nom de Alberto Leone Gabriele en celui de Leo Gabriel.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Brien Carl Hum

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2560, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Back Chew Hum en celui de Brien Carl Hum.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Abe Israel

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2561, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Abie Israelovitch en celui de Abe Israel.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Jonathan Munro Jones

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2562, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Marie Janet Jones en celui de Jonathan Munro Jones.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Roger Katch

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2563, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Roger Khatchoian (Katchoyan) en celui de Roger Katch.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Joseph Arthur Roméo Langdeau Lacoste

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2564, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Arthur Roméo Languedoc en celui de Joseph Arthur Roméo Langdeau Lacoste.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Suzanne Lapointe

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2565, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Susan Mary Bailey en celui de Suzanne Lapointe.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

the name of Alberto Leone Gabriele to that of Leo Gabriel.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Brien Carl Hum

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2560 dated July 21, 1971, to change the name of Back Chew Hum to that of Brien Carl Hum.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Abe Israel

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2561 dated July 21, 1971, to change the name of Abie Israelovitch to that of Abe Israel.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Jonathan Munro Jones

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2562 dated July 21, 1971, to change the name of Marie Janet Jones to that of Jonathan Munro Jones.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Roger Katch

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2563 dated July 21, 1971, to change the name of Roger Khatchoian (Katchoyan) to that of Roger Katch.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Joseph Arthur Roméo Langdeau Lacoste

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2564 dated July 21, 1971, to change the name of Joseph Arthur Roméo Languedoc to that of Joseph Arthur Roméo Langdeau Lacoste.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Suzanne Lapointe

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2565 dated July 21, 1971, to change the name of Susan Mary Bailey to that of Suzanne Lapointe.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Morty Marks

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2566, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Morty Marcovitch en celui de Morty Marks.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Morty Marks

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2566 dated July 21, 1971, to change the name of Morty Marcovitch to that of Morty Marks.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Samuel Nestruck

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2567, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Samuel Meshnoff en celui de Samuel Nestruck.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Samuel Nestruck

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2567 dated July 21, 1971, to change the name of Samuel Meshnoff to that of Samuel Nestruck.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Norman Norman

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2568, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Norman Leibovitch en celui de Norman Norman.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Norman Norman

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2568 dated July 21, 1971, to change the name of Norman Leibovitch to that of Norman Norman.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Marie Annette Monique Nathalie Ostiguy

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2569, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Marie Annette Lise Monique Ostiguy en celui de Marie Annette Monique Nathalie Ostiguy.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Marie Annette Monique Nathalie Ostiguy

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2569 dated July 21, 1971, to change the name of Marie Annette Lise Monique Ostiguy to that of Marie Annette Monique Nathalie Ostiguy.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Marie Louise Cécile Anne Pouliot

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2570, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Marie Louise Cécile Annette Malouin dit Rinfret en celui de Marie Louise Cécile Anne Pouliot.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Marie Louise Cécile Anne Pouliot

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2570 dated July 21, 1971, to change the name of Marie Louise Cécile Annette Malouin dit Rinfret to that of Marie Louise Cécile Anne Pouliot.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Martin Prosserman

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2571, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Martin Prosterman en celui de Martin Prosserman.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Martin Prosserman

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2571 dated July 21, 1971, to change the name of Martin Prosterman to that of Martin Prosserman.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Abe Robins

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2572, du 21 juillet 1971, d'effectuer le

Abe Robins

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2572 dated July 21, 1971, to change

changement de nom de Abraham Rabinovitch en celui de Abe Robins.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

William Theodore Russel

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2573, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de William Theodore Rosenthal en celui de William Theodore Russel.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Norman Joseph Samuels

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par le décret numéro 2574, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Nathan Sam en celui de Norman Joseph Samuels.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Louis Nathan Shell

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2575, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Loui Nathan Selechonek en celui de Louis Nathan Shell.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Joseph Aimé Willie Walker

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2576, du 21 juillet 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Aimé-Welly Walker en celui de Joseph Aimé Willie Walker.

Québec, le 3 août 1971.

41439-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

the name of Abraham Rabinovitch to that of Abe Robins.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

William Theodore Russel

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2573 dated July 21, 1971, to change the name of William Theodore Rosenthal to that of William Theodore Russel.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Norman Joseph Samuels

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2574 dated July 21, 1971, to change the name of Nathan Sam to that of Norman Joseph Samuels.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Louis Nathan Shell

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2575 dated July 21, 1971, to change the name of Loui Nathan Selechonek to that of Louis Nathan Shell.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Joseph Aimé Willie Walker

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 2576 dated July 21, 1971, to change the name of Joseph-Aimé-Welly Walker to that of Joseph Aimé Willie Walker.

Québec, August 3, 1971.

41439

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole de Barraute

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole de Barraute », dont le siège social était situé à Barraute, dans le district électoral d'Abitibi-Est, a été dissoute le 2 août 1971, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41491-o

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole de Barraute

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that "Société coopérative agricole de Barraute", the head office of which was situated in Barraute in the electoral district of Abitibi-East, was dissolved on August 2, 1971, and such pursuant to the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41491

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

Boston Old Colony Insurance Company

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Boston Old Colony Insurance Company

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Attendu que « Boston Old Colony Insurance Company », dont le siège social est situé à Boston, état de Massachusetts, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Continental Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 30 juin 1971, et lequel contrat de réassurance a pris effet à cette même date;

Attendu que « The Continental Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Boston Old Colony Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Boston Old Colony Insurance Company » sont annulés à compter du 30 juin 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 8 juillet 1971.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

41440-33-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Whereas "Boston Old Colony Insurance Company", whose head office is situated in Boston, State of Massachusetts, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "The Continental Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 30th of June 1971, with effect from the same date;

Whereas "The Continental Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Boston Old Colony Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Boston Old Colony Insurance Company" are cancelled as from the 30th of June 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 8th of July 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives in the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

41440-33-2-o

Superintendent of Insurance.

**Changement de nom — Loi du
Demandes**

**Change of name — Act
Applications**

Jack Pecker

Jack Pecker

Avis est donné par les présentes que Jack Pecker, Shirley Putt Pecker, Sharlene Joy Pecker, Ivan Edward Pecker, résidant et domiciliés à 825 Connaught Circle, ville de Laval, district de Montréal, ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer leurs noms de Pecker à Packer, en vertu de la Loi du changement de nom (14 Eliz II, ch. 77) et amendements.

Notice is hereby given that Jack Pecker, Shirley Putt Pecker, Sharlene Joy Pecker, Ivan Edward Pecker, residing and domiciled at 825 Connaught Circle, in Ville de Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing their names from Pecker to Packer, the whole in accordance with the Change of Name Act (14 Eliz. II, ch. 77) and amendments.

Montréal, le 3 août 1971.

Montreal, this August 3, 1971.

Les procureurs des requérants,

41459-33-2-o BOUCHARD, CYTRYNBAUM & WEX.

BOUCHARD, CYTRYNBAUM & WEX,

41459-33-2-o *Attorneys for the Petitioners.*

Joseph Dubuc

Avis est par la présente donné que Joseph Dubuc, domicilié au 4667 rue Saint-Hubert de la ville et du district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Jean-Paul Laliberté.

Montréal, le 3 août 1971.

Les procureurs du requérant,

TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,

41470-33-2-0

LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

Joseph Dubuc

Notice is hereby given that Joseph Dubuc, domiciled at 4667 Saint-Hubert Street in the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council to change his name into that of Jean-Paul Laliberté.

Montreal, August 3, 1971.

TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,

LAVERY, O'DONNELL & CLARK,

41470-33-2-0

Attorneys for petitioner.

Joseph Roméo Paul

Avis est par les présentes donné que Joseph Roméo Paul, officier de l'armée canadienne, du 691 Préfontaine, appartement 3, Longueuil, province de Québec, présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil, pour changer son nom en celui de Paul Lamoureux, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 27 juillet 1971.

Le procureur du requérant,

ME GILBERT GODIN, *avocat.*

41471-33-2-0

Joseph Roméo Paul

Notice is hereby given that Joseph Roméo Paul, officer in the Canadian Army, residing at 691 Préfontaine Street, apt. 3, City of Longueuil, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Paul Lamoureux.

Montreal, July 27, 1971.

GILBERT GODIN, lawyer.

41471-33-2-0

lawyer.

Willie Volodarsky

Avis est par les présentes donné que Willie Volodarsky, agent de manufacturier, domicilié au 375, rue Tait, en la Cité de St-Laurent, district de Montréal, a l'intention de présenter une demande au ministre de la Justice de la province de Québec, en vue d'obtenir un décret du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Willie Volodarsky, en celui de William Voldar. Ce changement sera applicable à son épouse, Dame Sally Baren, du 375, rue Tait, Ville St-Laurent, district de Montréal, ainsi qu'à sa fille mineure, Ina Volodarsky, du 375, rue Tait, Ville St-Laurent, district de Montréal.

Daté à Montréal, ce 3ième jour d'août 1971.

Les procureurs du requérant,

MENDELSON, ROSENZVEIG, SHACTER,

TAVISS, SHAYNE, GREENSTEIN & LEVITT.

41472-33-2-0

Willie Volodarsky

Notice is hereby given that Willie Volodarsky, manufacturer's agent, of the City of St. Laurent, district of Montreal, residing at 375 Tait Street, will present a petition to the Minister of Justice of the Province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council, changing his name from Willie Volodarsky to William Voldar, said change of name to have application and enure to the benefit of his wife, Dame Sally Baren of 375 Tait Street, City of St. Laurent, District of Montreal and his minor child, Ina Volodarsky, of 375 Tait Street, City of St. Laurent, district of Montreal.

Dated at Montreal, this 3rd day of August 1971.

MENDELSON, ROSENZVEIG, SHACTER,

TAVISS, SHAYNE, GREENSTEIN & LEVITT,

41472-33-2-0

Attorneys for petitioner.

Ministère des Affaires municipales

Ville de Bromont

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 2695 du 28 juillet 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 104 du conseil municipal de la ville de Bromont et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Granby, comté de Shefford, et annexé à la ville de Bromont.

Department of Municipal Affairs

Town of Bromont

Notice is given that, by Order in Council No. 2695 dated July 28, 1971, and in conformity with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law No. 104 of the Municipal Council of the town of Bromont, and to decree that, upon from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is withdrawn from the municipality of the township of Granby, county of Shefford, and annexed to the town of Bromont.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du canton de Granby, comté municipal de Shefford, comprenant en référence au cadastre du canton de Granby, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions futures ainsi que les chemins, routes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle nord-ouest du lot 60; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne ouest dudit lot 60 jusqu'au côté nord d'un chemin public limitant au sud les lots 60, 58 et partie du lot 56; le côté nord dudit chemin et son prolongement jusqu'au côté est de la route 13; le côté est de ladite route en allant vers le nord et le nord-est jusqu'au côté sud de l'autoroute des Cantons de l'Est; le côté sud de ladite route en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne ouest du lot 159; partie de la ligne ouest du lot 159 en allant vers le sud jusqu'à la ligne nord du lot 60; enfin la ligne nord dudit lot 60 jusqu'au point de départ.

41488-0 *Le sous-ministre des Affaires municipales,*
RICHARD BEAULIEU.

Ville de Notre-Dame-des-Laurentides

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 2699 du 28 juillet 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 286 du conseil municipal de la ville de Notre-Dame-des-Laurentides et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, comté de Québec, et annexé à la ville de Notre-Dame-des-Laurentides.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, comté municipal de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, une partie du lot 1 et ses subdivisions futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 1; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest du lot 1; partie de la ligne nord-est dudit lot et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Jaune; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 1; ledit prolongement et partie de la ligne sud-ouest du lot 1 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.

41488-0 *Le sous-ministre des Affaires municipales,*
RICHARD BEAULIEU.

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 2693 du 28 juillet 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193),

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the municipality of the township of Granby, municipal county of Shefford, and, on the cadastre of the township of Granby, comprising lots or parts of lots and their future subdivisions, also roads, highways, water courses or parts thereof, the whole within the limits hereinafter described, to wit:

starting from the vertex of the northwest angle of lot 60; thence, in order, the following lines and demarcations: the west line of the said lot 60 as far as the north side of a public road marking the southern limit of lots 60, 58 and part of lot 56; the north side of the said road and its projection as far as the east side of highway 13; the east side of the said highway heading north and northeast as far as the south-side of the Eastern Townships autoroute; the south-side of the said road heading west as far as the west line of lot 159; part of the west line of lot 159 heading south as far as the north line of lot 60; lastly, the north line of the said lot 60 to the starting point.

41488 *RICHARD BEAULIEU,*
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Notre-Dame-des-Laurentides

Notice is given that, by Order in Council number 2699 dated July 28, 1971, and in conformity with section 43 of the cities and towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law number 286 of the Municipal Council of the town of Notre-Dame-des-Laurentides and to decree that upon from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is withdrawn from the municipality of the parish of St. Dunstan-du-Lac-Beauport, county of Québec, and annexed to the town of Notre-Dame-des-Laurentides.

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Municipal County of Québec, comprising in reference to the official cadastre of the said parish, a part of lot 1 and its future subdivisions as well as the roads, water courses or parts thereof, the whole enclosed within the limits hereafter described, to wit:

starting from the vertex of the western angle of lot 1; thence, in order, the following lines and demarcations: the northwest line of lot 1; part of the northeast line of the said lot and its projection to the median line of the said river; the median line of the said river following its course to the projection of the southwest line of lot 1; the said projection and part of the southwest line of lot 1 tracing northwest to the starting point.

41488 *RICHARD BEAULIEU,*
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Rivière-du-Moulin

Notice is given that, by Order in Council number 2693 dated July 28, 1971, and in conformity with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964,

il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 148 du conseil municipal de la ville de Rivière-du-Moulin, modifié par le règlement numéro 150 dudit conseil et la résolution du 31 mai 1971, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et annexé à la ville de Rivière-du-Moulin.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du canton de Chicoutimi, comté municipal de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Chicoutimi, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection du prolongement de la ligne nord-ouest du lot 18 du rang II nord-est chemin Sydenham avec la ligne médiane du chemin rang St-Joseph; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne médiane dudit chemin rang St-Joseph en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 17a du rang II nord-est chemin Sydenham; ledit prolongement et ladite ligne sud-est; la ligne sud-ouest du lot 17a et partie de la ligne sud-ouest du lot 17b dudit rang II nord-est chemin Sydenham jusqu'au côté est de la route 16; le côté est de ladite route en allant vers le sud jusqu'à la ligne sud-est du lot 63 du rang I nord-est chemin Sydenham; partie de la ligne sud-est du lot 63 dudit rang en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté ouest du boulevard St-Jean-Baptiste; les côtés ouest, sud-ouest et ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest et le nord jusqu'à la ligne nord-est du lot 65a du rang I nord-est chemin Sydenham; partie de la ligne nord-est dudit lot en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 18 du rang II nord-est chemin Sydenham; ladite ligne nord-ouest dudit lot et son prolongement dans le chemin rang St-Joseph jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
41488-0 RICHARD BEAULIEU.

Ville de Roxboro

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 2694 du 28 juillet 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 264 du conseil municipal de la ville de Roxboro, modifiée par la résolution du 27 avril 1971, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la ville de Dollard-des-Ormeaux et annexé à la ville de Roxboro.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la ville de Dollard-des-Ormeaux et comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, division d'enregistrement de Montréal, la partie du

chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law number 148 of the Municipal Council of the town of Rivière-du-Moulin, amended by by-law number 150 of the said Council and by resolution dated May 31, 1971, and to decree that, upon, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is withdrawn from the municipality of the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, and annexed to the town of Rivière-du-Moulin.

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the municipality of Chicoutimi, Municipal County of Chicoutimi, and, on the cadastre of the parish of Chicoutimi, comprising lots or parts of lots and their present and future subdivisions, also highways, roads or parts thereof, the whole within the limits hereinafter described, to wit: starting from the point of intersection of the projection of the northwest line of lot 18 of range II Sydenham Road northeast with the median line of St. Joseph Range Road; thence, in order, the following lines and demarcations: the median line of the said St. Joseph Range Road heading southeast as far as the projection of the southeast line of lot 17a of range II Sydenham Road northeast; the said projection and said southeast line; the southwest line of lot 17a and part of the southwest line of lot 17b of the said range II Sydenham Road northeast as far as the eastern side of highway 16; the eastern side of the said highway heading south as far as the southeast line of lot 63 of range I Sydenham Road northeast; part of the southeast line of lot 63 of the said range heading southwest as far as the western side of St. Jean Baptiste Boulevard; the western, southwestern and western sides of the said Boulevard heading northwest and north as far as the northeast line of lot 65a of range I Sydenham Road northeast; part of the northeast line of the said lot heading southeast as far as the northwest line of the said lot 18 of range II Sydenham Road northeast; the said line northwest of the said lot and its projection along the St. Joseph Range Road to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
41488 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Roxboro

Notice is given that, by Order in Council No. 2694 dated July 28, 1971, and in conformity with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law No. 264 of the Municipal Council of the Town of Roxboro, amended by resolution dated April 27, 1971, and to decree that, upon, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is withdrawn from the Town of Dollard-des-Ormeaux and annexed to the Town of Roxboro.

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the Town of Dollard-des-Ormeaux, and, on the official cadastre of the Parish of St. Geneviève, registration division of Montreal, comprising part of lot 296 and its future

lot 296 et ses subdivisions futures, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle nord du lot 296; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est dudit lot 296; partie de la ligne sud-est du susdit lot 296 sur une distance de 3,202.33 pieds; une ligne droite à travers le lot 296 faisant un angle intérieur vers la gauche de 91° 59' 51" avec la ligne précédente et d'une longueur de 580.59 pieds, jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 296; enfin partie de ladite ligne nord-ouest de ce lot en allant vers le nord-est sur une distance de 3,073.53 pieds jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
41488-o RICHARD BEAULIEU.

subdivisions, the whole within the limits hereinafter described, to wit:

starting from the vertex of the north angle of lot 296; thence, in order, the following lines and demarcations: the northeast line of said lot 296; part of the southwest line of said lot 296 along a distance of 3,202.33 feet; a straight line passing through lot 296 forming an interior angle on the left of 91° 59' 51" with the preceding line and of a length of 580.59 feet, to the northwest line of said lot 296; lastly, part of the said northwest line of this lot heading northeast over a distance of 3,073.53 feet to the starting point.

41488 RICHARD BEAULIEU,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Nomination

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

| District électoral Electoral district | Nom, prénoms Name, Christian Names | Profession ou occupation Profession or calling | Domicile |
|------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------|
| Notre-Dame-de-Grâce | Salmon, Herbert (1) | Avocat — Advocate | Montréal. |

(1) En remplacement de monsieur Hector Langlois — In place of Mr. Hector Langlois.

Québec, le 9 août 1971.

Le président général des élections,
41502-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, August 9, 1971.

41502-o FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief-Returning-Officer.

Demande à la Législature

Stephen (Istvan) Beck

Avis est par les présentes donné que Stephen (Istvan) Beck domicilié au 3140, boulevard Édouard Montpetit, dans la ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Québec, ce 30e jour de juillet 1971.

Le procureur du requérant,
41473-33-4-o JACQUES PHILIPPON.

Application to Legislature

Stephen (Istvan) Beck

Notice is hereby given that Stephen (Istvan) Beck domiciled at 3140 Édouard Montpetit Boulevard, in the city and district of Montreal, Province of Québec, wishes to present a petition to the National Assembly of the Province of Québec at the next session to pass an Act that the Bar of the Province of Québec be authorized to admit him to the practice of the profession of advocate in the Province of Québec.

Québec, this 30th day of July, 1971.

41473-33-4-o JACQUES PHILIPPON,
Attorney for the Petitioner.

Syndicat professionnel

L'Association de la Construction
des Cantons de l'Est
Eastern Townships Construction Association

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 juin 1971, il a autorisé le changement de nom de « L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est — Eastern Townships Builders Association », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est », a été autorisée le 14 mai 1945, et dont le siège social est situé à Sherbrooke, en celui de « L'Association de la Construction des Cantons de l'Est — Eastern Townships Construction Association », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41453-o

506-45

Professional Syndicate

L'Association de la Construction
des Cantons de l'Est
Eastern Townships Construction Association

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 25, 1971, he authorized the change of name of "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est — Eastern Townships Builders Association" the incorporation of which under the original name of "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est" was authorized on May 14, 1945, and the head office of which is situated in Sherbrooke, to that of "L'Association de la Construction des Cantons de l'Est — Eastern Townships Construction Association", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41453

506-45

**Société d'habitation
du Québec**

Cité de Lachute

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le Conseil municipal de Lachute a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil le 11 janvier 1971, un amendement au programme détaillé de rénovation concernant le territoire appelé « Secteur No 9 », (Ayersville).

L'amendement consiste à: ajouter 8 bâtisses au programme de démolition.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant l'amendement à ce programme à: 380 rue Principale, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies de l'amendement.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections à cet amendement à la Société d'Habitation du Québec, 995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10, et ce, pas plus tard que le quinzième jour de septembre 1971.

Donné à Lachute, ce 30e jour de juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RONALD ALLEN.

41481-o

**Québec Housing
Corporation**

City of Lachute

In conformity with article 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chap. 55) public notice is hereby given that the Council of the city of Lachute at his regular meeting held in the Town Hall on January 11, 1971 adopted an amendment to the Urban renewal program concerning the territory known as "Sector No. 9", (Ayersville).

The amendment consists of: adding 8 buildings to the demolition list.

The documents forming this amendment may be consulted by all interested parties at 380 Main Street, during the normal business hours.

Furthermore, interested persons may obtain at the above address one or several copies of the amendment at the same address.

Finally, those interested may submit in writing to the Québec Housing Corporation at 995, Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q., their objections to the amendment, and this not later than the fifteenth day of September, 1971.

Given in Lachute, this 30th day of July, 1971.

RONALD ALLEN,
Secretary-Treasurer.

41481-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'EN VERTU DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'IL Y A LIEU D'APPLIQUER LESDITES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES À LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE SAINT-JEAN, À SAINT-JEAN, ET DE DÉCRÉTER L'ÉMISSION D'UNE PROCLAMATION À CETTE FIN.

À CES CAUSES, DU CONSENTEMENT ET DE L'AVIS DE NOTRE CONSEIL EXÉCUTIF, exprimés dans un décret portant le numéro 2275, en date du 29 juin 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Saint-Jean, à Saint-Jean, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

41439-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or to whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS PURSUANT TO SECTION 10 OF THE REGISTRY OFFICE ACT (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province:

WHEREAS IT IS DEEMED EXPEDIENT TO APPLY THE SAID LEGISLATIVE PROVISIONS TO THE REGISTRATION DIVISION OF ST. JOHN'S, AT ST. JOHN'S, AND TO DECREE THAT A PROCLAMATION BE ISSUED FOR THIS PURPOSE.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2275, dated June 29, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of St. John's, at St. John's, upon, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

41439

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other

et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Pontiac, à Campbell's Bay, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 964, en date du 16 mars 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Pontiac, à Campbell's Bay, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,

41439-0

Sous-procureur général adjoint.

Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or to whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Pontiac, at Campbell's Bay, and to decree that a proclamation be issued for this purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 964, dated March 16, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Pontiac, at Campbell's Bay, upon, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

41439

Assistant Deputy Attorney General.

Ministère de l'Éducation

Sainte-Adèle

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Val-Morin, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de Sainte-Adèle, dans le même comté.

Québec, le 9 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,

GUY SAINT-PIERRE.

41511-33-20

400-02

Department of Education

Sainte-Adèle

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of Val-Morin, in the county of Terrebonne, to the School Municipality of Sainte-Adèle, in the same county.

Québec, August 9, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,

Minister of Education.

41511-33-2

400-02

Forillon

(Erratum)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 7 août 1971 concernant la municipalité scolaire de Forillon, il faut lire le nom de la municipalité scolaire de Pointe-à-la-Frégate au lieu de celui de l'Échourie.

Québec, le 9 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41512-o 645-02

Cité de Kénogami

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la cité de Jonquière, les lots 15A, 16B, 17 et 18; cette partie des lots 15B, 19A, 20A et 20B, située au nord et au nord-ouest de la Route Nationale numéro 16 tous du rang 3 du cadastre officiel du comté de Jonquière, pour les annexer à la municipalité scolaire de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière.

Québec, le 5 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41456-33-2-o 370-01

Château Richer

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Achillée, dans le comté de Montmorency, à la municipalité scolaire de Château Richer, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41433-32-2-o 600-02

Forillon

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Cloridorme et Pointe-à-la-Frégate, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de Forillon, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41434-32-2-o 645-01

Lac Témiscamingue

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Rémigny, dans le comté de Rouyn-Noranda et Guérin dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Lac Témiscamingue, dans le comté de Témiscamingue.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41436-32-2-o 145-02

Lac Abitibi

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Hélène, dans le comté

Forillon

(Erratum)

In the notice published in the *Québec Official Gazette* on August 7, 1971, concerning the School Municipality of Forillon, the name of the School Municipality of Pointe-à-la-Frégate is to replace that of l'Échourie.

Québec, August 9, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41512 645-02

City of Kénogami

Application is made to withdraw from the School Municipality of the city of Jonquière, lots 15A, 16B, 17 and 18 and the parts of lots 15B, 19A, 20A and 20B situated to the north and northwest of National Highway number 16, all in Range 3 of the official cadastre for the county of Jonquière, in order to join them to the School Municipality of the city of Kénogami, in the county of Jonquière.

Québec, August 5, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41456-33-2 370-01

Château Richer

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Achillée in the county of Montmorency to the school municipality of Château Richer in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41433-32-2-o 600-02

Forillon

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Cloridorme and Pointe-à-la-Frégate, in the county of Gaspé North, to the school municipality of Forillon in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41434-32-2-o 645-01

Lac Témiscamingue

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Rémigny in the county of Rouyn-Noranda and Guérin in the county of Témiscamingue to the school municipality of Lac Témiscamingue in the county of Témiscamingue.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41436-32-2-o 145-02

Lac Abitibi

Application is made to annex the present territory of school municipality of Sainte-Hélène in the county

d'Abitibi-Ouest, à la municipalité scolaire de Lac Abitibi, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41435-32-2-o

310-01

of Abitibi West to the school municipality of Lac Abitibi in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41435-32-2-o

310-01

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux: N-4.1 région s'étendant de la Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de la Rivière Laval), sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

A ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 30 juillet 1971.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,
GÉRARD D. LÉVESQUE.

41505-o

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2-1 région s'étendant de la pointe de la Baie des 1,000 vaches (Pointe de la péninsule de Port-neuf) 1,000 pieds au sud-ouest du dépôt municipal de Ste-Anne de Portneuf.

N-3.2.6 région s'étendant de la partie extérieure de l'Île du Havre, ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

A ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 30 juillet 1971.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,
GÉRARD D. LÉVESQUE.

41505-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting gathering of shellfish

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.1 the area extending from Laval Point — Orient Point (in line with the Laval River Bridge),

are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to gather, take or possess shellfish from the said areas.

This interdiction shall not apply, however, to licensed canneries (Order in Council, Québec 1963-779) whose sole product is canned goods.

Québec, July 30, 1971.

GÉRARD D. LÉVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

41505

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting gathering of shellfish

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-3.2.1 The area extending from Baie des 1,000 Vaches point (Portneuf Peninsula Point— 1,000 feet southwest of the municipal dumping-ground of St. Anne de Portneuf.

N-3.2.6. The area extending from the exterior part of Ile du Havre, are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby opens the said areas to fishing and allows whomsoever to gather, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, July 30, 1971.

GÉRARD D. LÉVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

41505

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Terrebonne
Comté de Terrebonne

The School Commission for the Municipality of the Town of Terrebonne
County of Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Pépin, secrétaire-trésorier, Secrétariat de la commission scolaire, 697, Saint-Sacrement, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi, le 30 août 1971, pour l'achat de \$547,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Pépin, Secretary-Treasurer, Secretariat of the School Commission, 697 St. Sacrement, Terrebonne, County of Terrebonne, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., on Monday, August 30, 1971, for the purchase of a bond issue of \$547,000 for the School Commissioners of the Municipality of the Town of Terrebonne, County of Terrebonne, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, bearing interest at a rate of not less than 7½, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1971.

Tableau d'amortissement — \$547,000 — 20 ans

| Année | Capital |
|-------------------|------------|
| 15 septembre 1972 | x \$48,000 |
| 15 septembre 1973 | x 52,000 |
| 15 septembre 1974 | x 56,000 |
| 15 septembre 1975 | x 60,000 |
| 15 septembre 1976 | x 65,000 |
| 15 septembre 1977 | x 70,000 |
| 15 septembre 1978 | 8,000 |
| 15 septembre 1979 | 9,000 |
| 15 septembre 1980 | 9,000 |
| 15 septembre 1981 | 10,000 |
| 15 septembre 1982 | 11,000 |
| 15 septembre 1983 | 12,000 |
| 15 septembre 1984 | 13,000 |
| 15 septembre 1985 | 14,000 |
| 15 septembre 1986 | 15,000 |
| 15 septembre 1987 | 16,000 |
| 15 septembre 1988 | 18,000 |
| 15 septembre 1989 | 19,000 |
| 15 septembre 1990 | 20,000 |
| 15 septembre 1991 | 22,000 |

Redemption table — \$547,000 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------|------------|
| September 15, 1972 | x \$48,000 |
| September 15, 1973 | x 52,000 |
| September 15, 1974 | x 56,000 |
| September 15, 1975 | x 60,000 |
| September 15, 1976 | x 65,000 |
| September 15, 1977 | x 70,000 |
| September 15, 1978 | 8,000 |
| September 15, 1979 | 9,000 |
| September 15, 1980 | 9,000 |
| September 15, 1981 | 10,000 |
| September 15, 1982 | 11,000 |
| September 15, 1983 | 12,000 |
| September 15, 1984 | 13,000 |
| September 15, 1985 | 14,000 |
| September 15, 1986 | 15,000 |
| September 15, 1987 | 16,000 |
| September 15, 1988 | 18,000 |
| September 15, 1989 | 19,000 |
| September 15, 1990 | 20,000 |
| September 15, 1991 | 22,000 |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$408,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$68,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

The years marked with the letters "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$408,000, awarded by the Provincial Government and payable in six instalments of \$68,000 from 1972 to 1977 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$22,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$22,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 19 avril 1971 — \$547,000 — construction et aménagement d'une école élémentaire de 14 classes.

The School Commissioners for the Municipality of the Town of Terrebonne, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation (including those mentioned above), the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-years fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$22,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$22,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners for the Municipality of the Town of Terrebonne agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated April 19, 1971 — \$547,000 — construction and installation of a 14 class elementary school.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 30 août 1971, à 9 heures de l'après-midi, Secrétariat de la commission scolaire, 697, Saint-Sacrement, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Terrebonne (Comté de Terrebonne), ce 4 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY PÉPIN.

Secrétariat de la commission scolaire,
697, Saint-Sacrement,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 666-8873, code 514.

41480-0

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 30, 1971, at 9:00 o'clock p.m., at the Secretariat of the School Commission, 697 Saint-Sacrement, Terrebonne, County of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne (County of Terrebonne), August 4, 1971.

JEAN-GUY PÉPIN,
Secretary-Treasurer,

Secretariat of the School Commission,
697, Saint-Sacrement,
Terrebonne, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 666-8873, code 514.

41480

Ville d'Amos
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Emery Bordeleau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 62, 3e Avenue Est, Ville d'Amos, comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 30 août 1971, pour l'achat de \$595,000 d'obligations de la ville d'Amos, comté d'Abitibi-Est, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$595,000 — 20 ans

| Année | Capital |
|------------------------|----------|
| 15 septembre 1972..... | \$ 8,000 |
| 15 septembre 1973..... | 9,000 |
| 15 septembre 1974..... | 10,000 |
| 15 septembre 1975..... | 11,000 |
| 15 septembre 1976..... | 12,000 |
| 15 septembre 1977..... | 13,000 |
| 15 septembre 1978..... | 15,000 |
| 15 septembre 1979..... | 16,000 |
| 15 septembre 1980..... | 18,000 |
| 15 septembre 1981..... | 19,000 |
| 15 septembre 1982..... | 21,000 |
| 15 septembre 1983..... | 32,000 |
| 15 septembre 1984..... | 35,000 |
| 15 septembre 1985..... | 38,000 |
| 15 septembre 1986..... | 48,000 |
| 15 septembre 1987..... | 49,000 |
| 15 septembre 1988..... | 53,000 |
| 15 septembre 1989..... | 58,000 |
| 15 septembre 1990..... | 63,000 |
| 15 septembre 1991..... | 67,000 |

Town of Amos
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Emery Bordeleau, Secretary-Treasurer, Town Hall, 62, 3rd Avenue East, Town of Amos, County of Abitibi-East, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, August 30, 1971, for the purchase of a bond issue of \$595,000 for the Town of Amos, County of Abitibi-East, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 15, 1971.

Redemption table — \$595,000 — 20 years

| Year | Capital |
|-------------------------|----------|
| September 15, 1972..... | \$ 8,000 |
| September 15, 1973..... | 9,000 |
| September 15, 1974..... | 10,000 |
| September 15, 1975..... | 11,000 |
| September 15, 1976..... | 12,000 |
| September 15, 1977..... | 13,000 |
| September 15, 1978..... | 15,000 |
| September 15, 1979..... | 16,000 |
| September 15, 1980..... | 18,000 |
| September 15, 1981..... | 19,000 |
| September 15, 1982..... | 21,000 |
| September 15, 1983..... | 32,000 |
| September 15, 1984..... | 35,000 |
| September 15, 1985..... | 38,000 |
| September 15, 1986..... | 48,000 |
| September 15, 1987..... | 49,000 |
| September 15, 1988..... | 53,000 |
| September 15, 1989..... | 58,000 |
| September 15, 1990..... | 63,000 |
| September 15, 1991..... | 67,000 |

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$67,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amos.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$67,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville d'Amos s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement No 346 tel que modifié — \$595,000 — voirie, équipement, immeuble, honoraires, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, nundi, le 30 août 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 62, 3e Avenue Est, Ville d'Amos, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amos (Comté d'Abitibi-Est), ce 5 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
EMERY BORDELEAU.

Hôtel de ville, 62, 3e Avenue Est,
Ville d'Amos, (Comté d'Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: 732-5218, code 819.

41485-0

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$67,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Amos.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$67,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Amos agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 346 as amended — \$595,000 — Roads, equipment, fixed property, fees, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 30, 1971 at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 62, 3rd Avenue East, Town of Amos, County of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Amos (County of Abitibi-East), August 5, 1971.

EMERY BORDELEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 62, 3rd Avenue East,
Town of Amos, (County of Abitibi East), P.Q.
Telephone: 732-5218, code 819.

41485

Municipalité de Saint-Paul
Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Geoffroy, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 780, boulevard de l'Industrie, Saint-Paul, comté de Joliette, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Saint-Paul, comté de Joliette, P.Q., mardi, le 31 août 1971, pour l'achat de \$135,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Paul, comté de Joliette, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Municipality of Saint-Paul
County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Geoffroy, Secretary-Treasurer until 7:30 o'clock p.m., Office of the corporation, 780, de l'Industrie Boulevard, Saint-Paul, County of Joliette, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Sacré-Coeur School Hall, Saint Paul, County of Joliette, P.Q., on Tuesday, August 31, 1971, for the purchase of a bond issue of \$135,000 for the Municipality of Saint Paul, County of Joliette, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 15, 1971.

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

| Année | Capital |
|-------------------|----------|
| 15 septembre 1972 | \$ 1,000 |
| 15 septembre 1973 | 1,000 |
| 15 septembre 1974 | 1,000 |
| 15 septembre 1975 | 1,000 |
| 15 septembre 1976 | 1,000 |
| 15 septembre 1977 | 1,000 |
| 15 septembre 1978 | 1,000 |
| 15 septembre 1979 | 1,000 |
| 15 septembre 1980 | 1,000 |
| 15 septembre 1981 | 1,500 |
| 15 septembre 1982 | 1,500 |
| 15 septembre 1983 | 1,500 |
| 15 septembre 1984 | 1,500 |
| 15 septembre 1985 | 1,500 |
| 15 septembre 1986 | 1,500 |
| 15 septembre 1987 | 1,500 |
| 15 septembre 1988 | 2,000 |
| 15 septembre 1989 | 2,500 |
| 15 septembre 1990 | 2,500 |
| 15 septembre 1991 | 108,500 |

Redemption table — \$135,000 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------|----------|
| September 15, 1972 | \$ 1,000 |
| September 15, 1973 | 1,000 |
| September 15, 1974 | 1,000 |
| September 15, 1975 | 1,000 |
| September 15, 1976 | 1,000 |
| September 15, 1977 | 1,000 |
| September 15, 1978 | 1,000 |
| September 15, 1979 | 1,000 |
| September 15, 1980 | 1,000 |
| September 15, 1981 | 1,500 |
| September 15, 1982 | 1,500 |
| September 15, 1983 | 1,500 |
| September 15, 1984 | 1,500 |
| September 15, 1985 | 1,500 |
| September 15, 1986 | 1,500 |
| September 15, 1987 | 1,500 |
| September 15, 1988 | 2,000 |
| September 15, 1989 | 2,500 |
| September 15, 1990 | 2,500 |
| September 15, 1991 | 108,500 |

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$9,000 et si supérieur à

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$9,000, and if greater than the latter amount,

ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1991 au montant de \$108,500 comprend un solde de \$106,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

| Année | Capital |
|-------------------|---------|
| 15 septembre 1992 | \$2,500 |
| 15 septembre 1993 | 2,500 |
| 15 septembre 1994 | 3,500 |
| 15 septembre 1995 | 3,500 |
| 15 septembre 1996 | 3,500 |
| 15 septembre 1997 | 3,500 |
| 15 septembre 1998 | 4,000 |
| 15 septembre 1999 | 4,500 |
| 15 septembre 2000 | 4,500 |
| 15 septembre 2001 | 4,500 |
| 15 septembre 2002 | 5,500 |
| 15 septembre 2003 | 5,500 |
| 15 septembre 2004 | 6,000 |
| 15 septembre 2005 | 6,000 |
| 15 septembre 2006 | 7,000 |
| 15 septembre 2007 | 7,000 |
| 15 septembre 2008 | 7,500 |
| 15 septembre 2009 | 7,500 |
| 15 septembre 2010 | 8,500 |
| 15 septembre 2011 | 9,000 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$108,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Saint-Paul s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 135 — \$73,000 — aqueduc, égouts; 138 — \$62,000 — aqueduc, égouts.

the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of September 15, 1991 in the amount of \$108,500 includes a balance of \$106,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

| Year | Capital |
|--------------------|---------|
| September 15, 1992 | \$2,500 |
| September 15, 1993 | 2,500 |
| September 15, 1994 | 3,500 |
| September 15, 1995 | 3,500 |
| September 15, 1996 | 3,500 |
| September 15, 1997 | 3,500 |
| September 15, 1998 | 4,000 |
| September 15, 1999 | 4,500 |
| September 15, 2000 | 4,500 |
| September 15, 2001 | 4,500 |
| September 15, 2002 | 5,500 |
| September 15, 2003 | 5,500 |
| September 15, 2004 | 6,000 |
| September 15, 2005 | 6,000 |
| September 15, 2006 | 7,000 |
| September 15, 2007 | 7,000 |
| September 15, 2008 | 7,500 |
| September 15, 2009 | 7,500 |
| September 15, 2010 | 8,500 |
| September 15, 2011 | 9,000 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$108,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Saint Paul agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 135 — \$73,000 — aqueduct, sewers; 138 — \$62,000 — aqueduct, sewers.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 31 août 1971, à 8 heures du soir, Salle de l'École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Saint-Paul, comté de Joliette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Paul (Comté de Joliette), ce 5 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,

MARCEL GEOFFROY.

Bureau de la corporation, 780, boul. de l'Industrie, Saint-Paul (Joliette), P.Q.

Téléphone: 753-9241, code 514. 41487-0

Paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Cécile Bélisle, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 154-A, boulevard Ste-Anne, Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le 1er septembre 1971, pour l'achat de \$123,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$123,000 — 20 ans

| <i>Année</i> | <i>Capital</i> |
|------------------------|----------------|
| 15 septembre 1972..... | \$ 2,000 |
| 15 septembre 1973..... | 2,000 |
| 15 septembre 1974..... | 2,000 |
| 15 septembre 1975..... | 2,000 |
| 15 septembre 1976..... | 2,000 |
| 15 septembre 1977..... | 2,500 |
| 15 septembre 1978..... | 2,500 |
| 15 septembre 1979..... | 3,000 |
| 15 septembre 1980..... | 3,000 |
| 15 septembre 1981..... | 3,500 |
| 15 septembre 1982..... | 3,500 |
| 15 septembre 1983..... | 4,000 |
| 15 septembre 1984..... | 4,000 |
| 15 septembre 1985..... | 4,500 |
| 15 septembre 1986..... | 5,000 |
| 15 septembre 1987..... | 5,500 |
| 15 septembre 1988..... | 5,500 |
| 15 septembre 1989..... | 6,000 |
| 15 septembre 1990..... | 7,000 |
| 15 septembre 1991..... | 53,500 |

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 31, 1971, at 8:00 p.m., at the Notre-Dame-du-Sacré-Coeur School Hall, Saint Paul, County of Joliette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint Paul (County of Joliette), August 5, 1971.

MARCEL GEOFFROY,

Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 780, de l'Industries Blvd., Saint Paul (Joliette), P.Q.

Telephone: 753-9241, code 514. 41487

Parish of Sainte-Anne-des-Plaines

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Cécile Bélisle, Secretary-Treasurer, at the Office of the Corporation, 154-A St. Anne Boulevard, St. Anne-des-Plaines, county of Terrebonne, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., on Wednesday, September 1, 1971, for the purchase of a bond issue of \$123,000 for the parish of St. Anne-des-Plaines, county of Terrebonne, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1971.

Redemption table — \$123,000 — 20 years

| <i>Year</i> | <i>Capital</i> |
|-------------------------|----------------|
| September 15, 1972..... | \$ 2,000 |
| September 15, 1973..... | 2,000 |
| September 15, 1974..... | 2,000 |
| September 15, 1975..... | 2,000 |
| September 15, 1976..... | 2,000 |
| September 15, 1977..... | 2,500 |
| September 15, 1978..... | 2,500 |
| September 15, 1979..... | 3,000 |
| September 15, 1980..... | 3,000 |
| September 15, 1981..... | 3,500 |
| September 15, 1982..... | 3,500 |
| September 15, 1983..... | 4,000 |
| September 15, 1984..... | 4,000 |
| September 15, 1985..... | 4,500 |
| September 15, 1986..... | 5,000 |
| September 15, 1987..... | 5,500 |
| September 15, 1988..... | 5,500 |
| September 15, 1989..... | 6,000 |
| September 15, 1990..... | 7,000 |
| September 15, 1991..... | 53,500 |

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$6,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1991 au montani de \$53,500 comprend un solde de \$46,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

| <i>Année</i> | <i>Capital</i> |
|------------------------|----------------|
| 15 septembre 1992..... | \$3,500 |
| 15 septembre 1993..... | 3,500 |
| 15 septembre 1994..... | 3,500 |
| 15 septembre 1995..... | 4,000 |
| 15 septembre 1996..... | 4,000 |
| 15 septembre 1997..... | 4,500 |
| 15 septembre 1998..... | 5,000 |
| 15 septembre 1999..... | 5,500 |
| 15 septembre 2000..... | 6,000 |
| 15 septembre 2001..... | 6,500 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Plaines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$53,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Ste-Anne-des-Plaines s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$6,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to Law.

The maturity of September 15, 1991 in the amount of \$53,500 includes a balance of \$46,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

| <i>Year</i> | <i>Capital</i> |
|-------------------------|----------------|
| September 15, 1992..... | \$3,500 |
| September 15, 1993..... | 3,500 |
| September 15, 1994..... | 3,500 |
| September 15, 1995..... | 4,000 |
| September 15, 1996..... | 4,000 |
| September 15, 1997..... | 4,500 |
| September 15, 1998..... | 5,000 |
| September 15, 1999..... | 5,500 |
| September 15, 2000..... | 6,000 |
| September 15, 2001..... | 6,500 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Anne-des-Plaines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$53,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of St. Anne-des-Plaines agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 235 — \$32,000 — aqueduc, égouts et voirie; 236 — \$76,770 — aqueduc, égouts et voirie; 237 — \$14,230 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 1er septembre 1971, à 5 heures de l'après-midi, au Bureau de la corporation, 154-A, boulevard Ste-Anne, Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Plaines (Comté de Terrebonne), ce 5 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MME CÉCILE BÉLISLE.

Bureau de la corporation, 154-A, boulevard Ste-Anne, Ste-Anne-des-Plaines (Comté de Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 525-6311, code 514. 41486-0

Ville de Saint-David-de-L'Auberivière
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rodolphe Bélanger, greffier, Hôtel de Ville, St-David-de-L'Auberivière, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 1er septembre 1971, pour l'achat de \$111,000 d'obligations de la ville de St-David-de-L'Auberivière, comté de Lévis, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$111,000 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|----------|
| 1er septembre 1972 | \$ 2,000 |
| 1er septembre 1973 | 2,500 |
| 1er septembre 1974 | 2,500 |
| 1er septembre 1975 | 3,000 |
| 1er septembre 1976 | 3,000 |
| 1er septembre 1977 | 3,000 |
| 1er septembre 1978 | 3,500 |
| 1er septembre 1979 | 3,500 |
| 1er septembre 1980 | 4,000 |
| 1er septembre 1981 | 4,500 |
| 1er septembre 1982 | 4,500 |
| 1er septembre 1983 | 5,000 |
| 1er septembre 1984 | 5,500 |
| 1er septembre 1985 | 5,500 |
| 1er septembre 1986 | 6,500 |
| 1er septembre 1987 | 4,500 |
| 1er septembre 1988 | 5,000 |
| 1er septembre 1989 | 5,500 |

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 235 — \$32,000 — aqueduct, sewers and roads; 236 — \$76,770 — aqueduct, sewers and roads; 237 — \$14,230 — roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, September 1, 1971, at 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 154-A St. Anne Boulevard, St. Anne-des-Plaines, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Anne-des-Plaines (County of Terrebonne), August 5, 1971.

MRS. CÉCILE BÉLISLE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 154-A St. Anne Boulevard, St. Anne-des-Plaines (County of Terrebonne), P.Q.
Telephone: 525-6311, code 514. 41486

Town of Saint-David-de-L'Auberivière
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Rodolphe Bélanger, Town Clerk, Town Hall, St. David-de-L'Auberivière, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, September 1, 1971, for the purchase of a bond issue of \$111,000 for the town of Saint-David-de-L'Auberivière, county of Lévis, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — \$111,000 — 20 years

| Year | Capital |
|-------------------|----------|
| September 1, 1972 | \$ 2,000 |
| September 1, 1973 | 2,500 |
| September 1, 1974 | 2,500 |
| September 1, 1975 | 3,000 |
| September 1, 1976 | 3,000 |
| September 1, 1977 | 3,000 |
| September 1, 1978 | 3,500 |
| September 1, 1979 | 3,500 |
| September 1, 1980 | 4,000 |
| September 1, 1981 | 4,500 |
| September 1, 1982 | 4,500 |
| September 1, 1983 | 5,000 |
| September 1, 1984 | 5,500 |
| September 1, 1985 | 5,500 |
| September 1, 1986 | 6,500 |
| September 1, 1987 | 4,500 |
| September 1, 1988 | 5,000 |
| September 1, 1989 | 5,500 |

| | |
|-------------------------|--------|
| 1er septembre 1990..... | 6,000 |
| 1er septembre 1991..... | 31,500 |

| | |
|------------------------|--------|
| September 1, 1990..... | 6,000 |
| September 1, 1991..... | 31,500 |

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$2,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1991 au montant de \$31,500 comprend un solde de \$25,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

| Année | Capital |
|-------------------------|---------|
| 1er septembre 1992..... | \$ 500 |
| 1er septembre 1993..... | 500 |
| 1er septembre 1994..... | 500 |
| 1er septembre 1995..... | 500 |
| 1er septembre 1996..... | 500 |
| 1er septembre 1997..... | 500 |
| 1er septembre 1998..... | 1,000 |
| 1er septembre 1999..... | 1,000 |
| 1er septembre 2000..... | 1,000 |
| 1er septembre 2001..... | 1,000 |
| 1er septembre 2002..... | 1,000 |
| 1er septembre 2003..... | 1,500 |
| 1er septembre 2004..... | 1,500 |
| 1er septembre 2005..... | 1,500 |
| 1er septembre 2006..... | 1,500 |
| 1er septembre 2007..... | 2,000 |
| 1er septembre 2008..... | 2,000 |
| 1er septembre 2009..... | 2,000 |
| 1er septembre 2010..... | 2,500 |
| 1er septembre 2011..... | 2,500 |

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$2,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 2011, of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of September 1, 1991 in the amount of \$31,500 includes a balance of \$25,000, renewable for an additional 20 year period and maturing as follows:

| Year | Capital |
|------------------------|---------|
| September 1, 1992..... | \$ 500 |
| September 1, 1993..... | 500 |
| September 1, 1994..... | 500 |
| September 1, 1995..... | 500 |
| September 1, 1996..... | 500 |
| September 1, 1997..... | 500 |
| September 1, 1998..... | 1,000 |
| September 1, 1999..... | 1,000 |
| September 1, 2000..... | 1,000 |
| September 1, 2001..... | 1,000 |
| September 1, 2002..... | 1,000 |
| September 1, 2003..... | 1,500 |
| September 1, 2004..... | 1,500 |
| September 1, 2005..... | 1,500 |
| September 1, 2006..... | 1,500 |
| September 1, 2007..... | 2,000 |
| September 1, 2008..... | 2,000 |
| September 1, 2009..... | 2,000 |
| September 1, 2010..... | 2,500 |
| September 1, 2011..... | 2,500 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Romuald.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Romuald.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$31,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-David-de-L'Auberivière s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 85 — \$20,000 — renouvellement d'emprunt; 185 — \$11,000 — voirie; 193 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 194 — \$17,000 — aqueduc et égouts; 202 — \$35,000 — travaux d'aménagement de l'Hôtel de Ville; 203 — \$16,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 1er septembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, St-David-de-L'Auberivière, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-David-de-L'Auberivière (Comté de Lévis), ce 9 août 1971.

Le greffier,

RODOLPHE BÉLANGER.

Hôtel de ville, St-David-de-L'Auberivière
(Comté de Lévis), P.Q.

Téléphone: 837-9284, code 418. 41506-0

Village de Saint-Émile

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Madame Jocelyne Gagné, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 16, rue Collège, Saint-Émile, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 31 août 1971, pour l'achat de \$104,500 d'obligations du village de Saint-Émile, comté de Québec, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

| Tableau d'amortissement — \$104,500 — 20 ans | |
|----------------------------------------------|----------|
| Année | Capital |
| 15 septembre 1972..... | \$ 1,000 |
| 15 septembre 1973..... | 1,000 |

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$31,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Saint-David-de-L'Auberivière agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 85 — \$20,000 — loan renewal; 185 — \$11,000 — roads; 193 — \$12,000 — aqueduct and sewers; 194 — \$17,000 — aqueduct and sewers; 202 — \$35,000 — Town Hall installation work; 203 — \$16,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 1, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Saint-David-de-L'Auberivière, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-David-de-L'Auberivière (County of Lévis), August 9, 1971.

RODOLPHE BÉLANGER,

Town Clerk.

Town Hall, Saint-David-de-L'Auberivière
(County of Lévis), P.Q.

Téléphone: 837-9284, code 418. 41506

Village of Saint-Émile

County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Jocelyne Gagné, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, 16 College Street, Saint-Émile, county of Québec, P.Q., until 8:00 p.m., on Tuesday, August 31, 1971 for the purchase of a bond issue of \$104,500 for the village of Saint-Émile, county of Québec, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 15, 1971.

| Redemption table — \$104,500 — 20 years | |
|-----------------------------------------|----------|
| Year | Capital |
| September 15, 1972..... | \$ 1,000 |
| September 15, 1973..... | 1,000 |

| | |
|------------------------|----------|
| 15 septembre 1974..... | \$ 1,000 |
| 15 septembre 1975..... | 1,000 |
| 15 septembre 1976..... | 1,000 |
| 15 septembre 1977..... | 1,000 |
| 15 septembre 1978..... | 1,500 |
| 15 septembre 1979..... | 1,500 |
| 15 septembre 1980..... | 1,500 |
| 15 septembre 1981..... | 1,500 |
| 15 septembre 1982..... | 500 |
| 15 septembre 1983..... | 500 |
| 15 septembre 1984..... | 500 |
| 15 septembre 1985..... | 1,000 |
| 15 septembre 1986..... | 1,000 |
| 15 septembre 1987..... | 1,000 |
| 15 septembre 1988..... | 1,000 |
| 15 septembre 1989..... | 1,000 |
| 15 septembre 1990..... | 1,500 |
| 15 septembre 1991..... | 84,500 |

| | |
|-------------------------|----------|
| September 15, 1974..... | \$ 1,000 |
| September 15, 1975..... | 1,000 |
| September 15, 1976..... | 1,000 |
| September 15, 1977..... | 1,000 |
| September 15, 1978..... | 1,500 |
| September 15, 1979..... | 1,500 |
| September 15, 1980..... | 1,500 |
| September 15, 1981..... | 1,500 |
| September 15, 1982..... | 500 |
| September 15, 1983..... | 500 |
| September 15, 1984..... | 500 |
| September 15, 1985..... | 1,000 |
| September 15, 1986..... | 1,000 |
| September 15, 1987..... | 1,000 |
| September 15, 1988..... | 1,000 |
| September 15, 1989..... | 1,000 |
| September 15, 1990..... | 1,500 |
| September 15, 1991..... | 84,500 |

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$8,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1991 au montant de \$84,500 comprend un solde de \$83,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

| Année | Capital |
|------------------------|---------|
| 15 septembre 1992..... | \$1,500 |
| 15 septembre 1993..... | 1,500 |
| 15 septembre 1994..... | 2,000 |
| 15 septembre 1995..... | 2,000 |
| 15 septembre 1996..... | 2,500 |
| 15 septembre 1997..... | 2,500 |
| 15 septembre 1998..... | 2,500 |
| 15 septembre 1999..... | 3,000 |
| 15 septembre 2000..... | 3,000 |
| 15 septembre 2001..... | 3,500 |
| 15 septembre 2002..... | 3,500 |
| 15 septembre 2003..... | 4,000 |
| 15 septembre 2004..... | 4,500 |

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$8,500 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of September 15, 1991 in the amount of \$84,500 includes a balance of \$83,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

| Year | Capital |
|-------------------------|---------|
| September 15, 1992..... | \$1,500 |
| September 15, 1993..... | 1,500 |
| September 15, 1994..... | 2,000 |
| September 15, 1995..... | 2,000 |
| September 15, 1996..... | 2,500 |
| September 15, 1997..... | 2,500 |
| September 15, 1998..... | 2,500 |
| September 15, 1999..... | 3,000 |
| September 15, 2000..... | 3,000 |
| September 15, 2001..... | 3,500 |
| September 15, 2002..... | 3,500 |
| September 15, 2003..... | 4,000 |
| September 15, 2004..... | 4,500 |

| | | | |
|------------------------|---------|-------------------------|---------|
| 15 septembre 2005..... | \$5,000 | September 15, 2005..... | \$5,000 |
| 15 septembre 2006..... | 5,500 | September 15, 2006..... | 5,500 |
| 15 septembre 2007..... | 6,000 | September 15, 2007..... | 6,000 |
| 15 septembre 2008..... | 6,500 | September 15, 2008..... | 6,500 |
| 15 septembre 2009..... | 7,500 | September 15, 2009..... | 7,500 |
| 15 septembre 2010..... | 8,000 | September 15, 2010..... | 8,000 |
| 15 septembre 2011..... | 8,500 | September 15, 2011..... | 8,500 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$84,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Saint-Émile s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 74 — \$17,500 — aqueduc, égouts; 77 — \$7,000 — confection d'un plan directeur; 78 — \$60,000 — aqueduc, égouts; 79 (80) — \$20,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 31 août 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la corporation, 16, rue du Collège, Saint-Émile, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Émile (Comté de Québec), ce 9 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MME JOCELYNE GAGNÉ.

Bureau de la corporation, 16, rue Collège,
Saint-Émile (Comté de Québec), P.Q.
Téléphone: 842-4344 Résidence
842-8466 Bureau, code 418. 41508-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$84,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The village of Saint-Émile agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 74 — \$17,500 — aqueduc, sewers — 77 — \$7,000 — drafting overall plan — 78 — \$60,000 — aqueduc, sewers; 79 (80) — \$20,000 — aqueduc, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 31, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Office of the Corporation, 16 College Street, Saint-Émile, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Émile (County of Québec), August 9, 1971.

MRS. JOCELYNE GAGNÉ,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 16 College Street,
Saint-Émile (County of Québec), P.Q.
Telephone: 842-4344 Residence,
842-8466 Office, code 418. 41508

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q.

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives

1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que les statuts du Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Montréal, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2128 du 27 mai 1970 ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 2803 du 4 août 1971.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 14 août 1971. 41496-o

notice that the constitution of the Parity Committee of the Retail Food Stores, Montreal, region, already approved by Order in Council number 2128 of May 27, 1970, has been amended by Order in Council number 2803 of August 4, 1971.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 14, 1971. 41496-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { DAME RÉJEANNE ASHBY,
No 15,072. { ménagère, domiciliée à Rougemont, district de St-Hyacinthe, veuve de feu Rosario Robert, de son vivant pomiculteur, des mêmes lieux, et ROBERT BERNARD, garagiste, domicilié à St-Paul d'Abbotsford, district de St-Hyacinthe, demandeurs, *vs* BRUNO HOULE, résidant à La Sarre, district d'Abitibi, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-huit du bloc treize (228-13) du village de La Sarre, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit village, avec bâtisse et autres circonstances y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1971 à QUATORZE heures et TRENTE.

Le shérif,

Bureau du Shérif,
Amos, le 9 août 1971. LAVAL GOULET. 41510-o

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Provinciale, { THE ROBERT SIMPSON
No 315 172. { MONTREAL LIMITED, demanderesse, *vs* DAME MARION SHERMAN, défenderesse.

« Ce certain emplacement ayant façade la rue Laval, en la ville de Châteauguay Centre, comté de Châteauguay, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatorze (114-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias

Canada — Province of Québec
District of Abitibi

Superior Court, { DAME RÉJEANNE ASHBY,
No. 15,072. { housewife, domiciled in Rougemont, district of St. Hyacinthe, widow of the late Rosario Robert, pomiculturist, of the same place, and ROBERT BERNARD, garage keeper, domiciled in St. Paul d'Abbotsford, district of St. Hyacinthe, plaintiffs, *vs* BRUNO HOULE, residing in La Sarre, district of Abitibi, defendant.

«An immoveable known and designated under number two hundred and twenty-eight of block thirteen (228-13) of the village of La Sarre, as described on the official cadastre for the said village, with the building and other circumstances constructed thereon.

To be sold at the Registry Office, in the Court House of Amos, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO THIRTY o'clock, in the afternoon.

LAVAL GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, August 9, 1971. 41510

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Provincial Court, { THE ROBERT SIMPSON
No. 315 172. { MONTREAL LIMITED, plaintiff, *vs* DAME MARION SHERMAN, defendant.

«That certain emplacement fronting on Laval Street, in the town of Châteauguay Centre, county of Châteauguay, Province of Québec, known and designated as being lot number two hundred and nineteen of the official subdivision of original lot number one

219) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, ledit lot mesurant soixante pieds (60') de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90'). Mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 82 de ladite rue Laval.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, le tout sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, MME THÉRÈSE LEBLANC.
Salaberry de Valleyfield,
ce 2e jour d'août 1971. 41492

hundred and fourteen (114-219) on the official plan and book of reference of the parish of St. Joachim de Châteauguay, measuring the said lot, sixty feet (60') in width by a depth of ninety feet (90') English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 82 of said Laval Street.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, the whole without exception or reserve of any kind on the part of the vendor. »

To be sold at the registry office for Châteauguay division, in St. Martine, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

MRS. THÉRÈSE LEBLANC,

Sheriff's Office, Assistant Sheriff.
Salaberry de Valleyfield,
this 2nd day of August, 1971. 41492-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, { ASSOCIATES FINANCE COM-
No 337,594. { PANY LIMITED, un corps
politique et incorporé dûment constitué selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en les ville et district de Montréal, demanderesse, vs RENÉ LANOIE, journalier, de St-Zénon, district de Joliette, défendeur.

« Un immeuble situé à St-Calixte, connu et désigné au cadastre officiel pour le canton de Kilkenny comme étant partie du lot numéro neuf B du Cinquième Rang, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par une rue privée appartenant à « Lydia Garden Development Corporation », en arrière à l'est par partie dudit lot neuf B, appartenant à Dame Yvonne Maheu, d'un côté vers le sud par partie du même lot, appartenant à Jean Marie Charron et de l'autre côté vers le nord par un terrain appartenant à Dame Gilberte Lacasse Poitras, avec les bâtisses y érigées, ainsi que l'ameublement et l'équipement y inclus.

Y compris dans la vente d'un puits, ledit puits sujet à la servitude d'eau en faveur des terrains faisant partie du même lot et appartenant à Dame Yvonne Maheu.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, MARDI, le VINGT et UNIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION.
Joliette, ce 9 août 1971. 41509-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, { ASSOCIATES FINANCE COM-
No. 337,594. { PANY LIMITED, a body
politic and corporate duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business for the Province of Québec in the city and district of Montreal, plaintiff, vs RENÉ LANOIE, workman, of St. Zénon, district of Joliette, defendant.

« An immoveable situated in St. Calixte, known and designated on the official cadastre for the township of Kilkenny as forming part of lot number nine B of the Fifth Range, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by a private street belonging to "Lydia Garden Development Corporation", in the rear to the east, by part of said lot nine B, belonging to Dame Yvonne Maheu, on one side towards the south by part of the same lot, belonging to Jean Marie Charron, and on the other side towards the north by a piece of land belonging to Dame Gilberte Lacasse Poitras, with the buildings constructed thereon and the furniture and equipment therein.

A well to be included in the sale, the said well subject to a water servitude in favour of the lands forming part of the same lot and belonging to Dame Yvonne Maheu.

As the whole now subsists with the servitudes active and passive, apparent and unapparent, attached to the said emplacement. »

To be sold at the Office of Montcalm Registration Division, in Ste. Julienne, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

Sheriff's Office, Assistant Sheriff.
Joliette, August 9, 1971. 41509

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-517. { ROBERT & ALAIN OSTIGUY, faisant affaires sous les nom et raison sociale « R. et A. Osgiguy Eng. », demandeurs, vs MARCEL DOIRE, résidant et étant domicilié au 201 rue des Tilleuls, ville de Carignan, district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé à l'Île Demers en la ville de Carignan, comté de Verchères, ayant front sur l'avenue des Tilleuls, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire trois cent cinquante-sept (357-247) du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Chambly; de forme irrégulière, borné en front vers le sud-ouest par le No 357-242 (rue des Tilleuls), vers le nord-ouest par la Rivière Richelieu, vers le nord-est par une partie non divisée du No 357 et vers le sud-est par le No 357-246 (rue); mesurant cent trente (130) pieds de largeur en front dans sa ligne sud-ouest, cent cinquante (150) pieds dans sa ligne nord-est par une profondeur de cent (100) pieds et contenant en superficie quatorze mille (14,000) pieds carrés, mesure anglaise.

Avec maison érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, édifice Montval, en la ville de Longueuil, le TRENTE ET UNIÈME jour d'AOUT 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 14 mai 1971. 41469-0

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-618. { MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et incorporé, dûment constitué et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, vs KELVIN LEIGH CUSACK, gentilhomme, domicilié à l'appartement 672,700, rue Peel, dans la ville et le district de Montréal, défendeur.

1° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans une propriété immobilière donnant sur la rue Desrivères, dans la ville de Montréal, connue sous le numéro sept cent onze (711) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, avec les bâtisses y érigées portant les numéros 734 et 736, rue Desrivères.

2° Un certain emplacement de forme irrégulière, donnant sur la rue Desrivères, dans la ville de Montréal, connu présentement comme étant la subdivision un du lot numéro sept cent dix-neuf (719-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant vingt-quatre pieds (24') de largeur sur cinquante-quatre pieds et

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 803-517. { ROBERT & ALAIN OSTIGUY, doing business under the name and style of "R. and A. Ostiguy Eng.", plaintiffs, vs MARCEL DOIRE, residing and domiciled at 201 des Tilleuls Street, town of Carignan, district of Montreal, defendant.

A site situated at Ile Demers in the town of Carignan, Verchères County, fronting on the Tilleuls Avenue, known and designated under the number two hundred and forty-seven of the official sub-division of original lot three hundred and fifty-seven (357-247) of the cadastre of the parish of St. Joseph de Chambly; of irregular form, bounded in front towards the southwest by No. 357-242 (des Tilleuls Street), towards the northwest by the Richelieu River, towards the northeast by a non-divided part of No. 357, and towards the southeast by No. 357-246 (street); measuring one hundred and thirty (130) feet wide in front in its southwest line, one hundred and fifty (150) feet in its northeast line, by a depth of one hundred (100) feet, and comprising an area of fourteen thousand (14,000) square feet, English measure.

With standing house and appurtenances.

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the town of Longueuil, the THIRTY-FIRST day of AUGUST, 1971 at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, May 14, 1971. 41469

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 799-618. { MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs KELVIN LEIGH CUSACK, gentleman, domiciled at Suite 672,700 Peel Street, in the city and district of Montreal, defendant.

1. All the rights, title and interest of the defendant in an immoveable property fronting on Desrivères Street in the city of Montreal, known under the number seven hundred and eleven (711) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civil numbers 734 and 736 Desrivères Street.

2. A certain emplacement of irregular figure, fronting on Desrivères Street, in the city of Montreal, now known as subdivision one of lot number seven hundred and nineteen (719-1) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing twenty-four feet (24') in width by fifty-four feet and five-tenths of a foot (54.5')

cinq dixièmes de pied (54.5') de profondeur sur sa ligne nord-ouest et cinquante-cinq pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (55.54') de profondeur sur sa ligne sud-est, formant une superficie de quatre mille quatre cent un pieds carrés (4,401 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins.

3° Une propriété immobilière située sur le coin de la rue Saint-Jacques et de la rue Windsor, dans la ville de Montréal, se composant de :

a) Tout le lot numéro sept cent seize (716) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour y ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5') de largeur dans sa ligne sud-est, trente-trois pieds (33') de largeur sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur d'environ soixante-douze pieds (72') et comprend une superficie de deux mille trois cent trente-neuf pieds (2,339').

b) Tout le lot numéro sept cent dix-sept (717) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est dudit lot laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir la rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente pieds et sept dixièmes de pied (30.7') de largeur dans sa ligne sud-est, trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5') sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur de soixante-dix pieds (70'), et comprend une superficie de deux mille cent soixante-dix-sept pieds (2,177').

c) Tout le lot numéro sept cent dix-huit (718) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, ainsi expropriée mesure trente-trois pieds et cinq dixièmes de pied (33.5') sur sa ligne sud-est, trente-deux pieds et huit dixièmes de pied (32.8') sur sa ligne nord-ouest sur une longueur de soixante-six pieds et cinq dixièmes de pied (66.5') sur sa ligne sud-ouest, et soixante et un pieds et cinq dixièmes de pied (61.5') sur sa ligne nord-est et comprend une superficie de deux mille trente-deux pieds (2,032').

d) Tout le lot sept cent dix-huit A (718 A) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal.

Toutes les mesures citées ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées, connues sous le nom de « The Queen's Hotel ».

4° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans un emplacement donnant sur la rue Desrivières, et qui est la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (P. n.e. 712) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant trente-cinq pieds (35') de front sur soi-

in depth in the northwest line and fifty-five feet and fifty-four one-hundredths of a foot (55.54') in depth in the southeast line, forming an area of four thousand four hundred and one square feet (4,401 sq. ft.), English measure and more or less.

3. An immoveable property situate on the corner of St. James Street and Windsor Street in the city of Montreal, composed of :

(a) The whole of lot number seven hundred and sixteen (716) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5') in width on the southeast line, thirty-three feet (33') in width on the northwest line by a depth of about seventy-two feet (72') and containing in superficies two thousand three hundred and thirty-nine feet (2,339').

(b) The whole of lot number seven hundred and seventeen (717) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty feet and seven-tenths of a foot (30.7') in width on the southeast line, thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5') on the northwest line by a depth of seventy feet (70'), and containing in superficies two thousand one hundred and seventy-seven feet (2,177').

(c) The whole of lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-three feet and five-tenths of a foot (33.5') on the southeast line, thirty-two feet and eight-tenths of a foot (32.8') on the northwest line by a length of sixty-six feet and five-tenths of a foot (66.5') on the southwest line and sixty-one feet and five-tenths of a foot (61.5') on the northeast line and containing a superficies of two thousand and thirty-two feet (2,032').

(d) The whole of lot number seven hundred and eighteen A (718 A) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the buildings thereon erected known as "The Queen's Hotel".

4. All the rights, title and interest of the defendant in an emplacement fronting on Desrivières Street, being the northeast part of lot number seven hundred and twelve (N.E. Pt. 712) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing thirty-five feet (35') in front

xante-douze pieds (72') de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, bornée en avant par la rue Desrivières, à l'arrière par la partie sud-ouest dudit lot numéro sept cent douze (P. s.o. 712), d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent onze (711) du même cadastre.

Avec la bâtisse y érigée.

Telles que lesdites propriétés existent présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu en bloc à la folle enchère, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice de Montréal, en conformité d'un jugement rendu par l'Honorable Juge K. McKay en date du 29 juillet 1971.

Date: 4 août, 1971.

41468

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { FLORENT PERREAULT, gentleman, domicilié à 123, rue No 63,855. { Du Crochet, Laval-des-Rapides, ville de Laval, district de Montréal, demandeur, *vs* Dame CLAUDETTE LEMIEUX, épouse séparée de biens de Roger Taillon, domiciliée au 1122, Labelle, Blainville, district de Terrebonne, et ROGER TAILLON, menuisier, domicilié au 1122, Labelle, Blainville, district de Terrebonne, défendeurs.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession des défendeurs, à savoir:

« Un emplacement situé sur la 36^e Avenue, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent quarante-cinq (Ptie 545) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant ledit emplacement soixante-deux pieds et six pouces de largeur (62'6") par soixante et onze pieds et trois pouces de profondeur (71'3") mesure, anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en avant, vers le sud, par le prolongement de la 36^e Avenue, en arrière, vers le nord, par d'autres parties du lot 545, appartenant à MM. Rosaire et Yvon Cousineau, d'un côté, vers l'ouest, par une partie du lot 545 appartenant à M. Luc Vallières, et d'un autre côté, vers l'est, par une partie du lot 545 appartenant à M. Decoise.

Avec une maison y érigée, portant le numéro civique 31, 36^e Avenue, paroisse de Ste-Thérèse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé à 400, rue Laviolette, chambre 106, Saint-Jérôme, LUNDI, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à QUATORZE heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 4 août 1971.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.
41494-0

by seventy-two feet (72') in depth, English measure and more or less, bounded in front by Desrivières Street, in rear by the southwest part of the said lot number seven hundred and twelve (S.W. Pt. 712), on one side by a lane and on the other side by lot number seven hundred and eleven (711) of the same cadastre.

With the building thereon erected.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold "en bloc" for false bidding, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning, at the Prothonotary's Office, Court House, city of Montreal, in conformity with the judgment rendered by Mr. Justice K. McKay, on July 29, 1971.

Date: August 4, 1971.

41468-0

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Superior Court, { FLORENT PERREAULT, gentleman, domiciled at 123 Du Crochet Street, Laval-des-Rapides, town of Laval, district of Montreal, plaintiff, *vs* Dame CLAUDETTE LEMIEUX, wife separate as to property of Roger Taillon, domiciled at 1122 Labelle, Blainville, district of Terrebonne, and ROGER TAILLON, joiner, domiciled at 1122 Labelle, Blainville, district of Terrebonne, defendants.

The immoveable hereinafter described and in the possession of the defendants, to wit:

« An emplacement situated on 36th Avenue, municipality of the parish of Ste-Thérèse, known and designated as forming part of lot number five hundred and forty-five (Pt. 545) on the official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, the said emplacement measuring sixty-two feet six inches in width (62'6") by seventy-one feet three inches in depth (71'3"), English measure and more or less, and bounded as follows: In front, towards the south, by the extension of 36th Avenue, in the rear, towards the north, by other parts of lot 545 belonging to Messrs. Rosaire and Yvon Cousineau, on one side, towards the west, by a part of lot 545 belonging to Mr. Luc Vallières, and on another side, towards the east, by a part of lot 545 belonging to Mr. Decoise.

With a house constructed thereon, bearing civic number 31, 36th Avenue, parish of Ste-Thérèse.

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at 400 Laviolette Street, Room 106, Saint-Jérôme, on MONDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, August 4, 1971.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.
41494

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal

No 341,530. { SAMUEL, ALBERT & JACK SHEI-
NER, administrateurs, de West-
mount, district de Montréal, exerçant
des affaires ensembles en société, en les ville et district
de Montréal, au numéro 360 ouest, rue St-Jacques,
sous les nom et raison sociales: « Home Mortgage &
Acceptance Co. Reg'd », demandeurs, vs DAME
VIOLET TAYLOR, fille majeure, de Terrebonne, dis-
trict de Terrebonne, y résidant à 1305, rue St-Louis, et
ayant élu domicile en les ville et district de Montréal
au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du
district de Montréal, défendeur.

La propriété immobilière ci-après décrite et appar-
tenant au défendeur, comme suit:

« Ce certain emplacement ayant façade sur la rue
St-Louis en la cité de Terrebonne, connu et désigné
comme étant la demie ouest du lot numéro trois cent
quatre-vingt-onze (3/20.-391) aux plan et livre de
renvoi officiels de la ville de Terrebonne, et mesurant
trente-cinq pieds (35') de largeur sur une profondeur
de quarante pieds (40'). Mesure anglaise et plus ou
moins, et borné en façade au nord, par le chemin
public, d'un côté à l'ouest par la propriété appartenant
à Ferdinand Després ou représentants, au sud par ledit
emplacement appartenant à Ferdinand Després ou re-
présentants et de l'autre côté à l'est par l'autre demie
udit lot 391 appartenant à Edward McEnroe ou
représentants.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro
civique 1268, de ladite rue St-Louis. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, comté
de Terrebonne, situé à la chambre 106, 400, rue Lavio-
lette, Saint-Jérôme, MERCREDI, le QUINZIÈME
jour de SEPTEMBRE 1971, à QUATORZE heures de
l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, Québec, 5 août 1971.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR,
41495

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 341,530. { SAMUEL, ALBERT & JACK SHEI-
NER, executives, of Westmount,
district of Montreal, carrying on busi-
ness together in partnership in the city and district of
Montreal, at 360 St-James Street West, under the
firm name and style of "Home Mortgage & Acceptance
Co. Reg'd." plaintiffs, vs DAME VIOLET TAYLOR,
Major daughter, of Terrebonne, district of Terrebonne,
therein residing at 1305 St-Louis Street and having an
elected domicile in the city and district of Montreal
at the Office of the Prothonotary of the Superior Court
for the district of Montreal, defendant.

The immoveable property hereafter described and
owned by the defendant, as follows:

"That certain emplacement fronting on St. Louis
Street, in the city of Terrebonne, known and designated
as being the west half of lot number three hundred and
ninety-one (W. 1/2-391) on the official plan and book of
reference of the town of Terrebonne, measuring thir-
ty-five feet (35') in width by depth of forty feet (40')
English measure and more or less, and bounded in
front, to the north, by the public road, on one side to
the west, by the property belonging to Ferdinand
Després or representatives, to the south, by said em-
placement belonging to Ferdinand Després or repre-
sentatives and on the other side to the east, by the
other half of said lot 391 belonging to Edward McEnroe
or representatives.

With the building thereon erected bearing civic
number 1268 of the said St-Louis Street."

To be sold at the registry office, county of Terre-
bonne, situated at Room 106, 400 Laviolette Street,
Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day
of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the
afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, Québec, August 5, 1971.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.
41495-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Provinciale, { ALBERT DUVAL & GAS-
No 13,707. { TON DUVAL, domiciliés et
demeurant à Shawbridge, comté et
district de Terrebonne, demandeurs, vs DAME ANNA
GLASHAN, veuve de Walter M. Hood, domiciliée
et demeurant à 245, rue Principale Saint-Janvier, dis-
trict de Terrebonne, défenderesse.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession des
défendeurs, à savoir:

« 2. L'extrémité sud-est du lot numéro treize et qua-
torze (P. No 13 et 14) dans le premier canton Wexford
du cadastre officiel de la paroisse de St-Hippolyte, les-
quelles parties de lot sont bornées au sud-ouest par le
lot No 12, au sud-est par le canton Kilkenny, au nord-
est par partie du lot No 15, et au nord-ouest par le ré-
sidu du lot No 13 et 14, propriété de M. Kaind ».

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Provincial Court, { ALBERT DUVAL & GASTON
No. 13,707. { DUVAL, domiciled and res-
iding at Shawbridge, county and
district of Terrebonne, plaintiffs, vs DAME ANNA
GLASHAN, widow of Walter M. Hood, domiciled
and residing at 245 Main Street, Saint-Janvier, district
of Terrebonne, defendant.

The immoveable hereinafter designated and in the
possession of the defendants, to wit:

"2. The southeastern limit of lot number thirteen
and fourteen (P. No. 13 and 14) in the first township of
Wexford on the official cadastre for the parish of St.
Hippolyte, said parts of the lot being bounded on the
southwest by lot No. 12, on the southeast by the
township of Kilkenny, on the northeast by part of lot
No. 15, and on the northwest by the remainder of lot
No. 13 and 14, property of Mr. Kaind".

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne situé à 400, rue Laviolette, chambre 106, Saint-Jérôme, MARDI, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à QUATORZE heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 4 août 1971.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.
41493-0

To be sold at the registry office for the county of Terrebonne situated at 400 Laviolette Street, room 106, Saint-Jérôme, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, August 4, 1971.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.
41493

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2645

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements concernant la Loi de l'Assurance-Maladie.

ATTENDU qu'en vertu de la Loi de l'Assurance-Maladie (1970, Bill 8), amendée par la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie (1970, Bill 39), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE, conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par arrêté en conseil numéro 2775, en date du 17 juillet 1970, des règlements concernant la Loi de l'Assurance-Maladie, modifiés par arrêté en conseil numéro 2825, en date du 29 juillet 1970 et par arrêté en conseil numéro 27, en date du 6 janvier 1971;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier à nouveau lesdits règlements;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires Sociales:

QUE soit adopté le règlement ci-joint et intitulé: « Règlement modifiant les règlements concernant la Loi de l'Assurance-Maladie ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant les règlements concernant la Loi de l'Assurance-Maladie.

1° La table des matières desdits règlements est modifiée comme suit:

a) En abrogeant au titre V le titre de l'article 5.04 « Chirurgie esthétique » et en le remplaçant par le suivant: « Services esthétiques ».

b) En ajoutant après le titre VIII, ce qui suit:

TITRE IX *Avis de désengagement, de réengagement ou de non-participation*

| | |
|------------------------------------|------|
| Manière d'aviser la Régie..... | 9.01 |
| Délai de l'avis..... | 9.02 |
| Copie de l'avis à l'organisme..... | 9.03 |

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 2645

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act.

WHEREAS under the Health Insurance Act (1970, Bill 8), amended by the Act to amend the Health Insurance Act (1970, Bill 39) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the purpose of the said Act;

WHEREAS, in accordance with the said Act, the Lieutenant-Governor in Council adopted by Order in Council number 2775, on July 17, 1970, regulations respecting the Health Insurance Act, amended by Order in Council number 2825, dated July 29, 1970 and by Order in Council number 27, dated January 6, 1971;

WHEREAS it is expedient to amend again the said regulations;

THEREFORE IT IS ORDERED, upon recommendation by the Minister of Social Affairs:

THAT approval be given to the regulation annexed hereto and entitled: "Regulation amending the regulations respecting the Health Insurance Act".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the regulations respecting the Health Insurance Act.

1. The table of contents of the said regulations is amended as follows:

(a) By repealing under title V the title of article 5.04 "Aesthetic Surgery" and by replacing it by the following: "Aesthetic Services".

(b) By adding after title VIII, the following:

TITRE IX *Notice of withdrawal, of re-engagement or of non-participation*

| | |
|--------------------------------------------|------|
| Manner of notifying the Board..... | 9.01 |
| Delay for notification..... | 9.02 |
| Copy of notice to representative body..... | 9.03 |

TITRE X Services de chirurgie buccale considérés comme services assurés
 Services assurés aux fins du paragraphe *b* de l'article 3..... 10.01

Formule

Formule 1 Avis de désengagement, de réengagement ou de non-participation.

2° L'article 1.01 desdits règlements est modifié en ajoutant après le paragraphe *e*, le suivant:

f) « Entente »: Toute entente conclue entre le ministre des Affaires sociales et un organisme représentatif de toute catégorie de professionnels de la santé aux fins de l'application de la Loi de l'Assurance-Maladie.

3° L'article 5.11 desdits règlements est modifié en abrogeant le texte du paragraphe *b*.

4° Lesdits règlements sont modifiés en ajoutant après le titre VIII, le titre IX et les articles 9.01, 9.02 et 9.03, le titre X et l'article 10.01 et le titre formule et la formule 1—Avis de désengagement, de réengagement ou de non-participation.

TITRE IX Avis de désengagement, de réengagement ou de non-participation

9.01 À défaut de dispositions dans une entente, tout professionnel soumis à l'application d'une entente qui désire devenir un professionnel désengagé ou un professionnel non-participant, tout professionnel désengagé qui désire devenir un professionnel soumis à l'application d'une entente ou un professionnel non-participant et tout professionnel non-participant qui désire devenir un professionnel soumis à l'application d'une entente ou un professionnel, désengagé doivent transmettre à la Régie, sous pli recommandé, un avis de désengagement, de réengagement ou de non-participation suivant la forme et la teneur de la formule 1.

9.02 Le réengagement prend effet le huitième jour qui suit la date de la mise à la poste de l'avis. Le désengagement et la non-participation prennent effet le trentième jour qui suit la date de la mise à la poste de l'avis.

9.02 La Régie fait parvenir sans délai copie de tout avis à l'organisme qui a conclu une entente et dont le professionnel qui donne l'avis est membre.

TITRE X Services de chirurgie buccale considérés comme services assurés

10.01 Les services de chirurgie buccale mentionnés ci-après doivent être considérés comme des services assurés aux fins du paragraphe *b* de l'article 3 de la loi:

- a*) Visite
- b*) Examen complet
- c*) Consultation
- d*) Incision d'un espace anatomique mineur et drainage
- e*) Frenectomie
- f*) Gingivectomie
- g*) Curetage sub-gingival d'urgence
- h*) Alvéolectomie
- i*) Hémorragie dentaire
- j*) Réparation de laceration de tissu mou

TITRE X Oral surgery services considered as insured services
 Services insured for the purposes of paragraph "b" of article 3..... 10.01

Form

Form 1 Notice of withdrawal, of re-engagement or of non-participation.

2. Article 1.01 of the said regulations is amended by adding, after paragraph "e", the following:

f) "Agreement": Any agreement concluded between the Minister of Social Affairs and a body representing any class of health professionals for the purposes of carrying out the Health Insurance Act.

3. Article 5.11 of the said regulations is amended by repealing the text of paragraph *b*.

4. The said regulations are amended by adding after title VIII, title IX and articles 9.01, 9.02 and 9.03, title X and article 10.01 and the title form and form 1—Notice of withdrawal, of re-engagement or of non-participation.

TITRE IX Notice of withdrawal, of re-engagement or of non-participation

9.01 Failing provisions in an agreement, every professional subject to the application of an agreement who wishes to become a professional withdrawn or a non-participating professional, every professional withdrawn who wishes to become a professional subject to the application of an agreement or a non-participating professional and every non-participating professional who wishes to become a professional subject to the application of an agreement or a professional withdrawn must transmit to the Board, by registered mail, a notice of withdrawal, of re-engagement or of non-participation according to the form and tenor of form 1.

9.02 The re-engagement becomes effective on the eighth day following the date on which the notice is mailed. The withdrawal and the non-participation become effective on the thirtieth day following the date on which the notice is mailed.

9.02 The Board sends without delay, copy of every notice to the representative body that concluded an agreement and of which the professional who gives notice is a member.

TITRE X Oral surgery services considered as insured services

10.01 The oral surgery services mentioned hereafter are to be considered as insured services for the purposes of paragraph of section 3 of the Act:

- a*) Visit
- b*) Complete examination
- c*) Consultation
- d*) Incision of a minor anatomical area and drainage
- e*) Frenectomy
- f*) Gingivectomy
- g*) Emergency sub-gingival curettage
- h*) Alveolectomy
- i*) Dental hemorrhage
- j*) Repair of laceration of soft tissue

- k) Avulsion complète du nerf dentaire inférieur
 l) Fracture alvéolaire
 m) Immobilisation de dents ébranlées
 n) Endodontie d'urgence

- (k) Complete avulsion of inferior dental nerve
 (l) Alveolar fracture
 (m) Immobilization of loose teeth
 (n) Emergency endodontics

FORMULE 1

*AVIS de désengagement, de réengagement
 ou de non-participation*

..... 197.....

Le Directeur général
 Régie de l'Assurance-Maladie du Québec
 Case Postale 6600
 Québec (2e)
 Québec.

Monsieur,

Je, soussigné,
 (nom et prénom en lettres moulées)

professionnel de la santé exerçant ma profession à
 titre de:

- professionnel soumis à l'application
 d'une entente (....)
- professionnel désengagé (....)
- professionnel non-participant (....)
 (pointez (✓) la mention utile)

avise la Régie de l'Assurance-Maladie du Québec que
 j'entends exercer ma profession à titre de:

- professionnel soumis à l'application
 d'une entente (....)
- professionnel désengagé (....)
- professionnel non-participant (....)
 (pointez (✓) la mention utile)

le tout suivant la Loi de l'Assurance-Maladie.

.....
(signature)

Profession.....
 Numéro du professionnel.....
 Adresse du professionnel.....

no rue ville comté

41507-0

**Arrêté en conseil
 Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2804

Québec, le 14 août 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au règlement numéro
 I, relatif au prélèvement du Comité paritaire de
 l'automobile de la Mauricie.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable
 ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des
 décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q.
 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), la modi-
 fication suivante soit apportée aux paragraphes a), b)
 et c) de l'article I du règlement numéro I, relatif au

FORM I

*NOTICE of withdrawal, of re-engagement
 or of non-participation*

..... 197.....

The General Manager
 Québec Health Insurance Board
 P.O. Box 6600
 Québec (2)
 Québec.

Sir,

I, the undersigned,
 (first name and family name in block letters)

health professional practising my profession as:

- a professional subject to the application of an agree-
 ment (....)
- a professional withdrawn (....)
- a non-participating professional (....)
 (check mark (✓) the appropriate mention)

notify the Québec Health Insurance Board that I
 intend to practise my profession as:

- a professional subject to the application
 of an agreement (....)
- a professional withdrawn (....)
- a non-participating professional (....)
 (check mark (✓) the appropriate mention)

in accordance with the Health Insurance Act.

.....
(signature)

Profession.....
 Professional's number.....
 Professional's address.....

no street town county

41507-0

**Order in Council
 Executive Council Chamber**

Number 2804

Québec, August 14, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Regulation number I
 respecting the levy of the Automobile Parity Com-
 mittee of the St-Maurice Valley.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the
 Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective
 Agreement Decrees Act (Québec Statutes 1964, chapter
 143, amended by Québec Statutes 1969, chapter 49),
 subsections (a), (b) and (c) of section I of Regulation
 number I, respecting the levy of the Automobile

prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, déjà approuvé par l'arrêté en conseil numéro 776 du 24 février 1971:

Les paragraphes a), b) et c) de l'article I intitulé « Prélèvement » sont biffés et remplacés par les suivants:

I. Prélèvement

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ¼% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe a) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ¼% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans régis par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, y compris toutes modifications ultérieures, versent trimestriellement au Comité paritaire, sur réception d'un avis à cet effet, une somme équivalente à 0.25 par semaine.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

41496-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2957

(Erratum)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* numéro 46 du 14 novembre 1970, il s'est glissé une erreur typographique à la page 6561. À l'article 3, paragraphe a) de la version française nous devrions lire \$6.00 au lieu de \$5.00.

41438-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2656

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la mise en vigueur d'un tarif des frais de Cours de juridiction civile.

ATTENDU QUE la Loi des tribunaux judiciaires, (chapitre 20, S.R.Q. 1964), dans son article 232, autorise le lieutenant-gouverneur à imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédures judiciaires et, ce, par arrêté en conseil;

Parity Committee of the St-Maurice Valley, already approved by Order in Council number 776 of February 24, 1971, be amended as follows:

Subsections (a), (b) and (c) of section I entitled "Levy" are deleted and replaced by the following:

I. Levy

(a) All professional employers governed by Decree number 2535 of September 20, 1967 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ¼% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decree 2535 of September 20, 1967 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (a) while adding thereto an amount equal to ¼% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(c) All artisans governed by Decree number 2535 of September 20, 1967 and all further amendments, shall, quarterly, upon receipt of a notice requesting remittance, pay to the Parity Committee an amount equal to 0.25 per week.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

41496-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2957

(Erratum)

In the notice published in the *Official Gazette* number 46, of November 14, 1970, a typographical error was made on page 6561. In section 3, paragraph (a) of the French version, read \$6.00 instead of \$5.00.

41438-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2656

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the coming into force of a tariff of fees for the Courts having jurisdiction in civil matters.

WHEREAS the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1964, chapter 20), under section 232, authorizes the Lieutenant-Governor to impose a tax or duty as he sees fit on judicial proceedings, and such, by Order in Council;

ATTENDU QUE la Loi des timbres, (chapitre 80, S.R.Q. 1964), dans son article 34, donne le pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter l'emploi de timbres pour tous paiements de deniers y désignés;

ATTENDU QUE la Loi des timbres, (chapitre 80, S.R.Q. 1964), dans son article 34, impose qu'il soit donné par le lieutenant-gouverneur en conseil un mois d'avis dans la *Gazette officielle du Québec* pour tous paiements en timbres;

ATTENDU qu'il y a lieu d'abroger tous les tarifs antérieurs relatifs aux frais sur les procédures judiciaires devant les Cours de juridiction civile;

ATTENDU qu'il y a lieu de mettre en vigueur un tarif des frais de Cours de juridiction civile;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice,

QUE tous les tarifs de frais de Cours de juridiction civile antérieurs au tarif joint aux présentes soient abrogés;

QUE le tarif des frais de Cours de juridiction civile joint aux présentes soit mis en vigueur le 1^{er} septembre 1971;

QU'un avis à cet effet soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*, le 31 juillet 1971.

TARIF DES FRAIS DE COUR DE JURIDICTION CIVILE

(*Cour d'appel, Cour supérieure et Cour provinciale*)

Art. 1 Classes d'actions:

I — Les actions dont le montant ou la valeur en litige se situent entre \$1.00 et \$500.00 exclusivement.

II — Les actions dont le montant ou la valeur en litige se situent entre \$500.00 et \$3,000.00 exclusivement.

III — Les actions dont le montant ou la valeur en litige se situent entre \$3,000.00 et \$50,000.00 exclusivement.

IV — Les actions dont le montant ou la valeur en litige est de \$50,000.00 ou plus.

Art. 2 Les actions dont le montant n'est pas indiqué font partie de la troisième classe.

Art. 3 Pour les procédures dont le tarif ne prévoit pas spécialement de droits exigibles, les déboursés sont ceux des procédures analogues.

Art. 4 Le montant réclamé détermine la classe d'action des procédures accessoires.

Art. 5 Étapes des procédures:

Le présent tarif groupe toutes les procédures en trois étapes:

A) Procédure introductive:

- (1) Bref ou procédure de même nature.
- (2) Défense ou contestation de même nature.

B) Inscription par la partie intéressée jusqu'à jugement, incluant copie de jugement dans les causes contestées.

WHEREAS the Stamp Act (chapter 80, R.S.Q. 1964), under section 34, gives the Lieutenant-Governor in Council the power to prescribe payment in stamps for any money payments therein designated;

WHEREAS the Stamp Act (chapter 80, R.S.Q. 1964) provides that, under section 34, at least one month's notice shall be given by the Lieutenant-Governor in Council in the *Québec Official Gazette* of all stamp payments;

WHEREAS it is expedient to revoke all previous tariffs respecting fees for judicial proceedings in Courts having jurisdiction in civil matters;

WHEREAS it is expedient to bring into force a tariff of fees for the Courts having jurisdiction in civil matters;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice,

THAT all tariffs of fees for the Courts having jurisdiction in civil matters prior to the tariff appended to these presents, be rescinded;

THAT the tariff of fees for the Courts having jurisdiction in civil matters, and appended to these presents, come into force on September 1, 1971;

THAT a notice to this effect be published in the *Québec Official Gazette* on July 31, 1971.

TARIFF OF FEES FOR THE COURTS HAVING JURISDICTION IN CIVIL MATTERS

(*Court of Appeal, Superior Court and Provincial Court*)

Art. 1 Classes of Actions:

I — Actions in which the amount or value at issue is between \$1.00 and \$500.00 only.

II — Actions in which the amount or value at issue is between \$500.00 and \$3,000.00 only.

III — Actions in which the amount or value at issue is between \$3,000.00 and \$50,000.00 only.

IV — Actions in which the amount or value at issue is \$50,000.00 or over.

Art. 2 Actions in which the amount is not indicated shall be part of the third class.

Art. 3 On proceedings for which the tariff does not specially provide, the disbursements shall be those of analogous proceedings.

Art. 4 The amount claimed shall determine the class of action of accessory proceedings.

Art. 5 Stages of proceedings:

This tariff groups all proceedings in three stages:

(A) Introductory proceedings:

- (1) Writ or similar proceedings.
- (2) Defence or similar contestation.

(B) Inscription by the interested party up to judgment, including copy of the judgment in contested cases.

C) Exécution:

- (1) Mobilière, saisie-arrêt, ou les deux.
- (2) Immobilière et mobilière, immobilières ou bref de possession.

Art. 6 En tenant compte des classes et des étapes, la tarification est la suivante:

A) Procédure introductive:

| (1) <i>Demande</i> | (2) <i>Défense</i> |
|--------------------|--------------------|
| I — 5.00 | 5.00 |
| II — 8.00 | 8.00 |
| III — 15.00 | 15.00 |
| IV — 50.00 | 50.00 |

B) Inscription par la partie intéressée jusqu'à jugement:

| |
|-------------|
| I — 5.00 |
| II — 8.00 |
| III — 15.00 |
| IV — 50.00 |

C) Exécution:

1. Mobilière, saisie-arrêt, ou les deux:

| Bref | Réclamation |
|-------------|-------------|
| I — 5.00 | 1.00 |
| II — 8.00 | 3.00 |
| III — 15.00 | 5.00 |
| IV — 50.00 | 10.00 |

2. Immobilière et mobilière, immobilière ou bref de possession.

| Bref 1* | Opposition 2* |
|-------------|---------------|
| I — 5.00 | 5.00 |
| II — 8.00 | 8.00 |
| III — 15.00 | 15.00 |
| IV — 50.00 | 50.00 |

1*-Réception du dossier par le shérif en matière immobilière jusqu'à la vente, quel que soit le montant de l'exécution: 20.00;

-Réception du dossier par le protonotaire en matière immobilière jusqu'au jugement en homologation, incluant copie de jugement aux intéressés.

| |
|-------------|
| I — 30.00 |
| II — 40.00 |
| III — 50.00 |
| IV — 60.00 |

-Sur distribution des deniers rapportés par la vente, un pourcentage de 1% sera déduit de chaque collocation.

2*-Si une opposition est contestée, cette contestation équivaut à une défense prévue à l'article 6A.

-Si une inscription est produite après telle contestation, les droits exigibles sont ceux prévus à l'article 6B.

Art. 7 Les réclamations suivant la Loi des dépôts volontaires sont assimilées aux réclamations sur saisie-arrêt quant aux droits exigibles.

Art. 8 Les procédures en expropriation, partage et licitation, pour les fins du tarif, sont assimilables à une action de troisième classe. L'ordre de collocation comprend les mêmes déboursés que s'il s'agit d'une exécution immobilière. En ce qui concerne la distribution, le montant alloué

(C) Execution:

- (1) Movable, garnishments, or both.
- (2) Immovables and movables, immovables or writs of possession.

Art. 6 Subject to classes and stages, fees shall be payable as follows:

(A) Introductory proceedings:

| (1) <i>Demand</i> | (2) <i>Defence</i> |
|-------------------|--------------------|
| I — 5.00 | 5.00 |
| II — 8.00 | 8.00 |
| III — 15.00 | 15.00 |
| IV — 50.00 | 50.00 |

(B) Inscription by the interested party up to judgment:

| |
|-------------|
| I — 5.00 |
| II — 8.00 |
| III — 15.00 |
| IV — 50.00 |

(C) Execution:

1. Movable, garnishments, or both:

| Writ | Claim |
|-------------|-------|
| I — 5.00 | 1.00 |
| II — 8.00 | 3.00 |
| III — 15.00 | 5.00 |
| IV — 50.00 | 10.00 |

2. Immovables and movables, immovables or writs of possession.

| Writ 1* | Opposition 2* |
|-------------|---------------|
| I — 5.00 | 5.00 |
| II — 8.00 | 8.00 |
| III — 15.00 | 15.00 |
| IV — 50.00 | 50.00 |

1*-Receipt of the file by the sheriff concerning immovable matters up to sale, irrespective of the amount of the judgment: 20.00;

-Receipt of the file by the protonotary concerning immovable matters up to probate, including a copy of the judgment for the interested parties.

| |
|-------------|
| I — 30.00 |
| II — 40.00 |
| III — 50.00 |
| IV — 60.00 |

-Upon distribution of the proceeds of sale, an amount of 1% shall be deducted from each collocation.

2*-If an opposition is contested, such contestation shall be the equivalent of a defence provided for in article 6A.

-If an inscription is produced after such contestation, the fees payable shall be those provided for in article 6B.

Art. 7 Claims under the Voluntary Deposits Act shall be assimilated to garnishment claims for the assessment of fees.

Art. 8 Expropriation proceedings, partition and licitation, shall be assimilated to an action of the third class for tariff purposes. The order of collocation shall include the same disbursements as an execution upon immovables. Insofar as distribution is concerned, the amount awarded

- comme indemnité détermine la classe de l'action.
- Art. 9 a)* Toute requête, motion ou contestation non comprise dans une action déjà sujette au présent tarif et qui ne constitue pas une procédure incidente ou interlocutoire: 5.00;
b) Toute contestation des procédures mentionnées au paragraphe précédent et non assimilable à une défense dans une action: 5.00;
 Si une inscription est produite après contestation liée, l'article 6B s'applique.
- Art. 10 a)* Certificat autre que défaut de comparaître ou de plaider: 2.00;
b) Certificat de non-appel ou de dernier errément: 1.00.
- Art. 11* Taxation de mémoire de frais à la suite d'un jugement;
 I — 1.00
 II — 2.00
 III — 3.00
 IV — 5.00
- Art. 12* Tutelle et curatelle avec deux copies de jugement:
 A) Tenue du conseil de famille 10.00
 B) Homologation 5.00
 C) Autorisation spéciale 10.00
 D) Contestation 15.00
- Art. 13* Vérification de testament ou codicille avec deux copies de jugement: 20.00.
- Art. 14* Enregistrement de compagnie, raison sociale, société ou autres documents, incluant certificat et deux copies: 5.00.
- Art. 15* Extrait de registre de l'état civil, incluant recherche: 2.00.
- Art. 16* Copie de tout document non mentionné plus haut, incluant recherche: 0.50 la page;
 Si un certificat d'authenticité est fourni, les droits exigibles sont ceux prévus à l'article 10.
- Art. 17* Pour commission sur tous deniers déposés, ou sur le montant du cautionnement qui tient lieu de dépôt, sauf les deniers perçus à la suite d'une saisie-arrêt ou sur dépôt volontaire:
 A) Jusqu'à concurrence de \$1,000.00: 2%;
 B) Sur l'excédent de \$1,000.00: $\frac{1}{4}$ de 1%;
 C) Sur cautionnement pour un montant indéterminé: 25.00.
- Art. 18* Les honoraires fixés par le tarif en vigueur s'appliquent pour la prise des dépositions et la transcription s'il y a lieu.
- Art. 19* Les témoins sont taxés suivant le tarif en vigueur.
- Art. 20* Procédures d'appel:
 1) Production de l'inscription à la Cour, comprenant l'inscription, la copie, l'examen et la préparation du dossier, et sa transmission à la Cour d'Appel:
 a) à la suite d'un jugement final: \$30.00;
 b) à la suite d'un jugement interlocutoire: \$10.00.
 2) À la Cour d'Appel:
 a) Appelant: \$35.00;
- as indemnity shall determine the class of the action.
- Art. 9 (a)* Any petition, motion or contestation not included in an action already mentioned in this tariff and which does not constitute an incidental or interlocutory proceeding: \$5.00;
 (b) Any contestation of proceedings mentioned in the preceding paragraph which cannot be assimilated to a defence in an action: \$5.00;
 If an inscription is filed after issues are joined, article 6B shall apply.
- Art. 10 (a)* Certificate other than that of default to appear or to plead: \$2.00;
 (b) Certificate of non appeal or of final proceedings: \$1.00.
- Art. 11* Taxation of bill of fees following upon a judgment;
 I — 1.00
 II — 2.00
 III — 3.00
 IV — 5.00
- Art. 12* Tutorship and curatorship with two copies of a judgment:
 (A) Family council 10.00
 (B) Homologation 5.00
 (C) Special authorization 10.00
 (D) Contestation 15.00
- Art. 13* Probate of testament of codicil with two copies of a judgment: 20.00.
- Art. 14* Registration of corporation, corporate names, partnerships and other documents, including certificate and two copies: 5.00.
- Art. 15* Extracts from registers of civil status, including clerical assistance: 2.00.
- Art. 16* A copy of any document not mentioned above, including clerical assistance: 0.50 per page;
 If a certificate of authenticity is furnished, the fees payable shall be those provided for in article 10.
- Art. 17* Commissions on all deposited monies, or on the amounts of surety-bonds in lieu of deposits, except those funds collected upon garnishment or upon voluntary deposit:
 (A) Up to \$1,000.00: 2%;
 (B) Upon the amounts in excess of \$1,000.00; $\frac{1}{4}$ of 1%;
 (C) Upon surety-bonds for unspecified amounts: \$25.00.
- Art. 18* The fees fixed by the applicable tariff shall apply for the taking of evidence and for transcriptions where necessary.
- Art. 19* The taxation of witnesses shall be in accordance with the applicable tariff.
- Art. 20* Appeal proceedings:
 (1) Filing of inscription in the court, including inscription, copy, examination and preparation of file, and its transmission to the Court of Appeal:
 (a) following upon a final judgment: \$30.00;
 (b) following upon an interlocutory judgment: \$10.00.
 (2) At the Court of Appeal:
 (a) appellant: \$35.00;

b) Intimé: \$30.00.
Ces montants incluent toutes les procédures d'introduction et de comparaison jusqu'à jugement final, sauf les requêtes où un montant de \$10.00 sera exigé pour chacune.

c) Taxation d'un mémoire de frais:
1° à la suite d'un jugement final: \$5.00;
2° sur jugement obtenu par requête: \$2.00.

(b) respondent: \$30.00.
These amounts shall include all introductory proceedings and appearances up to final judgment, with the exception of petitions for which an amount of \$10.00 shall be charged for each.

(c) Taxes on bill of fees:
1. following upon final judgments: \$5.00;
2. upon judgments obtained by petition: \$2.00.

Art. 21 Appel à la Cour Suprême:
Sur comparaison de l'appellant, incluant toutes les procédures exigées par la loi devant être déposées ou préparées pour la Cour d'Appel: \$50.00.

Art. 22 Tous les tarifs antérieurs au tarif précité sont abrogés.

Art. 23 Le présent tarif s'applique à toute nouvelle procédure dans une affaire commencée avant son entrée en vigueur. Tout droit versé pour une procédure quelconque comprise dans une étape est considéré comme constituant le paiement total des droits exigibles pour cette étape.

Art. 24 Le présent tarif entre en vigueur le 1er septembre 1971.

41438-o

Art. 21 Appeals to the Superior Court:
Upon appearance of the appellant, including all the proceedings required by law to be filed or prepared for the Court of Appeal: \$50.00.

Art. 22 All former or previously quoted tariffs are rescinded.

Art. 23 This tariff shall apply to all new proceedings affecting any business already begun before the coming into force of the tariff. Any fee paid for any proceedings whatsoever in a stage shall be considered as total payment of the fees payable for such stage.

Art. 24 This tariff shall become effective upon the 1st day of September, 1971.

41438

N.B. Cette publication remplace l'arrêté en conseil publié le 31 juillet 1971 à la page 6194. Il portait le numéro 2659 au lieu de 2656 et contenait des erreurs typographiques.

N.B. This publication replaces the Order in Council published July 31, 1971 on page 6194, which bore number 2659 in error and should have been numbered 2656. It also contained typographical errors.

INDEX No 33

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 1652 — Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des prêts, accord directeur 1968-69 sur la rénovation urbaine | 6380 |
| 1652 — Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation for obtaining of loans, 1968-69 agreement on urban renewal | 6380 |
| 1653 — Société d'habitation du Québec et la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des subventions, accord directeur 1968-69 sur la rénovation urbaine | 6379 |
| 1653 — Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation for obtaining of grants, 1968-69 agreement on urban renewal | 6379 |
| 2556 — Changement de nom et le tarif d'honoraires, exécution de la loi | 6378 |
| 2556 — Change of name Act and the tariff of fees, carrying out of the Act | 6378 |
| 2645 — Assurance-maladie, modification aux règlements concernant la loi | 6430 |
| 2645 — Health Insurance Act, Amendments to the regulations respecting the Act | 6430 |
| 2656 — Tarif des frais de Cours de juridiction civile, mise en vigueur (Erratum) | 6433 |
| 2656 — Tariff of fees for the Courts having jurisdiction in civil matter, coming into force (Erratum) | 6433 |
| 2658 — Régie des Alcools, règlements s'appliquant aux détenteurs de permis délivrés en vertu de la loi | 6382 |
| 2658 — Liquor Board Act, regulations applying to holders of permits issued under the Act | 6382 |
| 2804 — Automobile, Maurice, modification au règlement No 1, relatif au prélèvement du comité paritaire | 6432 |
| 2804 — Automobile, St-Maurice Valley, amendment to regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee | 6432 |
| 2957 — (1970) Tarif des honoraires des greffiers, huissiers, constables, avocats, témoins et autres personnes chargées de l'application du Code de la route (Erratum) | 6433 |
| 2957 — (1970) Tariff of the fees of clerks, bailiffs, constables, advocates, witnesses and other persons entrusted with the application of the Highway Code (Erratum) | 6433 |

ASSOCIATION COOPÉRATIVE

COOPERATIVE ASSOCIATION

Coopérative forestière du Témiscamingue (*Formation*)..... 6396

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICE

Estate Joseph Louis Fernand Boucher (*Benefit of inventory*)..... 6396

Succession Joseph Louis Fernand Boucher (*Bénéfice d'inventaire*)..... 6396

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Dubuc, Joseph..... 6402

Pecker, Jack et al..... 6401

Paul, Joseph Roméo..... 6402

Volodarsky, Willie..... 6402

Accordés:

Granted:

Assal, Théophile..... 6397

Brunelle, Roger..... 6397

Gabriel, Leo..... 6397

Hum, Brien Carl..... 6398

Israel, Abe..... 6398

Jones, Jonathan Munro..... 6398

Katch, Roger..... 6398

Lacoste, Joseph Arthur Roméo Langdeau..... 6398

Lapointe, Suzanne..... 6398

Marks, Morty..... 6399

Nestruck, Samuel..... 6399

Norman, Norman..... 6399

Ostiguy, Marie Annette Monique Nathalie..... 6399

Pouliot, Marie Louise Cécile Anne..... 6399

Prosserman, Martin..... 6399

Robins, Abe..... 6399

Russel, William Theodore..... 6400

Samuels, Norman Joseph..... 6400

Shell, Louis Nathan..... 6400

Walker, Joseph Aimé Willie..... 6400

COMPAGNIES —
LOI DESCOMPANIES
ACTDemandes d'abandon
de charteApplications for
Surrender of Charter

Assurance Brazeau inc..... 6389

Bickerdike Investments Limited..... 6392

Camparc Joliette inc..... 6392

Chez Pop inc..... 6389

Club de tennis de Joliette inc. (Lc)..... 6393

Domaine Robinson inc..... 6389

Dontigny & Cyr Inc..... 6393

Écurie Québec inc..... 6389

Ernest Holdings Ltd..... 6392

Ferme bon matin inc..... 6390

Ferme Simoneau inc. (La)..... 6391

Institut pour le traitement des alcooliques..... 6390

Institut Stafford inc..... 6394

Kelly (Cain) Company Ltd..... 6393

Kelwon Realty Corp..... 6394

Lessard (D.) électrique ltée..... 6393

Liberty Watch Case Co. Ltd..... 6392

Moto-Jet ltée..... 6390

Norco Development Ltd..... 6390

Northcote Mining Company Limited..... 6394

Pâtisserie Roussillon inc..... 6390

Pindor Investment Corporation..... 6391

Rockdale Construction Ltd..... 6391

Service du personnel de soins inc..... 6392

Shoreway Investments Ltd..... 6394

Smith (Georges) ltée..... 6391

Théâtre Frontenac limitée..... 6390

Vaco Products (of Canada) Ltd..... 6391

Victorian Order of Nurses, Sherbrooke District
Branch..... 6393

Divers

Miscellaneous

Duff Industries Inc. (*Nom-Name ch.*)..... 6395

Fondation Émile-Girardin (La) (*Règl.-By-laws*)..... 6394

Frosst (Charles E.) et cie (*Dir.*)..... 6395

Frosst (Charles E.) & Co. (*Dir.*)..... 6395

Meloche (J.) inc. (*Dir.*)..... 6395

| Lettres patentes | Letters Patent | | Letters Patent |
|------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Aéro-club de Forestville inc. | 6343 | Napa ltée | 6359 |
| Aliments Vieille Europe (Des Ormeaux) ltée (Les) | 6360 | North-America Publicity-Promotion Inc. | 6365 |
| Aluco aluminium inc. | 6343 | North American News Ltd. | 6359 |
| Aménagements Ferme Neuve ltée (Les) | 6343 | North Star Grocery Inc. | 6359 |
| Amis Lavallois inc. (Les) | 6344 | Novyl inc. | 6360 |
| Antiquités Québécoises inc. (Les) | 6365 | Old Europe Fine Foods (Des Ormeaux) Ltd. | 6360 |
| Arbec (Paul) inc. | 6344 | Ouellet & Couture inc. | 6360 |
| Arbex Products Ltd. | 6364 | P.S.I. Manufacturing Limited | 6361 |
| Association des distributeurs de moto-neige du Québec (L') | 6366 | Piscines économiques inc. | 6361 |
| Association des propriétaires du Lac Clearview (L') | 6344 | Placements M.M.G. ltée | 6362 |
| Association moto-neige du Lac Half-Moon inc. | 6345 | Placements Trifluviens inc. | 6362 |
| Association pour le progrès de Griffintown (A.P.G.) | 6355 | Plastique Coaticook limitée | 6362 |
| Assurances Ivan Ross inc. (Les) | 6345 | Plomberie de Richmond inc. | 6363 |
| B. & W. Combustion Limited | 6346 | Poissonnerie Mathieu du Nord inc. | 6363 |
| Balinsky (Charles) Inc. | 6346 | Productions (Jaune) inc. (Les) | 6363 |
| Ben-Gaymaur Enterprises Ltd. | 6346 | Productions Paul Buissonneau inc. (Les) | 6364 |
| Bissegger (William) Business Forms Ltd. | 6347 | Produits Arbex ltée (Les) | 6364 |
| Brosil Investment Corp. | 6347 | Publicité-Pro inc. | 6364 |
| Carnival Casuals Inc. | 6347 | Publicité-promotion Nord-Amérique inc. | 6365 |
| Casino Oil Company Limited. | 6348 | Québec Antiques Inc. | 6365 |
| Chalet Piedmontais inc. | 6348 | Québec Snowmobile Distributors' Association | 6366 |
| Club moto-neige Langevin inc. | 6348 | R.P.M. excavation inc. | 6366 |
| Club nautique de la Baie Missisquoi | 6349 | Restaurant Le Fourneau de Saint-David inc. | 6366 |
| Club sportif Le Cabouron inc. | 6349 | Restaurant Place des Amis inc. | 6367 |
| Coaticook Plastic Limited | 6362 | Revue de la communauté Melkite Trait d'Union | 6367 |
| Desjardins (Cliff) inc. | 6349 | Robert (Jean) inc. | 6367 |
| Domaines Vicotent inc. | 6350 | Rolo-Moto inc. | 6368 |
| E.S.O.N. ltée | 6350 | Roumar inc. | 6368 |
| Economic Swimming Pools Inc. | 6361 | Roy (R & S) Auto Inc. | 6368 |
| Entreprises Fabri structure inc. (Les) | 6351 | Runyband Industries Co. Inc. | 6369 |
| Entreprises Ben-Gaymaur ltée (Les) | 6346 | St. Peter Lake Furniture Inc. | 6358 |
| Entreprises Lucien Ouellet inc. | 6351 | Saguenay Marine inc. | 6369 |
| Fermiers de la Lièvre ltée (Les) | 6351 | Salaison Adrien Limoges inc. | 6370 |
| Fermont Construction Inc. | 6352 | Salon du golf inc. | 6370 |
| Festival Gaspésien de Matane inc. (Le) | 6352 | Scierie Ste-Rose ltée | 6370 |
| Fortin (Hector) inc. | 6352 | Serex Leasing Inc. | 6371 |
| G.I.D. inc. | 6353 | Silos Beaudry inc. | 6371 |
| Garage Joliette inc. | 6353 | Société Zoologique de Ville-Marie inc. | 6371 |
| Gaspé Auto Parts Inc. | 6353 | Sorsec inc. | 6372 |
| Gestion Portage ltée | 6354 | Southwest Mines & Resources Ltd. | 6372 |
| Gleneagles Club (The) | 6354 | Stations de service Azur inc. (Les) | 6373 |
| Golf Show Inc. | 6370 | Sundance Ranch Inc. | 6373 |
| Griffintown Progress Association (A.P.G.) | 6355 | Supermarket Fashions Inc. | 6373 |
| Guillet & Robert inc. | 6355 | Tabaremi inc. | 6374 |
| Isolation Rimouski inc. | 6355 | Tamron Enterprises Ltd. | 6374 |
| Jeune chambre d'Asbestos inc. | 6356 | Tecan Investments Inc. | 6374 |
| Lagüe (Raymond F.) & Associates Limited | 6356 | Ter-Roc inc. | 6375 |
| Lagüe (Raymond F.) & associés limitée | 6356 | Vicotent Properties Inc. | 6350 |
| Lake Half-Moon Snowmobile Association Inc. | 6345 | Village de sécurité routière de Chicoutimi-Nord inc. | 6375 |
| Lemans Construction Inc. | 6357 | Vincent Packing Inc. | 6375 |
| Location Serex inc. | 6371 | White (Roger) inc. | 6376 |
| Loisirs de St-Denis-de-Brompton (Les) | 6357 | Yvan Fine Fur Contractor Ltd. | 6376 |
| Madeleine Auto Parts Inc. | 6357 | | |
| Massé, compagnie de papeterie ltée | 6358 | Lettres patentes supplémentaires | Letters Patent supplementary |
| Meuoles du Lac St-Pierre inc. (Les) | 6358 | Fonds des Sinistrés de LaSalle | 6377 |
| N.G.M. Concrete Floors Ltd. | 6358 | Lamaque Mining Company Limited | 6377 |
| | | LaSalle Disaster Fund | 6377 |
| | | Location d'Appareils ménagers Lafèche inc. | 6377 |
| | | Norquay Corporation | 6377 |

| | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Sièges sociaux | Head Offices | Percé, canton - township..... | 6388 |
| Association de Montréal pour la compréhension et la réorientation des ex-prisonniers inc..... | 6395 | Ste-Agathe des Monts, par..... | 6388 |
| Montreal Association for the comprehension and reorientation of ex-convicts Inc..... | 6395 | St-Ambroise de la Jeune Lorette, par..... | 6388 |
| Restaurant - Club les 5 dimensions inc..... | 6396 | St-Thomas, par. (<i>Non révisé - Non revised</i>).... | 6389 |
| Société des publication satellites inc. (La)..... | 6395 | | |
| DEMANDE À LA LÉGISLATURE | APPLICATION TO LEGISLATURE | Travail et de la Main-d'oeuvre | Labour and Manpower |
| Beck, Stephen (Istvan)..... | 6405 | <i>Industrie ou métiers de:</i> | <i>Industry or Trades of:</i> |
| | | Alimentation, détail, Montréal (<i>Mod.</i>)..... | 6423 |
| | | Retail Food, Montreal (<i>Amend.</i>)..... | 6423 |
| LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la | WINDING-UP ACT | NOMINATION | APPOINTMENT |
| Corcos & Benzekri..... | 6397 | <i>Divers:</i> | <i>Miscellaneous:</i> |
| Mohican Motel Parking Camping and Recreation Ground Limited..... | 6396 | Président d'élection..... | 6405 |
| | | Returning Officer..... | 6405 |
| MINISTÈRES | DEPARTMENTS | PROCLAMATIONS | PROCLAMATIONS |
| Affaires municipales | Municipal Affairs | Bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, à Campbell's Bay..... | 6407 |
| Bromont, ville - town (<i>Annexion</i>)..... | 6402 | Bureau de la division d'enregistrement de St-Jean, à St-Jean..... | 6407 |
| Notre-Dame-des-Laurentides, ville - town (<i>Annexion</i>)..... | 6403 | Office of the registration division of Pontiac, at Campbell's Bay..... | 6407 |
| Rivière-du-Moulin, ville - town (<i>Annexion</i>)..... | 6403 | Office of the registration division of St. John's, at St. John's..... | 6407 |
| Roxboro, ville - town (<i>Annexion</i>)..... | 6404 | | |
| Éducation | Education | Société coopérative agricole | Cooperative Agricultural Association |
| <i>Municipalité scolaire de:</i> | <i>School Municipality of:</i> | Société coopérative de Barraute (<i>Dissolution</i>)..... | 6400 |
| Château Richer (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6409 | | |
| Forillon (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6409 | Société d'habitation du Québec | Québec Housing Corporation |
| Forillon (<i>Erratum</i>)..... | 6409 | Lachute, cité - city (<i>Programme de rénovation-Renewal program</i>)..... | 6406 |
| Kénogami, cité - city (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6409 | | |
| Lac Abitibi (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6409 | SOUSSIONS — demandes de | TENDERS — Requests for |
| Lac Témiscamingue (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6409 | Amos, ville - town..... | 6413 |
| Ste-Adèle (<i>Dem.- Appl.</i>)..... | 6408 | Ste-Anne-des-Plaines, par..... | 6417 |
| | | St-David-de-L'auverivière, ville - town..... | 6419 |
| Institutions financières, compagnies et coopératives | Financial Institutions, Companies and Cooperatives | St-Émile, village..... | 6421 |
| <i>Assurances:</i> | <i>Insurance:</i> | St-Paul, munic..... | 6415 |
| Boston Old Colony Insurance Company (<i>Annul.</i>)..... | 6401 | Terrebonne, ville - town..... | 6411 |
| Industrie et commerce | Industry and Commerce | SYNDICAT PROFESSIONNEL | PROFESSIONAL SYNDICATE |
| Avis de pêche aux coquillages..... | 6410 | Association de la construction des cantons de l'Est (L') (<i>Nom ch.</i>)..... | 6406 |
| Notices respecting gathering of shellfish..... | 6410 | Eastern Townships Construction Association (<i>Name ch.</i>)..... | 6406 |
| Terres et forêts | Lands and Forests | VENTES | SALES |
| <i>Cadastre:</i> | <i>Cadastre:</i> | Par Shérifs | By Sheriffs |
| Archambault, canton - township..... | 6387 | Abitibi | Abitibi |
| Bois, canton - township..... | 6387 | Ashby vs Houle..... | 6424 |
| Charlesbourg, par..... | 6388 | | |
| Lacolle, par..... | 6388 | | |

| Beauharnois | Beauharnois | Montréal | Montreal |
|----------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------|-------------------|
| Simpson (Robert) Montreal Limited (The) | | Montreal Trust Company <i>vs</i> Cusack..... | 6426 |
| <i>vs</i> Sherman..... | 6424 | Ostiguy <i>vs</i> Doire..... | 6426 |
| | | | |
| Joliette | Joliette | Terrebonne | Terrebonne |
| Associates Finance Company Limited <i>vs</i> | | Duval (Albert) & Duval (Gaston) <i>vs</i> Glashan. | 6429 |
| Lanoie..... | 6425 | Perreault <i>vs</i> Lemieux et al..... | 6428 |
| | | Sheiner, (Samuel, Albert & Jack) <i>vs</i> Taylor... | 6429 |





Québec, 1971, 860 p., ill., tabl., cartes,
1 carte économique en couleurs, relié
toile/illustrations, tables maps.

\$6.00

ANNUAIRE DU QUÉBEC 1971 QUÉBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

- Partie 1 — *Milieu physique*
- Partie 2 — *Le milieu humain*
- Partie 3 — *Les ressources de l'économie québécoise*
- Partie 4 — *Les échanges*
- Partie 5 — *Finances*

CHAPTER

- Part 1 — *Physical Milieu*
- Part 2 — *Human Milieu*
- Part 3 — *The Resources of the Québec Economy*
- Part 4 — *Trade*
- Part 5 — *Finance*

ARTICLE SPÉCIAL

La Communauté urbaine: Une formule d'organisation et de gestion des agglomérations.

EN VENTE

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau Itée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Itée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal